



Plan Local d'Urbanisme

Commune de Montenois

Modification simplifiée n°4 approuvée le 09 octobre 2023

Agence de Développement et d'Urbanisme du Pays de Montbéliard
www.adu-montbeliard.fr

LISTE DES PIECES REGLEMENTAIRES CONCERNANT LES RAPPORTS DU DOCUMENT D'URBANISME

Additif au rapport de présentation	09 octobre 2023
Additif au rapport de présentation	18 septembre 2019
Additif au rapport de présentation	22 mars 2012
Additif au rapport de présentation	17 février 2010
Rapport de présentation	21 mars 2008



COMMUNE DE MONTENOIS

Révision du Plan d'Occupation des Sols
en Plan Local d'Urbanisme approuvée le 21 mars 2008



CABINET RUEZ & ASSOCIÉS



Pièce n°1 B : Additif au rapport de présentation

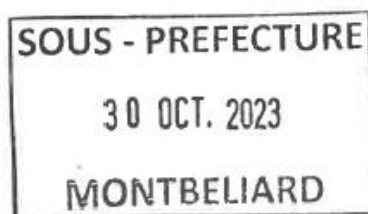
- Modification simplifiée n°1 approuvée le 17 février 2010
- Modification simplifiée n°2 approuvée le 22 mars 2012
- Modification simplifiée n°3 approuvée le 18 septembre 2019

Modification simplifiée n°4 approuvée le 9 octobre 2023

Vu pour être annexé à la délibération du 9 octobre 2023

Le Maire,

Visa Sous-Préfecture



SOMMAIRE

Préambule	3
1 L'objet de la modification simplifiée et la présentation du projet	4
1.1 L'évolution du secteur « AU1 activités » et des dispositions relatives aux destinations et sous destinations autorisées dans ce secteur	4
1.1.1 Le contexte et la justification de la modification.....	4
1.2 Les modifications apportées au zonage en vigueur	7
1.3 L'évolution du règlement en vigueur de la zone AU1.....	8
1.3.1 Le contexte et la justification de la modification.....	8
1.3.2 Les évolutions apportées au règlement des zones A, N, UI et AU1.....	8
1.3.3 Les évolutions apportées au règlement de la zone AU1	11
1.4 La mise à jour des annexes	16
2 Les incidences des évolutions du PLU sur l'environnement.....	21
3 Les pièces du dossier de PLU impactées par la modification simplifiée.....	22

Préambule

Le PLU de Montenois a été approuvé le 21 mars 2008.

Celui-ci a évolué à 3 reprises :

- **Le 17 février 2010**, une première modification simplifiée a permis d'assouplir la règle de l'article 6 du secteur « U Centre » afin de la rendre plus facilement applicable. En effet, les constructions devaient être implantées entre 0 et 2 mètres de l'alignement des voies. Elles pourront dorénavant être implantées jusqu'à l'alignement des voies.
- **Puis le 22 mars 2012**, une deuxième modification simplifiée a été approuvée en vue de faire évoluer cette même règle de l'article 6 pour la zone « AU1 Centre ». Les constructions devaient également être implantées entre 0 et 2 mètres de l'alignement des voies. Elles pourront dorénavant être implantées jusqu'à l'alignement des voies.
- **Enfin le 18 septembre 2019**, une troisième modification simplifiée a été conduite pour faire évoluer le zonage et le règlement de la zone AU1 afin d'autoriser l'accueil de deux activités. Cette procédure a également permis de modifier la limite de la zone U loisirs pour prévoir l'extension des équipements de loisirs liés au terrain de sport de la commune.

La présente modification simplifiée du PLU vise à :

- faire évoluer le zonage du secteur « AU1 loisirs » et la zone UI au profit du secteur « AU1 activités » ainsi que les dispositions relatives aux destinations et sous-destinations autorisées dans cette zone afin de faciliter l'accueil d'activités sur ce site notamment en autorisant des constructions se rattachant **à la destination exploitation agricole et forestière** conformément aux articles R. 151-27 et R. 151-28 du Code de l'Urbanisme et sous réserve de démontrer l'affiliation et la nécessité de celles-ci avec une ou des activités artisanales et/ou commerciales.

1 L'objet de la modification simplifiée et la présentation du projet

1.1 L'évolution du secteur « AU1 activités » et des dispositions relatives aux destinations et sous destinations autorisées dans ce secteur

1.1.1 Le contexte et la justification de la modification

Située en entrée de bourg de Montenois, le secteur « AU1 activités » d'environ 1,30 ha a été créé suite à la dernière évolution du PLU approuvée en 2019.

Ce sous-secteur est un espace stratégique de la commune car il est le seul espace permettant d'accueillir des activités qui ne sont pas compatibles avec la vocation résidentielle. A ce jour, l'emprise foncière est libre de toute construction et est utilisée comme lieu de stockage de matériaux inertes avec des terres de valeur agronomique moyenne.

L'objectif de la présente modification est de faire évoluer à la marge le zonage et le règlement écrit du sous-secteur afin que l'accueil d'activités sur ce site soit facilité notamment en autorisant des constructions se rattachant à la **destination exploitation agricole et forestière** conformément aux articles R. 151-27 et R. 151-28 du Code de l'Urbanisme et sous réserve de démontrer l'affiliation et la nécessité de celles-ci avec une ou des activités artisanales et/ou commerciales.

Avec ces évolutions, la municipalité souhaite, d'une part, attirer de nouveaux porteurs de projets et, d'autre part, faciliter la réalisation du projet de délocalisation d'une **entreprise horticole** située actuellement en zone U du PLU en vigueur, dans le tissu urbanisé du bourg (cf. illustrations représentées ci-dessous et ci-après). Cela permettra de commercialiser les terrains et renforcer la vocation de la zone d'activités.



(Source : ADU – Plan de zonage au 1/2500°).

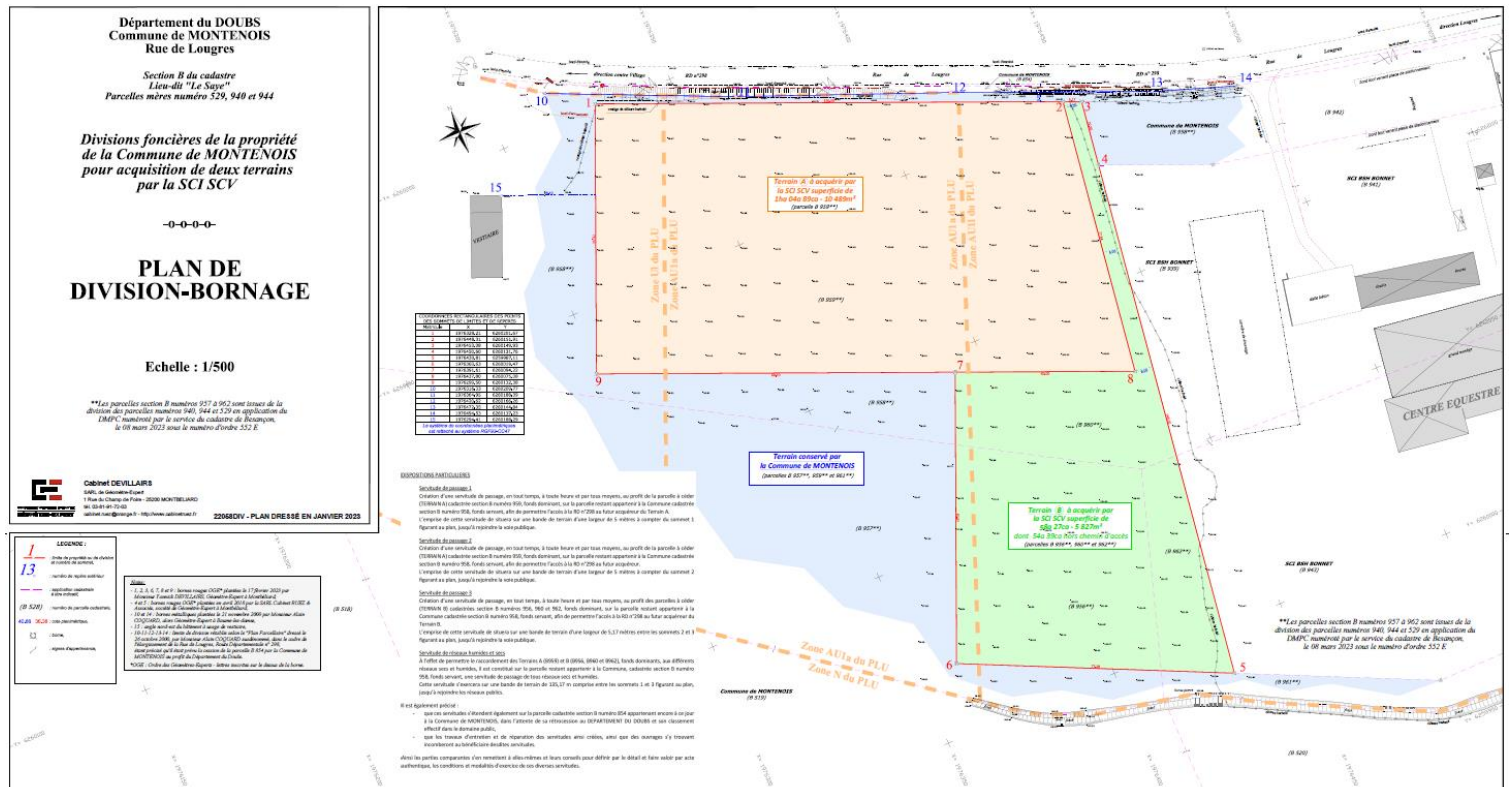
Localisation de l'entreprise horticole située en zone U du PLU en vigueur
(Parcelles n°ZE100 et B811 - Rue de Lougres).



Illustrations : Entreprise Horticole - 57 rue de Lougres - Montenois (Source : Google Maps - Juin 2022).

De plus, la délocalisation de l'activité horticole dans la zone d'activités, permettra à cette entreprise de s'installer dans une zone plus adéquate en termes de voisinage et de visibilité mais aussi de libérer une surface constructible conséquente (environ 0,7 ha) en centre-bourg permettant à l'avenir d'accueillir des constructions compatibles avec la fonction résidentielle de la zone. Pour finir, l'installation de l'entreprise d'horticulture se fera sur des terrains communaux et permettra ainsi à la commune de pouvoir dégager des recettes.

Extrait du plan de division-bornage réalisé par le Cabinet Devillairs :



Aujourd'hui, dans le PLU en vigueur, les dispositions relatives aux occupations et utilisation du sol **autorisent seulement les constructions et infrastructures affectées à l'accueil des activités d'artisanat et de commerce / artisanales et commerciales.**

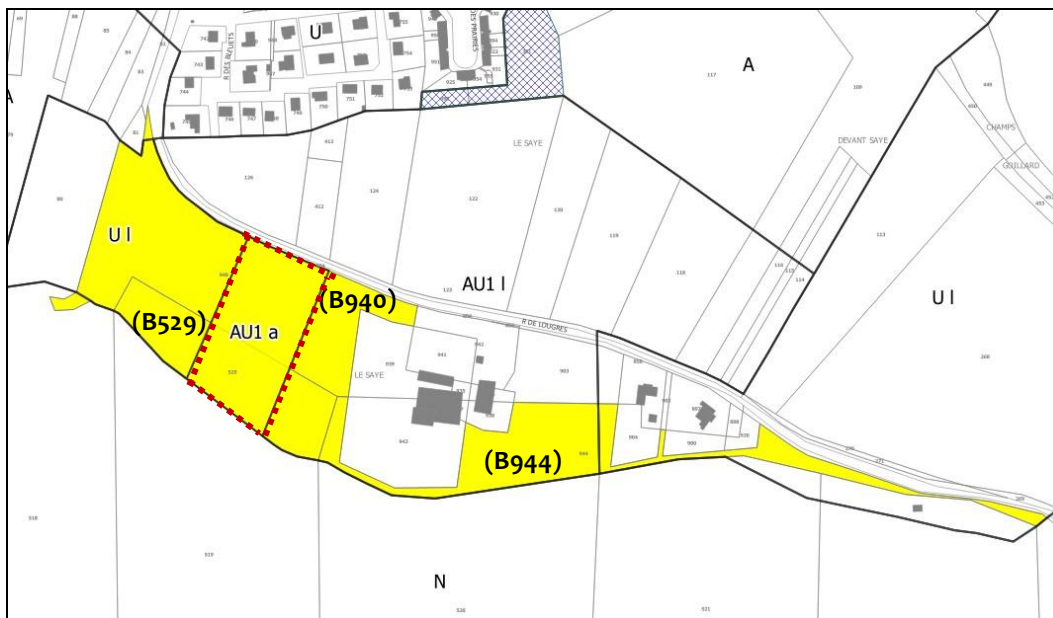
Pour cet espace stratégique de la commune, il convient donc d'ajuster la liste des destinations autorisées dans la zone tout en respectant les objectifs d'aménagement initiaux, les orientations du Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) et les objectifs de planification des documents supra-communaux (Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) de Pays de Montbéliard Agglomération (PMA)).

Dans le cadre de la présente modification, il n'y a pas de remise en cause des orientations du PADD. De plus, Montenois et notamment la Zone d'Activités sont fléchées au Document d'Orientation et d'Objectifs (DOO) du SCoT du Pays de Montbéliard comme figurant dans un secteur d'étude pour l'extension et le développement des Zones Locales d'Équilibre (ZLE).

1.2 Les modifications apportées au zonage en vigueur

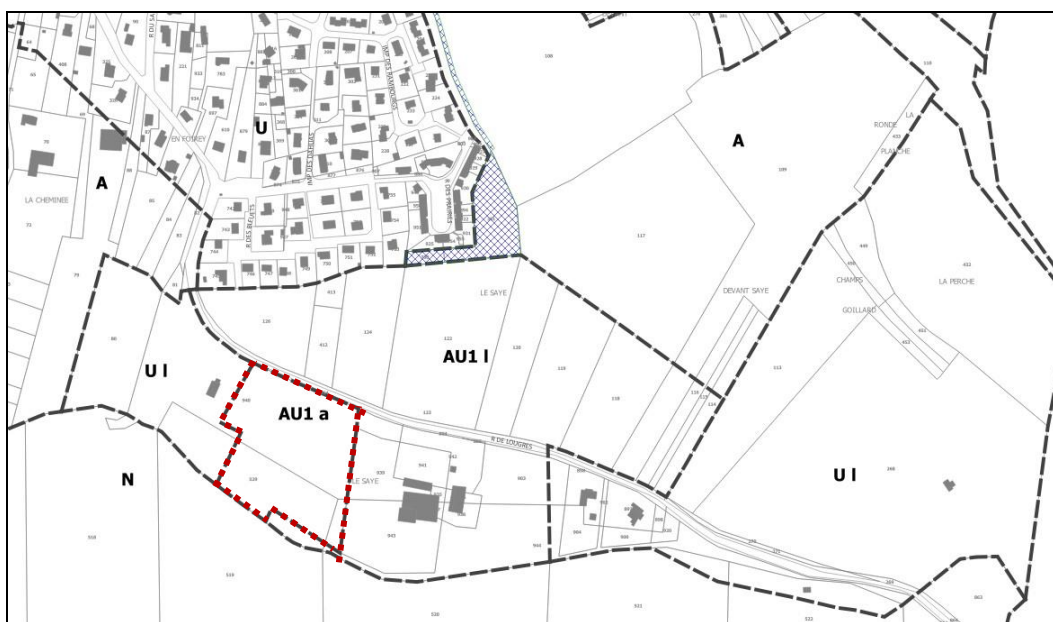
Extrait du zonage du PLU en vigueur (cf. plan de zonage au 1/5000°) :

- Les 3 parcelles n°B529, B940 et B944 sont classées pour partie en zone AU1 loisirs.
- Les 2 parcelles n°B529 et B940 sont également classées pour partie en zone UI.
- Et une partie des 2 parcelles n°B529 et B940 est classée en zone AU1 activités.



Extrait du zonage du PLU après modification (cf. plan ci-dessous référencé) :

- Le sous-secteur AU1 activités est étendu sur une partie des parcelles n°B940 et B944 (incluses dans la zone AU1 loisirs) et B940 (inclue dans la zone UI). Une extension du sous-secteur AU1 activités d'environ 0,9 ha est ainsi envisagée par les élus. La future zone AU1 activités représente donc une surface totale d'environ 2,23 ha.
- Les zones AU1 loisirs et UI sont réduites en conséquence : environ 0,60 ha à déduire pour la zone AU1 loisirs et environ 0,28 ha à déduire pour la zone UI.



1.3 L'évolution du règlement en vigueur de la zone AU1

1.3.1 Le contexte et la justification de la modification

Les élus s'entendent pour faire évoluer le règlement de la zone AU1 liée au sous-secteur de zone « AU1 activités » afin que l'accueil d'activités sur ce site soit facilité notamment en autorisant des constructions se rattachant à la **destination exploitation agricole et forestière** conformément aux articles R. 151-27 et R. 151-28 du Code de l'Urbanisme et sous réserve de démontrer l'affiliation et la nécessité de celles-ci avec une ou des activités artisanales et/ou commerciales. Une marge de recul de 30 mètres concernant l'implantation des constructions vis-à-vis de l'espace boisé au sud du sous-secteur « AU1 activités » est maintenue.

Le projet est également situé dans une zone à risque mouvements de terrain, aléa effondrement (dolines), zone de moyenne densité d'indices (Cf. Annexe 7.9 du PLU : Risques naturels – Carte des aléas mouvements de terrain). Des dispositions spécifiques sont donc apportées au règlement littéral du PLU en vigueur afin d'assurer l'intégrité des bâtiments et la sécurité des personnes. Il est recommandé pour tout projet d'aménagement ou de construction, de prendre en compte les dispositions inscrites dans le « guide de recommandations pour l'instruction du droit des sols et la planification du territoire en l'absence de Plan de Prévention des Risques mouvements de terrain » et son annexe mis en place par les services de l'État dans le Doubs (Cf. Annexe 7.6 du PLU). De plus, une étude géologique, hydrologique et géotechnique est également fortement recommandée. Elle pourra déterminer les périmètres de sécurité des zones d'effondrement avérées (indices karstiques, dolines, gouffres, etc.) où les constructions seront interdites.

Les élus décident d'appliquer ces dispositions aux zones A, N, et UI du PLU en vigueur qui sont également concernées par ces risques (Cf. Annexes 7.6 et 7.9 du PLU).

1.3.2 Les évolutions apportées au règlement des zones A, N, UI et AU1

Les modifications apportées apparaissent en rouge :

Règlement en vigueur - (Page 1) :	Extrait du règlement du PLU après modification :
<p>TITRE I :</p> <p>PREAMBULE</p> <p>Le territoire communal est couvert par les zones :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Urbaines : <ul style="list-style-type: none"> - U (et secteurs U loisirs et Use) - U centre - A Urbaniser : <ul style="list-style-type: none"> - AU1 (et secteurs AU1 centre et AU1 loisirs) - AU2 - Agricoles : A - Naturelles : N <p>Les dispositions règlementaires applicables à chacune de ces zones sont contenues au présent règlement. [...] Toutefois, certaines dispositions du code de l'urbanisme qui sont dûment stipulée au dit-code s'appliquent également.</p>	<p>TITRE I :</p> <p>PREAMBULE</p> <p>Le territoire communal est couvert par les zones :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Urbaines : <ul style="list-style-type: none"> - U (et secteurs U loisirs et Use) - U centre - A Urbaniser : <ul style="list-style-type: none"> - AU1 (et secteurs AU1 centre et AU1 loisirs) - AU2 - Agricoles : A - Naturelles : N <p>Les dispositions règlementaires applicables à chacune de ces zones sont contenues au présent règlement. [...] Toutefois, certaines dispositions du code de l'urbanisme qui sont dûment stipulée au dit-code s'appliquent également.</p>

	<p><u>Informations sur les dispositions communes</u></p> <p><u>1.1. Dispositions communes relatives aux risques et nuisances</u></p> <p><u>1.1.1. Risques naturels</u></p> <p><u>1.1.1.1. Risque sismique</u></p> <p>Les règles de construction parasismique, applicables à compter du 1er mai 2011, sont les suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Pour les bâtiments neufs, elles sont issues directement de l'Eurocode 8 ou découlent de règles forfaitaires pour les maisons individuelles, ▪ Pour les bâtiments existants, s'ils font l'objet de certaines typologies de travaux, elles sont soumises à ces mêmes règles modulées. <p>Il est recommandé au maître d'ouvrage, sous sa responsabilité, d'appliquer les mesures figurant dans le guide intitulé « La nouvelle réglementation parasismique applicable aux bâtiments dont le permis de construire est déposé à partir du 1er mai 2011 » - Janvier 2011, Ministère de l'Écologie, du Développement durable, des Transports et du Logement (Cf. Annexe 7.7 du PLU).</p> <p><u>1.1.1.2. Aléa de retrait-gonflement des sols argileux</u></p> <p>La commune est concernée par un aléa faible et moyen du phénomène. Seules les zones UI, AU1, A et N du PLU sont concernées.</p> <p>Il est recommandé au maître d'ouvrage, sous sa responsabilité, d'appliquer les mesures figurant dans le guide intitulé « Le retrait-gonflement des argiles – Comment prévenir des désordres dans l'habitat individuel ? » présenté dans les annexes informatives du PLU (Cf. Annexes 7.8 du PLU).</p> <p><u>1.1.1.3. Autres aléas mouvements de terrain</u></p> <p>Des dolines, effondrements de cavités, abris, grottes, gouffres et pertes sont présents sur le territoire communal et situés principalement dans les zones AU1, A et N (Cf. Annexe 7.9 du PLU).</p> <p>➔ <i>Sur Montenois, la grande majorité des zones à risques se situent hors de l'urbanisation (mais rapprochées).</i></p>
--	---

	<p>➔ <i>Aléa glissement : Zones UI, AU1, A et N (aléa faible à fort).</i></p> <p>➔ <i>Aléa effondrement : Zones AU1, A et N (aléa faible à moyen).</i></p> <p>Il est recommandé pour chaque projet concerné par un/des aléas de mouvements de terrain (Cf. Annexe 7.9 du PLU) de prendre en compte les dispositions inscrites dans le « guide de recommandations pour l’instruction du droit des sols et la planification du territoire en l’absence de Plan de Prévention des Risques mouvements de terrain » et son annexe mis en place par les services de l’État dans le Doubs (Cf. Annexe 7.6 du PLU).</p> <p><u>Zones UI, AU1, A et N</u></p> <p><u>Informations sur les dispositions particulières de la zone</u></p> <p>Prise en compte des risques (voir dispositions communes).</p> <p>Certains secteurs de ces zones sont concernés par des risques naturels notamment glissement (aléa faible à fort) et effondrement (indice karstique) où pourra être appliqué l’art. R. 111-2 du CU.</p> <p>Les secteurs concernés par ces risques naturels sont repérés en Annexes 7.8 et 7.9 du PLU.</p>
--	--

1.3.3 Les évolutions apportées au règlement de la zone AU1

Règlement en vigueur - (Pages 9,10, 11, 12 et 13) :	Extrait du règlement du PLU après modification :
<p>Zone AU1</p> <p>Informations sur le caractère de la zone :</p> <p>La zone AU1 correspond aux secteurs non construits, destinés à être urbanisés. Elle a principalement une vocation d'habitat. Y sont admises les constructions destinées aux bureaux, au commerce, à l'artisanat, accueillant une activité compatible avec l'habitat ainsi que les constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif.</p> <p>Leur urbanisation est possible lors d'une opération d'aménagement d'ensemble.</p> <p>Elle comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ un secteur « AU1 centre » de plus forte densité suivant le PADD. ➤ un secteur « AU1 loisirs » destiné à l'accueil des activités de loisirs et touristiques. ➤ un secteur « AU1 activités » destiné à l'accueil des activités artisanales et commerciales. 	<p>Zone AU1</p> <p>Informations sur le caractère de la zone :</p> <p>La zone AU1 correspond aux secteurs non construits, destinés à être urbanisés. Elle a principalement une vocation d'habitat. Y sont admises les constructions destinées aux bureaux, au commerce, à l'artisanat, accueillant une activité compatible avec l'habitat ainsi que les constructions et installations nécessaires à l'exploitation agricole et forestière conformément aux articles R. 151-27 et R. 151-28 du Code de l'Urbanisme et sous réserve de démontrer l'affiliation et la nécessité de celles-ci avec une ou des activités artisanales et/ou commerciales et aux services publics ou d'intérêt collectif.</p> <p>Leur urbanisation est possible lors d'une opération d'aménagement d'ensemble.</p> <p>Elle comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ un secteur « AU1 centre » de plus forte densité suivant le PADD. ➤ un secteur « AU1 loisirs » destiné à l'accueil des activités de loisirs et touristiques. ➤ un secteur « AU1 activités » destiné à l'accueil des activités artisanales et commerciales et à l'exploitation agricole et forestière conformément aux articles R. 151-27 et R. 151-28 du Code de l'Urbanisme et sous réserve de démontrer l'affiliation et la nécessité de celles-ci avec une ou des activités artisanales et/ou commerciales. <p>Informations sur les dispositions particulières de la zone</p> <p>Prise en compte des risques (voir dispositions communes).</p> <p>Certains secteurs de la zone AU1 sont concernés par des risques naturels : glissement (aléa faible à moyen) et effondrement (indice karstique) où pourra être appliqué l'art. R. 111-2 du CU.</p>

	<p>Les secteurs concernés par ces risques naturels sont repérés en Annexes 7.8 et 7.9 du PLU.</p>
<p>Article 1 AU1: Occupations et utilisations du sol interdites</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Les constructions destinées à l'industrie, à l'exploitation agricole et forestière, ou à la fonction d'entrepôt. 2. Les constructions destinées aux bureaux, au commerce, à l'artisanat, accueillant une activité génératrice de dépôts ou de nuisances incompatibles avec l'habitat, par rapport à la vocation résidentielle, l'intérêt patrimonial, architectural et paysager des lieux avoisinants. 3. Les dépôts de ferrailles, déchets, vieux matériaux et carcasses de voitures, ainsi que les abris mobiles installés à titre permanent. 4. Les terrains de camping. 5. Les carrières. 6. En secteur AU1 loisirs, toute construction est interdite à l'exception de celles mentionnées au 3° de l'article 2 AU1. 7. En secteur AU1 activités, toute construction est interdite à l'exception de celles mentionnées au 4° de l'article 2 AU1. 	<p>Article 1 AU1: Occupations et utilisations du sol interdites</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Les constructions destinées à l'industrie, à l'exploitation agricole et forestière, ou à la fonction d'entrepôt. 2. Les constructions destinées aux bureaux, au commerce, à l'artisanat, accueillant une activité génératrice de dépôts ou de nuisances incompatibles avec l'habitat, par rapport à la vocation résidentielle, l'intérêt patrimonial, architectural et paysager des lieux avoisinants. 3. Les dépôts de ferrailles, déchets, vieux matériaux et carcasses de voitures, ainsi que les abris mobiles installés à titre permanent. 4. Les terrains de camping. 5. Les carrières. 6. En secteur AU1 loisirs, toute construction est interdite à l'exception de celles mentionnées au 3° de l'article 2 AU1. 7. En secteur AU1 activités, toute construction est interdite à l'exception de celles mentionnées au 4° de l'article 2 AU1.
<p>Article 2 AU1: Occupations et utilisations du sol soumises à des conditions particulières</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Les affouillements et exhaussements du sol sont autorisés lorsqu'ils sont liés et intégrés aux projets de construction dans le but d'assurer une adaptation harmonieuse et équilibrée au terrain naturel, 2. Les constructions autorisées ne peuvent être édifiées que : <ul style="list-style-type: none"> ➤ lors de la réalisation d'une opération d'aménagement d'ensemble, ➤ selon les conditions d'aménagement et d'équipement de la zone, définies par les orientations d'aménagement sectorielles, 	<p>Article 2 AU1: Occupations et utilisations du sol soumises à des conditions particulières</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Les affouillements et exhaussements du sol sont autorisés lorsqu'ils sont liés et intégrés aux projets de construction dans le but d'assurer une adaptation harmonieuse et équilibrée au terrain naturel, 2. Les constructions autorisées ne peuvent être édifiées que : <ul style="list-style-type: none"> ➤ lors de la réalisation d'une opération d'aménagement d'ensemble, ➤ selon les conditions d'aménagement et d'équipement de la zone, définies par les orientations d'aménagement sectorielles,

<p>➤ à condition que l'opération prenne en compte l'intégration des constructions dans le site notamment au regard des aspects paysagers, patrimoniaux, de la préservation des vues, et des aspects architecturaux des bâtiments à édifier.</p> <p>3. En secteur AU1 loisirs, en complément aux dispositions précédentes, seules les constructions et infrastructures affectées à l'accueil des activités de loisirs et touristiques sont autorisées. Toutefois, les constructions destinées à l'habitation, l'hébergement hôtelier, le commerce, l'artisanat, l'exploitation agricole sont admises aux conditions cumulées :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ qu'elles soient liées et nécessaires au fonctionnement des activités de loisirs et touristiques autorisées, ➤ qu'il n'y ait pas une disproportion entre les locaux d'activités de loisirs et touristiques et la partie consacrée aux autres destinations, ➤ que ces constructions soient intégrées aux bâtiments principaux d'activités, ➤ que l'installation des activités admises soit antérieure ou simultanée à la réalisation des constructions consacrée aux autres destinations. <p>4. En secteur AU1 activités, en complément aux dispositions précédentes, seules les constructions et infrastructures affectées à l'accueil des activités d'artisanat et de commerce sont autorisées.</p>	<p>➤ à condition que l'opération prenne en compte l'intégration des constructions dans le site notamment au regard des aspects paysagers, patrimoniaux, de la préservation des vues, et des aspects architecturaux des bâtiments à édifier.</p> <p>3. En secteur AU1 loisirs, en complément aux dispositions précédentes, seules les constructions et infrastructures affectées à l'accueil des activités de loisirs et touristiques sont autorisées. Toutefois, les constructions destinées à l'habitation, l'hébergement hôtelier, le commerce, l'artisanat, l'exploitation agricole sont admises aux conditions cumulées :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ qu'elles soient liées et nécessaires au fonctionnement des activités de loisirs et touristiques autorisées, ➤ qu'il n'y ait pas une disproportion entre les locaux d'activités de loisirs et touristiques et la partie consacrée aux autres destinations, ➤ que ces constructions soient intégrées aux bâtiments principaux d'activités, ➤ que l'installation des activités admises soit antérieure ou simultanée à la réalisation des constructions consacrée aux autres destinations. <p>4. En secteur AU1 activités, en complément aux dispositions précédentes, seules les constructions et infrastructures affectées à l'accueil des activités d'artisanat et de commerce ainsi que les constructions et installations nécessaires à l'exploitation agricole et forestière conformément aux articles R. 151-27 et R. 151-28 du Code de l'Urbanisme et sous réserve de démontrer l'affiliation et la nécessité de celles-ci avec une ou des activités artisanales et/ou commerciales sont autorisées.</p>
<p><u>Les articles 3, 4, 5 AU1 restent inchangés.</u></p>	<p><u>Les articles 3, 4, 5 AU1 restent inchangés.</u></p>

<p>Article 6 AU1 : Implantation des constructions par rapport aux voies et emprises publiques</p> <p>Les constructions doivent être implantées à 2 mètres au moins de l'alignement des voies publiques ou du bord des voies privées ouvertes à la circulation publique.</p> <p>Dans les secteurs AU1 loisirs et AU1 activités, cette distance minimale est portée à 12 mètres.</p> <p>En secteur AU1 centre, les constructions peuvent être implantées jusqu'à l'alignement des voies.</p>	<p>Article 6 AU1 : Implantation des constructions par rapport aux voies et emprises publiques</p> <p>Les constructions doivent être implantées à 2 mètres au moins de l'alignement des voies publiques ou du bord des voies privées ouvertes à la circulation publique.</p> <p>Dans les secteurs AU1 loisirs et AU1 activités, cette distance minimale est portée à 12 mètres.</p> <p>En secteur AU1 centre, les constructions peuvent être implantées jusqu'à l'alignement des voies.</p>
<p>Article 7 AU1 : Implantation des constructions par rapport aux limites séparatives</p> <p>L'implantation des constructions autorisée en limite séparative, aux conditions que [...].</p> <p>Dans le secteur AU1 loisirs :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ la distance horizontale de tout point d'un bâtiment au point le plus proche de la limite séparative doit être au moins égale à 8 mètres, ➤ une marge de recul de 15 mètres doit être respectée par rapport aux limites de la zone U à vocation d'habitat. <p>Dans le secteur AU1 activités :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ le recul par rapport à la limite séparative n'est pas réglementé. <p>Dans le secteur AU1 centre, sauf si elles sont contigües aux limites séparatives, les constructions doivent être implantées à une distance d'au moins 2 mètres par rapport à celles-ci.</p>	<p>Article 7 AU1 : Implantation des constructions par rapport aux limites séparatives</p> <p>L'implantation des constructions autorisée en limite séparative, aux conditions que [...].</p> <p>Dans le secteur AU1 loisirs :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ la distance horizontale de tout point d'un bâtiment au point le plus proche de la limite séparative doit être au moins égale à 8 mètres, ➤ une marge de recul de 15 mètres doit être respectée par rapport aux limites de la zone U à vocation d'habitat. <p>Dans le secteur AU1 activités :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ le recul par rapport à la limite séparative n'est pas réglementé. <p>Dans le secteur AU1 centre, sauf si elles sont contigües aux limites séparatives, les constructions doivent être implantées à une distance d'au moins 2 mètres par rapport à celles-ci.</p>
<p><u>L'article 8 AU1 reste inchangé.</u></p>	<p><u>L'article 8 AU1 reste inchangé.</u></p>
<p>Article 9 AU1 : L'emprise au sol des constructions</p> <p>Pour les constructions destinées aux bureaux, au commerce ou à l'artisanat, le coefficient d'emprise au sol maximale est de 0,6.</p>	<p>Article 9 AU1 : L'emprise au sol des constructions</p> <p>Pour les constructions destinées aux bureaux, au commerce ou à l'artisanat, le coefficient d'emprise au sol maximale est de 0,6.</p>

<p>Article 10 AU1 : La hauteur maximale des constructions</p> <p>La hauteur des constructions par rapport au terrain naturel doit s'harmoniser avec le milieu environnant, sans jamais dépasser R + 2 + combles. Pour les constructions destinées aux bureaux, au commerce ou à l'artisanat, la hauteur des constructions par rapport au terrain naturel ne doit pas dépasser 9 mètres.</p> <p>Cependant, pour les bâtiments joignant la limite séparative, la hauteur, dans une bande de trois mètres parallèle à la limite, doit respecter les dispositions de l'article 7 AU1.</p> <p>En secteurs AU1 loisirs et AU1 activités, la hauteur des constructions par rapport au terrain naturel ne doit pas dépasser 12 mètres.</p>	<p>Article 10 AU1 : La hauteur maximale des constructions</p> <p>La hauteur des constructions par rapport au terrain naturel doit s'harmoniser avec le milieu environnant, sans jamais dépasser R + 2 + combles. Pour les constructions destinées aux bureaux, au commerce ou à l'artisanat, la hauteur des constructions par rapport au terrain naturel ne doit pas dépasser 9 mètres.</p> <p>Cependant, pour les bâtiments joignant la limite séparative, la hauteur, dans une bande de trois mètres parallèle à la limite, doit respecter les dispositions de l'article 7 AU1.</p> <p>En secteurs AU1 loisirs et AU1 activités, la hauteur des constructions par rapport au terrain naturel ne doit pas dépasser 12 mètres.</p>
<p>Article 11 AU1 : L'aspect extérieur</p> <p>Les constructions doivent présenter un aspect compatible avec le caractère et l'intérêt des lieux avoisinants, du site et des paysages. Les importations spécifiques aux patrimoines architecturaux d'autres régions sont à proscrire.</p> <p>Les façades seront de couleur pastel, seules les huisseries pourront être de couleur vive.</p> <p>Les toitures seront de couleur « terre cuite », le noir est pros crit. Cette disposition ne s'applique pas aux équipements de production d'énergie renouvelable dont l'intégration de la toiture devra être soignée.</p> <p>Toutes clôtures ou haies ne doivent pas excéder 1,20 mètres de hauteur. Elles peuvent néanmoins être surmontées d'éléments à claire-voie (grillage...) dans la limite de 1,20 mètres de hauteur pour l'ensemble.</p> <p>Dans le secteur AU1 activités, les clôtures doivent être constituées d'un grillage ou tout autre dispositif à claire-voie dans la limite maximale de 2 mètres de hauteur, doublé ou non d'une haie vive d'essences locales non opaque (éviter thuyas, laurier, aucubas...), comportant ou non une attache au sol avec mur-bahut d'une hauteur maximum de 60 cm. La couleur sera choisie dans des teintes foncées.</p> <p>La hauteur des éléments de clôture (portails, piliers, etc.) implantés en bordure de voie est</p>	<p>Article 11 AU1 : L'aspect extérieur</p> <p>Les constructions doivent présenter un aspect compatible avec le caractère et l'intérêt des lieux avoisinants, du site et des paysages. Les importations spécifiques aux patrimoines architecturaux d'autres régions sont à proscrire.</p> <p>Les façades seront de couleur pastel, seules les huisseries pourront être de couleur vive.</p> <p>Les toitures seront de couleur « terre cuite », le noir est pros crit. Cette disposition ne s'applique pas aux équipements de production d'énergie renouvelable dont l'intégration de la toiture devra être soignée.</p> <p>Toutes clôtures ou haies ne doivent pas excéder 1,20 mètres de hauteur. Elles peuvent néanmoins être surmontées d'éléments à claire-voie (grillage...) dans la limite de 1,20 mètres de hauteur pour l'ensemble.</p> <p>Dans le secteur AU1 activités, les clôtures doivent être constituées d'un grillage ou tout autre dispositif à claire-voie dans la limite maximale de 2 mètres de hauteur, doublé ou non d'une haie vive d'essences locales non opaque (éviter thuyas, laurier, aucubas...), comportant ou non une attache au sol avec mur-bahut d'une hauteur maximum de 60 cm. La couleur sera choisie dans des teintes foncées.</p> <p>La hauteur des éléments de clôture (portails, piliers, etc.) implantés en bordure de voie est</p>

limitée à 2 mètres. Les portails doivent être simples, en adéquation avec la clôture.	limitée à 2 mètres. Les portails doivent être simples, en adéquation avec la clôture.
<p>Article 12 AU1 : Réalisation d'aires de stationnement</p> <p>Le stationnement des véhicules correspondant aux besoins des constructions doit être assuré en dehors des voies publiques. Un minimum de 2 places de stationnement, hors bâtiments fermés, et dont au moins une place hors allées d'accès aux garages, est exigé par logement. Pour les opérations d'ensemble, les espaces publics devront comporter des aires de stationnement répondant aux besoins de l'opération.</p> <p>Pour les constructions destinées aux bureaux, au commerce ou à l'artisanat, les aires de stationnement devront répondre aux besoins de l'activité de l'établissement.</p> <p>En secteur AU1 loisirs, les aires de stationnement devront répondre aux besoins de l'activité de l'établissement.</p>	<p>Article 12 AU1 : Réalisation d'aires de stationnement</p> <p>Le stationnement des véhicules correspondant aux besoins des constructions doit être assuré en dehors des voies publiques. Un minimum de 2 places de stationnement, hors bâtiments fermés, et dont au moins une place hors allées d'accès aux garages, est exigé par logement. Pour les opérations d'ensemble, les espaces publics devront comporter des aires de stationnement répondant aux besoins de l'opération.</p> <p>Pour les constructions destinées aux bureaux, au commerce ou à l'artisanat, les aires de stationnement devront répondre aux besoins de l'activité de l'établissement.</p> <p>En secteurs AU1 loisirs et activités, les aires de stationnement devront répondre aux besoins de l'activité de l'établissement.</p>
<u>Les articles 13 et 14 AU1 restent inchangés.</u>	<u>Les articles 13 et 14 AU1 restent inchangés.</u>

1.4 La mise à jour des annexes

Dans le dossier d'Annexes (pièces n°6 et 7.1 à 7.5 du PLU en vigueur), il est convenu d'intégrer :

- le guide de recommandations pour l'instruction du droit des sols et la planification du territoire en l'absence de PPR Mvt* (*Plan de Prévention des Risques mouvements de terrain) et son annexe,
- la réglementation des normes parasismiques,
- la carte du zonage du risque retrait-gonflement des sols argileux et plaquette de présentation du risque dans le département du Doubs (BRGM),
- ainsi que la carte des risques naturels de Montenois.

La liste des annexes est complétée en ce sens.

Annexe n°7.6 : Guide de recommandations pour l’instruction du droit des sols et la planification du territoire en l’absence de Plan de Prévention des Risques mouvements de terrain mis en place par les services de l’État dans le Doubs (et son annexe).



**PRÉFET
DU DOUBS**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Départementale des Territoires
du Doubs**

Guide de recommandations pour l’instruction du droit des sols et la planification du territoire en l’absence de PPR Mvt*

*(*Plan de Prévention des Risques mouvements de terrain)*



Inondations – Villers le Lac



Effondrement - Busy

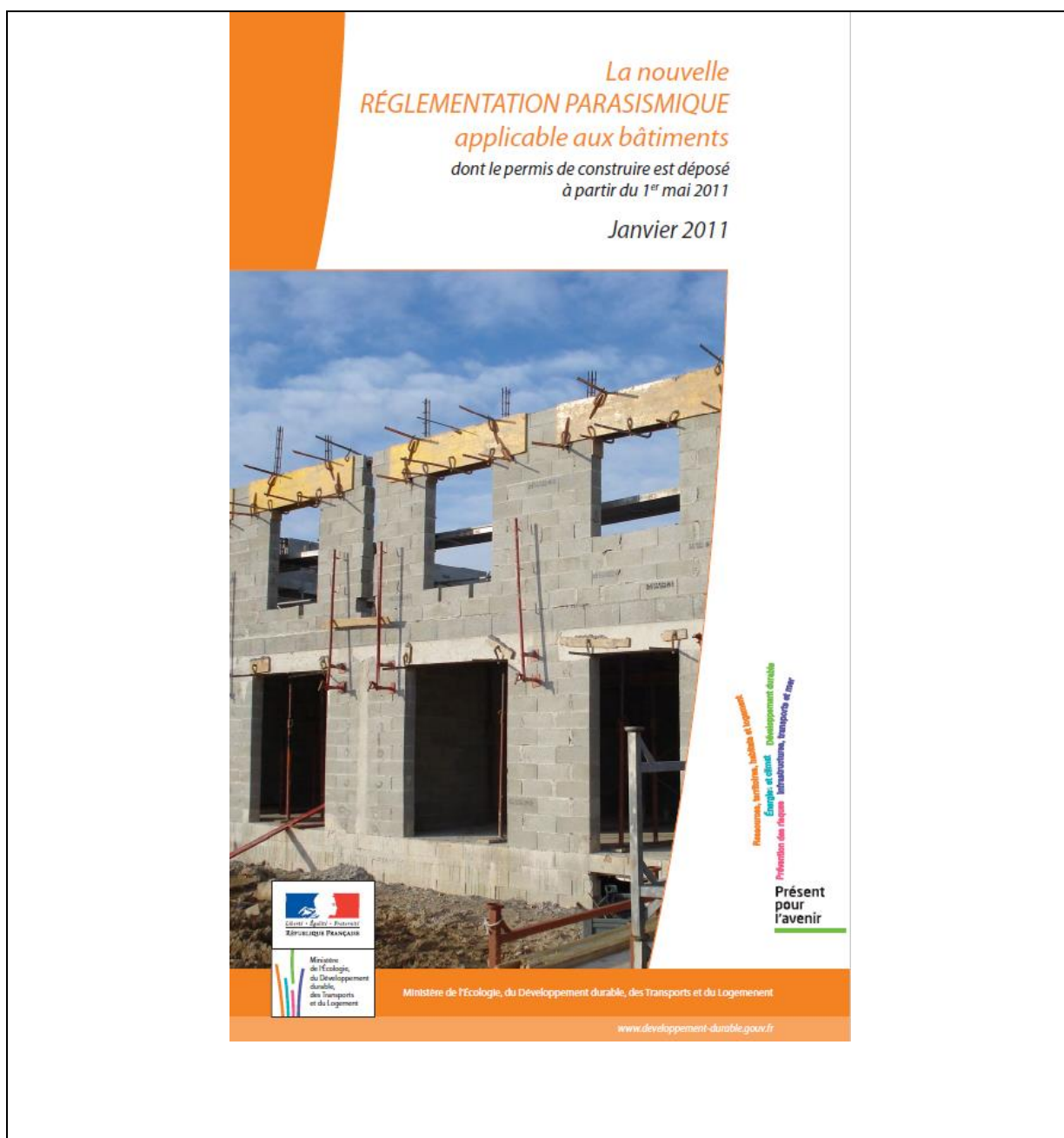


Chute de blocs - Monclay



Glissement de terrain - Souce-Cernay

Annexe n°7.7 : Réglementation des normes parasismiques



Annexe n°7.8 : Carte du zonage du risque retrait-gonflement des sols argileux et plaquette de présentation du risque dans le département du Doubs (BRGM).

Le retrait-gonflement des sols argileux Dans le département du Doubs

1 Evapotranspiration
2 Evaporation
3 Absorption par les racines

4 Couches argileuses
5 Feuilles argileuses
6 Eau interstitielle

Un phénomène naturel Bien connu des géotechniciens

Un sol argileux change de volume selon son degré d'humidité comme le fait une éponge : il gonfle avec l'humidité et se rétracte avec la sécheresse. En période de sécheresse, ces variations de volume se manifestent par des fentes de retrait, mais surtout induisent des tassements du sol plus ou moins importants suivant la configuration et l'ampleur du phénomène. Ces tassements sont souvent hétérogènes à l'échelle des constructions, du fait des variations géologiques et de la présence du bâti.

Impact sur les constructions : des désordres importants et coûteux

Ils touchent principalement les constructions légères (habitations individuelles) de plain-pied et celles aux fondations peu profondes ou non homogènes.

- ✓ Fissuration des structures
- ✓ distorsion de portes et fenêtres
- ✓ dislocation des dallages et des cloisons
- ✓ rupture de canalisations enterrées
- ✓ Décollement des bâtiments annexes

Identification des zones sensibles Carte départementale de l'aléa retrait-gonflement

La réalisation de cette carte départementale s'appuie sur l'analyse des cartes géologiques, des essais et des analyses des sols (susceptibilité) ainsi que sur l'examen des sinistres.

Son échelle de validité est le 1/50 000 : pour une identification du sol à l'échelle de la parcelle, une étude de sol s'impose.

De plus, dans les zones identifiées comme non argileuses (aléa nul), il n'est pas exclu de rencontrer localement des lentilles argileuses non cartographiées susceptibles de provoquer des sinistres.

Quelques chiffres clés (Rapport BRGM/RP-57338-Fr, septembre 2009) :

- ✓ 103 sinistres localisés dans le département du Doubs ;
- ✓ Aléa moyen : 375 km² soit 7 % du département ;
- ✓ Aléa faible : 2 081 km² soit 40 % du département ;
- ✓ Aléa a priori nul : 2 792 km² soit 53 % du département.

En juin 2010, 10 communes ont déjà été reconnues en état de catastrophe naturelle au titre de l'été 2003.

Carte d'aléa
retrait-gonflement
dans le Doubs

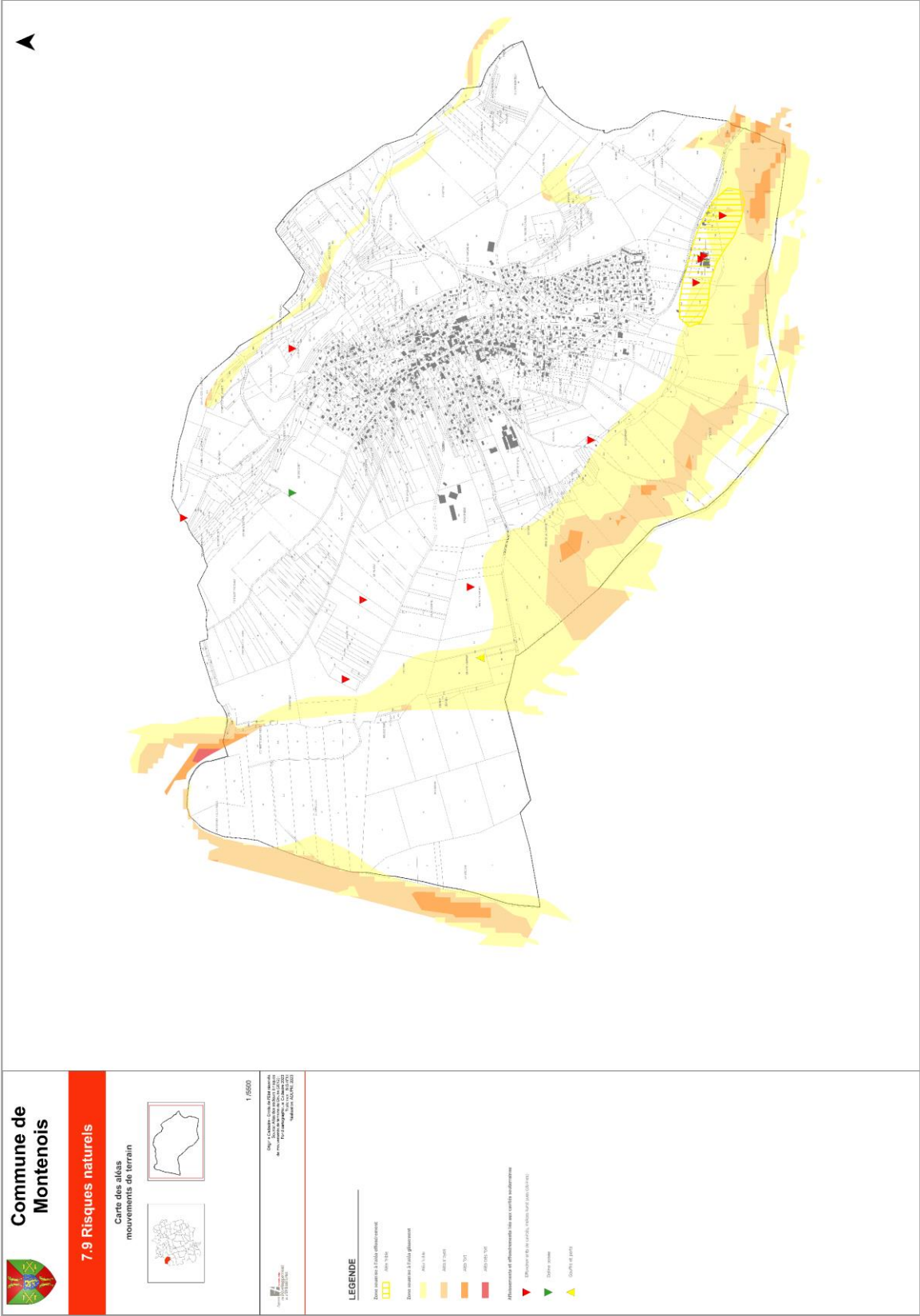
- Aléa moyen
- Aléa faible
- Aléa a priori nul
- Sinistre

Argiles
Aléa retrait-gonflement des sols argileux

Site internet dédié : www.argiles.fr

Annexe n°7.9 : Zones soumises aux risques naturels.

(Carte des aléas mouvements de terrain - document graphique au 1/5500°).



2 Les incidences des évolutions du PLU sur l'environnement

La localisation du secteur à urbaniser ne présente pas de caractéristiques remarquables à préserver d'un point de vue environnemental (carte p. 68 du rapport de présentation du PLU en vigueur).

La modification du PLU porte sur l'augmentation du périmètre du sous-secteur « AU1 activités » d'environ 0,9 ha, représentant une surface totale d'environ 2,23 ha sur les secteurs « Au1 loisirs » et UI afin que l'accueil d'activités sur ce site soit facilité notamment en autorisant des constructions se rattachant à **la destination agricole et forestière** conformément aux articles R. 151-27 et R. 151-28 du Code de l'Urbanisme et sous réserve de démontrer l'affiliation et la nécessité de celles-ci avec une ou des activités artisanales et/ou commerciales.

Elle ne porte pas atteinte à l'économie générale du PADD qui prévoit l'urbanisation de ce secteur ainsi qu'aux objectifs de planification des documents supra communaux (SCoT du Pays de Montbéliard).

Par ailleurs, la commune n'est pas concernée par un site Natura 2000. Aucun cours d'eau ne traverse la commune. La gestion des eaux n'aura donc pas d'incidences sur les sites Natura 2000 les plus proches.

Une marge de recul de 30 mètres concernant l'implantation des constructions vis-à-vis de l'espace boisé au sud du sous-secteur « AU1 activités » est maintenu.

Cependant, le projet est également situé dans une zone à risque mouvement de terrain, aléa effondrement (dolines), zone de moyenne densité d'indices. Des dispositions spécifiques sont apportées au règlement littéral du PLU en vigueur afin d'assurer l'intégrité des bâtiments et la sécurité des personnes. Pour tout projet d'aménagement ou de construction, une étude géologique, hydrologique et géotechnique est fortement recommandée. Suite à cette étude géologique, hydrologique et géotechnique, les constructions sont interdites dans les périmètres de sécurité des zones d'effondrement avérées (indices karstiques, dolines, gouffres, etc.).

Pour finir, ces évolutions n'ont également pas d'incidences sur :

- les milieux naturels et la biodiversité,
- la consommation d'ENAF,
- une zone humide,
- l'assainissement,
- le paysage ou le patrimoine bâti,
- les déchets,
- les pollutions,
- les nuisances,
- l'air, l'énergie, le climat.

Elles n'ont donc pas d'incidences notables sur l'environnement.

3 Les pièces du dossier de PLU impactées par la modification simplifiée

- **Le rapport de présentation (pièce n°1 du PLU en vigueur) :**
 - ✓ Le rapport de présentation est complété par le présent dossier qui constitue un additif au rapport de présentation qui expose les évolutions du PLU approuvé en 2008.
- **Le règlement littéral (pièce n°4 du PLU en vigueur) :**
 - ✓ Le règlement littéral est modifié comme mentionné ci-dessus (au Point 1.3).
- **Le règlement graphique (pièce n°5 du PLU en vigueur) :**
 - ✓ Le règlement graphique : les plans de zonage au 1/5000° et 1/2500° intègrent les évolutions exposées ci-dessus (aux Points 1.1 et 1.2).
- **Les annexes (pièces n°6 et 7.1 à 7.5 du PLU en vigueur) :**
 - ✓ Les annexes sont mises à jour comme mentionné ci-dessus (au Point 1.4).



COMMUNE DE MONTENOIS

Révision du Plan d'Occupation des Sols en Plan Local d'Urbanisme approuvée le 21 mars 2008

- ✓ Modification simplifiée approuvée le 17 février 2010
- ✓ Modification simplifiée approuvée le 22 mars 2012



CABINET RUEZ & ASSOCIÉS

Modification simplifiée approuvée le 18 septembre 2019

Agence de Développement et d'Urbanisme du Pays de Montbéliard
www.adu-montbeliard.fr



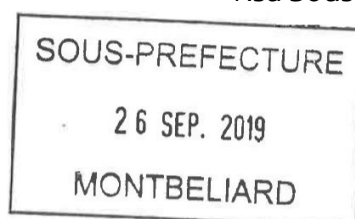
Pièce n°1 A : Additif au rapport de présentation

Vu pour être annexé à la délibération du 18 septembre 2019

Le Maire,



Visa Sous-Préfecture



SOMMAIRE

Préambule	3
1 L'objet de la modification simplifiée et la présentation du projet	4
1.1 L'évolution de la zone AU1 loisirs et l'extension de la zone U loisirs	4
1.1.1 Le contexte et la justification de la modification.....	4
1.2 Les modifications apportées au zonage en vigueur	5
1.3 L'évolution du règlement en vigueur de la zone AU1.....	6
1.3.1 Le contexte et la justification de la modification.....	6
1.3.2 Les modifications apportées au règlement de la zone AU1	6
2 Les incidences des évolutions du PLU sur l'environnement.....	10
3 Les pièces du dossier de PLU impactées par la modification simplifiée.....	11



Préambule

La révision du POS en PLU de Montenois a été approuvée le 21 mars 2008.

Celui-ci a évolué à 2 reprises :

- **Le 17 février 2010**, une première modification simplifiée a permis d'assouplir la règle de l'article 6 du secteur « U Centre » afin de la rendre plus facilement applicable. En effet, les constructions devaient être implantées entre 0 et 2 mètres de l'alignement des voies. Elles pourront dorénavant être implantées entre 0 et 2 mètres de l'alignement des voies.
- **Puis le 22 mars 2012**, une deuxième modification simplifiée a été approuvée en vue de faire évoluer cette même règle de l'article 6 pour la zone « AU1 Centre ». Les constructions devaient également être implantées entre 0 et 2 mètres de l'alignement des voies. Elles pourront dorénavant être implantées entre 0 et 2 m de l'alignement des voies.

La présente modification simplifiée du PLU vise à :

- délimiter un sous-secteur AU1 activités pris sur la zone AU1 loisirs pour autoriser l'accueil de deux activités. Ce secteur couvrira une surface d'environ 1,30 ha,
- modifier la limite de la zone UL et réduire la zone AU1 loisirs pour prévoir l'extension des équipements de loisirs liés au terrain de sport (éventuelle extension des vestiaires et tribunes du stade),
- faire évoluer le règlement de la zone AU1 loisirs (adapter le règlement à la création d'un sous-secteur de zone AU1 activités).



1 L'objet de la modification simplifiée et la présentation du projet

1.1 L'évolution de la zone AU1 loisirs et l'extension de la zone U loisirs

1.1.1 Le contexte et la justification de la modification

Le PLU approuvé en 2008 a retenu au sud de la commune une zone de 15,5 ha classée « AU1 loisirs » destinée à l'accueil des activités de loisirs et touristiques. Cette zone est traversée par la route de Lougres.

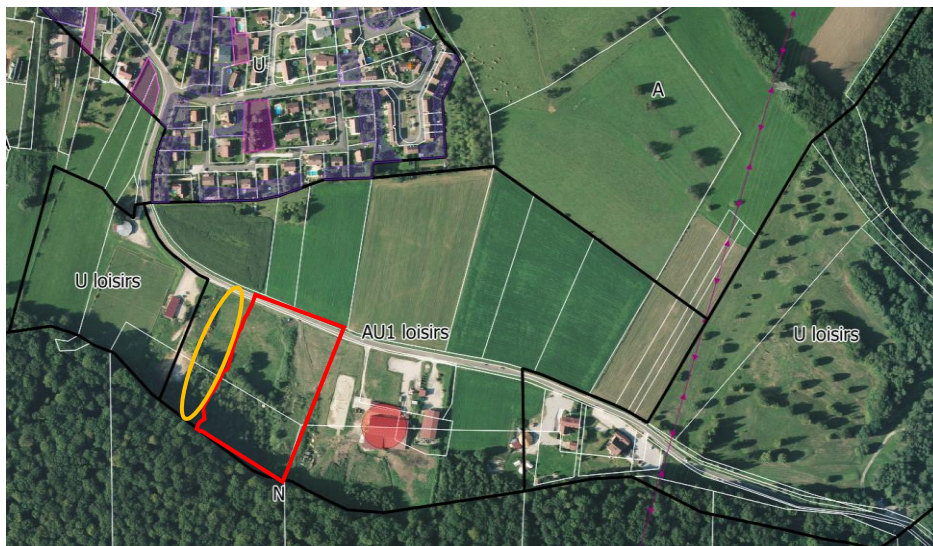
La commune décide de :

- ✓ vendre une parcelle située en partie sud de la zone AU1 loisirs pour permettre l'implantation d'un petit secteur d'environ 1,30 ha réservé aux activités. Ce secteur AU1 activités correspond à environ 9% de la surface totale de la zone AU1 loisirs,
- ✓ modifier la limite de la zone U loisirs et réduire la zone AU1 loisirs en intégrant une bande de 10 mètres pour prévoir l'éventuelle extension des équipements de loisirs liés au terrain de sport existant (vestiaires, tribunes du stade).
 - Une partie des parcelles n°0853 et 0529 actuellement classées en AU1 loisirs est donc classée dans un sous-secteur AU1 activités (repérage en rouge dans l'illustration ci-dessous).

Le secteur concerné peut ainsi :

- accueillir un garage / un commerce de machines agricoles actuellement en location (dans un hangar d'une exploitation agricole en activité de la commune),
- répondre à la sollicitation d'un entrepreneur du BTP situé à Lougres qui cherche un terrain car son activité est située contre son habitation et en zone inondable.
- En complément, une partie de ces parcelles classées en AU1 loisirs est intégrée dans la zone U loisirs (repérage en orange ci-dessous). Il s'agit d'une bande d'environ 10 mètres.

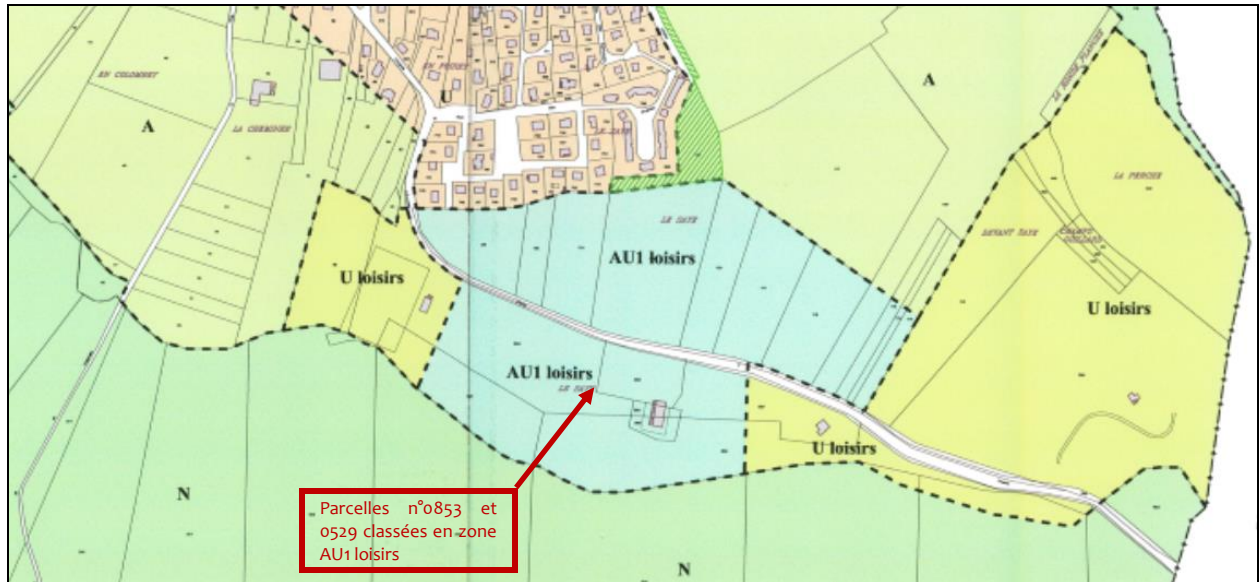
Cette évolution reste permise dans le cadre d'une modification simplifiée en considérant que les droits à construire n'évoluent pas significativement au regard des critères de l'article L. 153-41 du code de l'urbanisme.



1.2 Les modifications apportées au zonage en vigueur

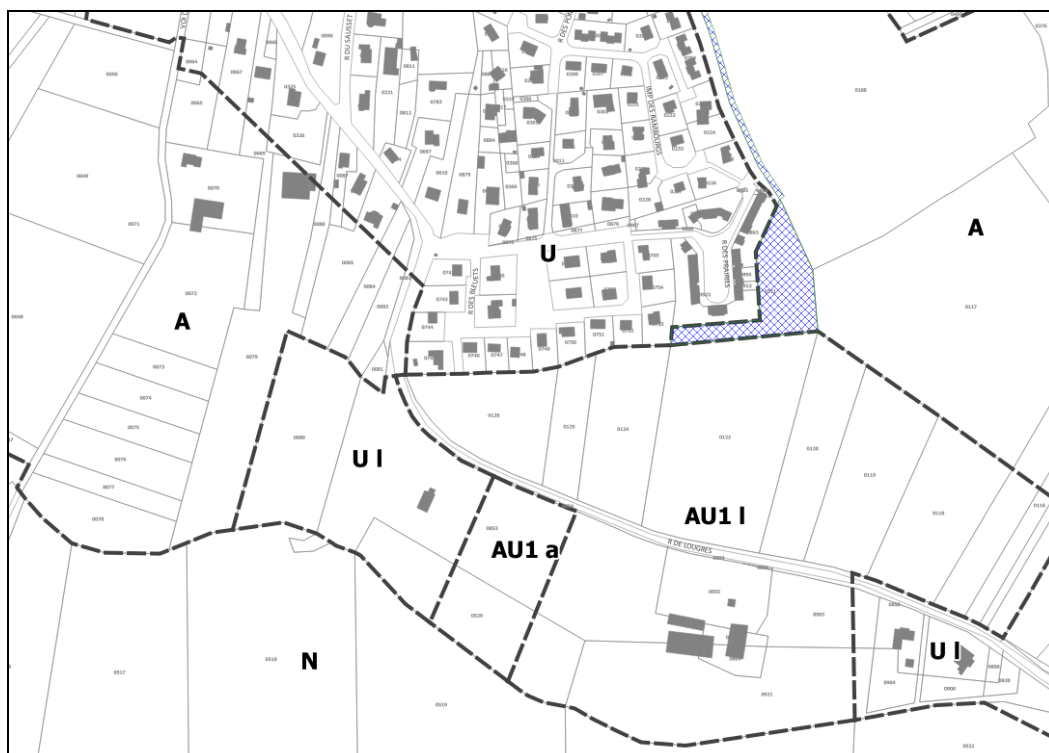
Extrait du zonage du PLU en vigueur (cf. plan de zonage au 1/5000°) :

- Les parcelles n° 0853 et 0529 sont classées en zone AU1 loisirs.



Extrait du zonage du PLU après modification (cf. plan ci-dessous référencé) :

- Le sous-secteur AU1 activités est créé sur une partie des parcelles n° 0853 et 0529 (inclues dans la zone AU1 loisirs du PLU) ;
- La zone AU1 loisirs est réduite en conséquence ;
- La zone U loisirs est étendue sur une partie des parcelles.



1.3 L'évolution du règlement en vigueur de la zone AU1

1.3.1 Le contexte et la justification de la modification

Les élus s'entendent pour modifier le règlement de la zone AU1 liée au sous-secteur de zone « AU1 activités » créé dans le cadre de la présente modification pour autoriser l'accueil d'activités artisanales et commerciales.

1.3.2 Les modifications apportées au règlement de la zone AU1

Les modifications apportées apparaissent en rouge :

Règlement en vigueur - (Pages 9,10, 11, 12 et 13) :	Extrait du règlement du PLU après modification :
<p><u>Zone AU1</u></p> <p><u>Informations sur le caractère de la zone :</u></p> <p>La zone AU1 correspond aux secteurs non construits, destinés à être urbanisés. Elle a principalement une vocation d'habitat. Y sont admises les constructions destinées aux bureaux, au commerce, à l'artisanat, accueillant une activité compatible avec l'habitat ainsi que les constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif.</p> <p>Leur urbanisation est possible lors d'une opération d'aménagement d'ensemble.</p> <p>Elle comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ un secteur « AU1 centre » de plus forte densité suivant le PADD. ➤ un secteur « AU1 loisirs » destiné à l'accueil des activités de loisirs et touristiques. 	<p><u>Zone AU1</u></p> <p><u>Informations sur le caractère de la zone :</u></p> <p>La zone AU1 correspond aux secteurs non construits, destinés à être urbanisés. Elle a principalement une vocation d'habitat. Y sont admises les constructions destinées aux bureaux, au commerce, à l'artisanat, accueillant une activité compatible avec l'habitat ainsi que les constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif.</p> <p>Leur urbanisation est possible lors d'une opération d'aménagement d'ensemble.</p> <p>Elle comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ un secteur « AU1 centre » de plus forte densité suivant le PADD. ➤ un secteur « AU1 loisirs » destiné à l'accueil des activités de loisirs et touristiques. ➤ un secteur « AU1 activités » destiné à l'accueil des activités artisanales et commerciales.
<p><u>Article 1 AU1: Occupations et utilisations du sol interdites</u></p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Les constructions destinées à l'industrie, à l'exploitation agricole et forestière, ou à la fonction d'entrepôt. 2. Les constructions destinées aux bureaux, au commerce, à l'artisanat, 	<p><u>Article 1 AU1: Occupations et utilisations du sol interdites</u></p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Les constructions destinées à l'industrie, à l'exploitation agricole et forestière, ou à la fonction d'entrepôt. 2. Les constructions destinées aux bureaux, au commerce, à l'artisanat,



<p>accueillant une activité génératrice de dépôts ou de nuisances incompatibles avec l'habitat, par rapport à la vocation résidentielle, l'intérêt patrimonial, architectural et paysager des lieux avoisinants.</p> <ol style="list-style-type: none"> 3. Les dépôts de ferrailles, déchets, vieux matériaux et carcasses de voitures, ainsi que les abris mobiles installés à titre permanent. 4. Les terrains de camping. 5. Les carrières. 6. En secteur AU1 loisirs, toute construction est interdite à l'exception de celles mentionnées au 3° de l'article 2 AU1. 	<p>accueillant une activité génératrice de dépôts ou de nuisances incompatibles avec l'habitat, par rapport à la vocation résidentielle, l'intérêt patrimonial, architectural et paysager des lieux avoisinants.</p> <ol style="list-style-type: none"> 3. Les dépôts de ferrailles, déchets, vieux matériaux et carcasses de voitures, ainsi que les abris mobiles installés à titre permanent. 4. Les terrains de camping. 5. Les carrières. 6. En secteur AU1 loisirs, toute construction est interdite à l'exception de celles mentionnées au 3° de l'article 2 AU1. 7. En secteur AU1 activités, toute construction est interdite à l'exception de celles mentionnées au 4° de l'article 2 AU1.
<p><u>Article 2 AU1: Occupations et utilisations du sol soumises à des conditions particulières</u></p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Les affouillements et exhaussements du sol sont autorisés lorsqu'ils sont liés et intégrés aux projets de construction dans le but d'assurer une adaptation harmonieuse et équilibrée au terrain naturel, 2. Les constructions autorisées ne peuvent être édifiées que : <ol style="list-style-type: none"> ➤ lors de la réalisation d'une opération d'aménagement d'ensemble, ➤ selon les conditions d'aménagement et d'équipement de la zone, définies par les orientations d'aménagement sectorielles, ➤ à condition que l'opération prenne en compte l'intégration des constructions dans le site notamment au regard des aspects paysagers, patrimoniaux, de la préservation des vues, et des aspects architecturaux des bâtiments à édifier. 	<p><u>Article 2 AU1: Occupations et utilisations du sol soumises à des conditions particulières</u></p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Les affouillements et exhaussements du sol sont autorisés lorsqu'ils sont liés et intégrés aux projets de construction dans le but d'assurer une adaptation harmonieuse et équilibrée au terrain naturel, 2. Les constructions autorisées ne peuvent être édifiées que : <ol style="list-style-type: none"> ➤ lors de la réalisation d'une opération d'aménagement d'ensemble, ➤ selon les conditions d'aménagement et d'équipement de la zone, définies par les orientations d'aménagement sectorielles, ➤ à condition que l'opération prenne en compte l'intégration des constructions dans le site notamment au regard des aspects paysagers, patrimoniaux, de la préservation des vues, et des aspects architecturaux des bâtiments à édifier.



<p>3. En secteur AU1 loisirs, en complément aux dispositions précédentes, seules les constructions et infrastructures affectées à l'accueil des activités de loisirs et touristiques sont autorisées. Toutefois, les constructions destinées à l'habitation, l'hébergement hôtelier, le commerce, l'artisanat, l'exploitation agricole sont admises aux conditions cumulées :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ qu'elles soient liées et nécessaires au fonctionnement des activités de loisirs et touristiques autorisées, ➤ qu'il n'y ait pas une disproportion entre les locaux d'activités de loisirs et touristiques et la partie consacrée aux autres destinations, ➤ que ces constructions soient intégrées aux bâtiments principaux d'activités, ➤ que l'installation des activités admises soit antérieure ou simultanée à la réalisation des constructions consacrée aux autres destinations. 	<p>3. En secteur AU1 loisirs, en complément aux dispositions précédentes, seules les constructions et infrastructures affectées à l'accueil des activités de loisirs et touristiques sont autorisées. Toutefois, les constructions destinées à l'habitation, l'hébergement hôtelier, le commerce, l'artisanat, l'exploitation agricole sont admises aux conditions cumulées :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ qu'elles soient liées et nécessaires au fonctionnement des activités de loisirs et touristiques autorisées, ➤ qu'il n'y ait pas une disproportion entre les locaux d'activités de loisirs et touristiques et la partie consacrée aux autres destinations, ➤ que ces constructions soient intégrées aux bâtiments principaux d'activités, ➤ que l'installation des activités admises soit antérieure ou simultanée à la réalisation des constructions consacrée aux autres destinations. <p>4. En secteur AU1 activités, en complément aux dispositions précédentes, seules les constructions et infrastructures affectées à l'accueil des activités d'artisanat et de commerce sont autorisées.</p>
<p><u>Les articles 3, 4, 5 AU1 restent inchangés.</u></p>	<p><u>Les articles 3, 4, 5 AU1 restent inchangés.</u></p>
<p><u>Article 6 AU1 : Implantation des constructions par rapport aux voies et emprises publiques</u></p> <p>Les constructions doivent être implantées à 2 mètres au moins de l'alignement des voies publiques ou du bord des voies privées ouvertes à la circulation publique.</p> <p>Dans le secteur AU1 loisirs, cette distance minimale est portée à 12 mètres.</p> <p>En secteur AU1 centre, les constructions peuvent être implantées jusqu'à l'alignement des voies.</p>	<p><u>Article 6 AU1 : Implantation des constructions par rapport aux voies et emprises publiques</u></p> <p>Les constructions doivent être implantées à 2 mètres au moins de l'alignement des voies publiques ou du bord des voies privées ouvertes à la circulation publique.</p> <p>Dans les secteurs AU1 loisirs et AU1 activités, cette distance minimale est portée à 12 mètres.</p> <p>En secteur AU1 centre, les constructions peuvent être implantées jusqu'à l'alignement des voies.</p>



<p><u>Article 7 AU1 : Implantation des constructions par rapport aux limites séparatives</u></p> <p>L'implantation des constructions autorisée en limite séparative, aux conditions que [...].</p> <p>Dans le secteur AU1 loisirs :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ la distance horizontale de tout point d'un bâtiment au point le plus proche de la limite séparative doit être au moins égale à 8 mètres, ➤ une marge de recul de 15 mètres doit être respectée par rapport aux limites de la zone U à vocation d'habitat. <p>Dans le secteur AU1 centre, sauf si elles sont contigües aux limites séparatives, les constructions doivent être implantées à une distance d'au moins 2 mètres par rapport à celles-ci.</p>	<p><u>Article 7 AU1 : Implantation des constructions par rapport aux limites séparatives</u></p> <p>L'implantation des constructions autorisée en limite séparative, aux conditions que [...].</p> <p>Dans le secteur AU1 loisirs :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ la distance horizontale de tout point d'un bâtiment au point le plus proche de la limite séparative doit être au moins égale à 8 mètres, ➤ une marge de recul de 15 mètres doit être respectée par rapport aux limites de la zone U à vocation d'habitat. <p>Dans le secteur AU1 activités :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ le recul par rapport à la limite séparative n'est pas réglementé. <p>Dans le secteur AU1 centre, sauf si elles sont contigües aux limites séparatives, les constructions doivent être implantées à une distance d'au moins 2 mètres par rapport à celles-ci.</p>
<p><u>Les articles 8, 9 AU1 restent inchangés.</u></p>	<p><u>Les articles 8,9 AU1 restent inchangés.</u></p>
<p><u>Article 10 AU1 : La hauteur maximale des constructions</u></p> <p>La hauteur des constructions par rapport au terrain naturel doit s'harmoniser avec le milieu environnant, sans jamais dépasser R + 2 + combles. Pour les constructions destinées aux bureaux, au commerce ou à l'artisanat, la hauteur des constructions par rapport au terrain naturel ne doit pas dépasser 9 mètres.</p> <p>Cependant, pour les bâtiments joignant la limite séparative, la hauteur, dans une bande de trois mètres parallèle à la limite, doit respecter les dispositions de l'article 7 AU1.</p> <p>En secteur AU1 loisirs, la hauteur des constructions par rapport au terrain naturel ne doit pas dépasser 12 mètres.</p>	<p><u>Article 10 AU1 : La hauteur maximale des constructions</u></p> <p>La hauteur des constructions par rapport au terrain naturel doit s'harmoniser avec le milieu environnant, sans jamais dépasser R + 2 + combles. Pour les constructions destinées aux bureaux, au commerce ou à l'artisanat, la hauteur des constructions par rapport au terrain naturel ne doit pas dépasser 9 mètres.</p> <p>Cependant, pour les bâtiments joignant la limite séparative, la hauteur, dans une bande de trois mètres parallèle à la limite, doit respecter les dispositions de l'article 7 AU1.</p> <p>En secteurs AU1 loisirs et AU1 activités, la hauteur des constructions par rapport au terrain naturel ne doit pas dépasser 12 mètres.</p>



<p>Article 11 AU1 : L'aspect extérieur</p> <p>Les constructions doivent présenter un aspect compatible avec le caractère et l'intérêt des lieux avoisinants, du site et des paysages. Les importations spécifiques aux patrimoines architecturaux d'autres régions sont à proscrire.</p> <p>Les façades seront de couleur pastel, seules les huisseries pourront être de couleur vive.</p> <p>Les toitures seront de couleur « terre cuite », le noir est pros crit. Cette disposition ne s'applique pas aux équipements de production d'énergie renouvelable dont l'intégration de la toiture devra être soignée.</p> <p>Toutes clôtures ou haies ne doivent pas excéder 1,20 mètres de hauteur. Elles peuvent néanmoins être surmontées d'éléments à claire-voie (grillage...) dans la limite de 1,20 mètres de hauteur pour l'ensemble.</p>	<p>Article 11 AU1 : L'aspect extérieur</p> <p>Les constructions doivent présenter un aspect compatible avec le caractère et l'intérêt des lieux avoisinants, du site et des paysages. Les importations spécifiques aux patrimoines architecturaux d'autres régions sont à proscrire.</p> <p>Les façades seront de couleur pastel, seules les huisseries pourront être de couleur vive.</p> <p>Les toitures seront de couleur « terre cuite », le noir est pros crit. Cette disposition ne s'applique pas aux équipements de production d'énergie renouvelable dont l'intégration de la toiture devra être soignée.</p> <p>Toutes clôtures ou haies ne doivent pas excéder 1,20 mètres de hauteur. Elles peuvent néanmoins être surmontées d'éléments à claire-voie (grillage...) dans la limite de 1,20 mètres de hauteur pour l'ensemble.</p> <p>Dans le secteur AU1 activités, les clôtures doivent être constituées d'un grillage ou tout autre dispositif à claire-voie dans la limite maximale de 2 mètres de hauteur, doublé ou non d'une haie vive d'essences locales non opaque (éviter thuyas, laurier, aucubas...), comportant ou non une attache au sol avec mur-bahut d'une hauteur maximum de 60 cm. La couleur sera choisie dans des teintes foncées.</p> <p>La hauteur des éléments de clôture (portails, piliers, etc.) implantés en bordure de voie est limitée à 2 mètres. Les portails doivent être simples, en adéquation avec la clôture.</p>
<p><u>Les articles 12, 13, 14 AU1 restent inchangés.</u></p>	<p><u>Les articles 12, 13, 14 AU1 restent inchangés.</u></p>

2 Les incidences des évolutions du PLU sur l'environnement

La localisation du secteur à urbaniser ne présente pas de caractéristiques remarquables à préserver d'un point de vue environnemental (carte p. 68 du rapport de présentation).

La modification du PLU porte sur une requalification d'une zone à urbaniser : 1,30 ha réservés aux activités artisanales et commerciales sur une zone de 15 ha initialement réservée aux activités de loisirs. Elle ne porte pas atteinte à l'économie générale du PADD qui prévoit l'urbanisation de ce secteur.



Par ailleurs, la commune n'est pas concernée par un site Natura 2000. Aucun cours d'eau ne traverse la commune. La gestion des eaux n'aura donc pas d'incidences sur les sites Natura 2000 les plus proches.

3 Les pièces du dossier de PLU impactées par la modification simplifiée

- **Le rapport de présentation (pièce n°1 du PLU en vigueur) :**
 - ✓ Le rapport de présentation est complété par le présent dossier qui constitue un additif au rapport de présentation qui expose les évolutions du PLU approuvé en 2008.
- **Le règlement littéral (pièce n°4 du PLU en vigueur) :**
 - ✓ Le règlement littéral est modifié comme mentionné ci-dessus (au Point 1.3). La présente modification simplifiée a également permis d'actualiser le document.
- **Le règlement graphique (pièce n°5 du PLU en vigueur) :**
 - ✓ Le règlement graphique : les plans de zonage au 1/5000^e et 1/2500^e intègrent les évolutions exposées ci-dessus (aux Points 1.1 et 1.2).





DEPARTEMENT DU DOUBS

COMMUNE DE MONTENOIS

MODIFICATION SIMPLIFIEE du

Plan

Local

d'Urbanisme

pour adaptation du règlement de la zone « AU1 centre »
en son article 6 : *"Implantation des constructions par
rapport aux voies et emprises publiques"*

DOSSIER D'APPROBATION

A- EXPOSE DES MOTIFS

B- MODIFICATION

Dossier de modification simplifiée
annexé à la délibération du Conseil
Municipal du 22 Mars 2012,

ORDRE DES GEOMETRES-EXPERTS



Cabinet RUEZ & Associés
Géomètre-Expert

19 rue du Maréchal Leclerc - 25200 MONTBELIARD

Tél. : 03 81 91 72 03 - Fax: 03 81 91 31 99

Email : cabinet.ruez@wanadoo.fr

<http://cabinetruez.fr/>

SOUS - PREFECTURE

23 MARS 2012

MONTBELIARD



Le Maire,
Daniel JEANNIN

00006 - Mars 2012

La commune de Montenois a approuvé son Plan Local d'Urbanisme par délibération du conseil municipal en date du 21 mars 2008.

Il y est délimité la zone « AU1 » correspondant aux secteurs non construits, destinés à être urbanisés. Cette zone a principalement une vocation d'habitat. Y sont admises les constructions destinées aux bureaux, au commerce, à l'artisanat, accueillant une activité compatible avec l'habitat ainsi que les constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif.

L'ouverture à l'urbanisation de cette zone est possible lors d'une opération d'aménagement d'ensemble. Par ailleurs, cette zone AU1 comporte un secteur « AU1 centre » de plus forte densité de constructions.

A ce titre notamment, le troisième alinéa de l'article 6 AU1 (*Implantation des constructions par rapport aux voies et emprises publiques*) est rédigé dans les termes suivants :

"Dans le secteur AU1 centre, les constructions doivent être implantées entre 0 et 2 mètres de l'alignement des voies".

Toutefois, cette d'implantation de la façade sur rue dans une bande de seulement 2 mètres pourrait dès lors se révéler difficilement applicable à l'usage, aux motifs suivants :

- Elle rendrait difficile, voir parfois techniquement impossible l'application de l'article 3 AU1 centre (*Conditions de desserte et d'accès des terrains aux voies ouvertes au public*) qui stipule au :

1°) Accès

"Les accès doivent être adaptés à l'opération et aménagés de façon à apporter la moindre gêne à la circulation et sécurité publiques. Il se feront sans manœuvre sur les voies publiques ou privées ouvertes à la circulation du public."

- Dans le cas particulier d'un terrain situé à l'intersection de deux voies, il n'est pas laissé d'autre choix que d'implanter la construction dans une bande de deux mètres à l'angle de la propriété au droit de cette intersection. Dès lors, cette règle peut aller à l'encontre des principes d'aménagement de la zone, et des principes de sécurisation des voies (manque de visibilité aux intersections, ...).

Par conséquent, il convient de modifier le troisième alinéa de l'article 6 AU1 centre pouvant être libellé ainsi :

En secteur AU1 centre, les constructions peuvent être implantées jusqu'à l'alignement des voies.

- **Extrait du règlement avant modification :**

Article 6 AU1 : Implantation des constructions par rapport aux voies et emprises publiques

Les constructions doivent être implantées à 2 mètres au moins de l'alignement des voies publiques ou du bord des voies privées ouvertes à la circulation publique.

Dans le secteur AU1 loisirs, cette distance minimale est portée à 12 mètres.

Dans le secteur AU1 centre, les constructions doivent être implantées entre 0 et 2 mètres de l'alignement des voies.

- **Modifications apportées :**

Article 6 AU1 : Implantation des constructions par rapport aux voies et emprises publiques

Les constructions doivent être implantées à 2 mètres au moins de l'alignement des voies publiques ou du bord des voies privées ouvertes à la circulation publique.

Dans le secteur AU1 loisirs, cette distance minimale est portée à 12 mètres.

En secteur AU1 centre, les constructions ~~doivent~~ *peuvent* être implantées ~~entre 0 et 2 mètres de~~ *jusqu'à* l'alignement des voies.

- **Extrait du règlement après modification :**

Article 6 AU1 : Implantation des constructions par rapport aux voies et emprises publiques

Les constructions doivent être implantées à 2 mètres au moins de l'alignement des voies publiques ou du bord des voies privées ouvertes à la circulation publique.

Dans le secteur AU1 loisirs, cette distance minimale est portée à 12 mètres.

En secteur AU1 centre, les constructions peuvent être implantées jusqu'à l'alignement des voies.

DEPARTEMENT DU DOUBS

COMMUNE DE MONTENOIS

DEPA - UT/MON
REÇU LE

24 FEV. 2010
AGENCE ADS
de CLerval

MODIFICATION SIMPLIFIEE du

Plan

Local

d'Urbanisme

pour adaptation du règlement de la zone « U centre »
en son article 6 : *"Implantation des constructions par
rapport aux voies et emprises publiques"*

DOSSIER D'APPROBATION

A- EXPOSE DES MOTIFS

B- MODIFICATION

Dossier de modification simplifiée
annexé à la délibération du Conseil
Municipal du 17 février 2010,



CABINET RUEZ & ASSOCIES
SARL de Géomètres-experts
19 rue du Maréchal Leclerc - 25200 MONTBELIARD
tél. 03-81-91-72-03 - fax. 03-81-91-31-99

Le Maire,
Daniel JEANNIN

00006 - Février 2010

La commune de Montenois a approuvé son Plan Local d'Urbanisme par délibération du conseil municipal en date du 21 mars 2008.

Il y est délimité la zone « U centre » représentant le maillage le plus dense du tissu urbain. Elle correspond au bâti ancien qui peut présenter une qualité architecturale et d'ordonnancement.

Les règles de prospects et de hauteurs applicables à cette zone sont incitatives à la réalisation de constructions aux volumes importants, favorisant ainsi la densification par opposition à la création de pavillons en milieu de parcelle, préjudiciable à la qualité du milieu environnant.

A ce titre notamment, l'article 6 U centre (*Implantation des constructions par rapport aux voies et emprises publiques*) est rédigé dans les termes suivants :

"Les constructions doivent être implantées entre 0 et 2 mètres de l'alignement des voies".

Toutefois, cette d'implantation de la façade sur rue dans une bande de seulement 2 mètres pourrait dès lors se révéler difficilement applicable à l'usage, aux motifs suivants :

- Elle rendrait difficile, voir parfois techniquement impossible l'application de l'article 3 U centre (*Conditions de desserte et d'accès des terrains aux voies ouvertes au public*) qui stipule au :

1°) Accès

"Les accès doivent être adaptés à l'opération et aménagés de façon à apporter la moindre gêne à la circulation et sécurité publiques. Il se feront sans manœuvre sur les voies publiques ou privées ouvertes à la circulation du public."

- Dans certains cas, le bâti existant peut présenter un ordonnancement apportant un intérêt architectural et patrimonial au site, qu'il convient de préserver.
La règle actuelle ne permet donc pas d'imposer l'implantation de la nouvelle construction selon cet ordonnancement, qu'il soit ou non inclus dans la bande de 2 mètres.

Par conséquent, il convient de modifier le contenu de l'article 6 U centre pouvant être libellé ainsi :

Les constructions peuvent être implantées jusqu'à l'alignement des voies.

Toutefois, la façade sera implantée selon l'ordonnancement architectural de proximité – lorsqu'il existe – dans la mesure où il n'est pas créé de gêne à la circulation publique ou d'atteinte à la sécurité.

- **Extrait du règlement avant modification :**

Article 6 U centre : Implantation des constructions par rapport aux voies et emprises publiques

Les constructions doivent être implantées entre 0 et 2 mètres de l'alignement des voies.

- **Modifications apportées :**

Article 6 U centre : Implantation des constructions par rapport aux voies et emprises publiques

Les constructions ~~doivent~~ *peuvent* être implantées ~~entre 0 et 2 mètres de~~ jusqu'à l'alignement des voies.

Toutefois, la façade sera implantée selon l'ordonnancement architectural de proximité – lorsqu'il existe – dans la mesure où il n'est pas créé de gêne à la circulation publique ou d'atteinte à la sécurité.

- **Extrait du règlement après modification :**

Article 6 U centre : Implantation des constructions par rapport aux voies et emprises publiques

Les constructions peuvent être implantées jusqu'à l'alignement des voies.

Toutefois, la façade sera implantée selon l'ordonnancement architectural de proximité – lorsqu'il existe – dans la mesure où il n'est pas créé de gêne à la circulation publique ou d'atteinte à la sécurité.



DEPARTEMENT DU DOUBS

COMMUNE DE MONTENOIS

1

Plan

Local

d'**U**rbanisme

DOSSIER D'APPROBATION

RAPPORT DE PRESENTATION

Prescription de la révision du PLU par délibération du conseil municipal du : 09 février 2002
Arrêt du PLU par délibération du conseil municipal du : 18 juin 2007
Enquête publique réalisée : du 18 octobre 2007 au 19 novembre 2007
Approbation du PLU par délibération du conseil municipal du : 21 mars 2008



CABINET RUEZ & ASSOCIES

SARL de Géomètres-experts

19 rue du Maréchal Leclerc - 25200 MONTBELIARD

Tél : 03 81 91 72 03 - Fax : 03 81 91 31 99

00006 - Février 2008

Préambule :

Le présent rapport de présentation est rédigé conformément aux prescriptions du code de l'urbanisme et notamment ses articles L 123-1 et R 123-2, issus de la loi Solidarité et Renouvellement Urbain du 13 décembre 2000. Il se décompose d'ailleurs selon un plan rigoureusement identique à celui spécifié dans le dit-code.

Extrait de l'article L123-1 :

« Les plans locaux d'urbanisme exposent le diagnostic établi au regard des prévisions économiques et démographiques et précisent les besoins répertoriés en matière de développement économique, d'agriculture, d'aménagement de l'espace, d'environnement, d'équilibre social de l'habitat, de transports, d'équipements et de services.

Ils comportent un projet d'aménagement et de développement durable qui définit les orientations générales d'aménagement et d'urbanisme retenues pour l'ensemble de la commune.

Ils peuvent, en outre, comporter des orientations d'aménagement relatives à des quartiers ou à des secteurs à mettre en valeur, réhabiliter, restructurer ou aménager. Ces orientations peuvent, en cohérence avec le projet d'aménagement et de développement durable, prévoir les actions et opérations d'aménagement à mettre en œuvre, notamment pour mettre en valeur l'environnement, les paysages, les entrées de villes et le patrimoine, lutter contre l'insalubrité, permettre le renouvellement urbain et assurer le développement de la commune. Elles peuvent prendre la forme de schémas d'aménagement et préciser les principales caractéristiques des voies et espaces publics. [...] »

Article R123-2 :

« Le rapport de présentation :

- 1 Expose le diagnostic prévu au premier alinéa de l'article L. 123-1 ;*
- 2 Analyse l'état initial de l'environnement ;*
- 3 Explique les choix retenus pour établir le projet d'aménagement et de développement durable, expose les motifs de la délimitation des zones, des règles qui y sont applicables et des orientations d'aménagement. Il justifie l'institution des secteurs des zones urbaines où les constructions ou installations d'une superficie supérieure à un seuil défini par le règlement sont interdites en application du a de l'article L. 123-2 ;*
- 4 Évalue les incidences des orientations du plan sur l'environnement et expose la manière dont le plan prend en compte le souci de sa préservation et de sa mise en valeur.*

En cas de modification ou de révision, le rapport de présentation est complété par l'exposé des motifs des changements apportés. »

SOMMAIRE

INTRODUCTION	4
PRESENTATION GENERALE DE LA COMMUNE :	4
DU PLAN D'OCCUPATION DU SOL AU PLAN LOCAL D'URBANISME :	4
I) DIAGNOSTIC AU REGARD DES PREVISIONS ECONOMIQUES ET DEMOGRAPHIQUES :.....	6
I.1) ÉVOLUTION DE LA POPULATION :	6
I.2) LES LOGEMENTS :	8
I.3) LES EMPLOIS ET LES DEPLACEMENTS	10
I.4) LES ACTIVITES ECONOMIQUES ET LES EQUIPEMENTS ET SERVICES PUBLICS :	12
I.4.1) <i>Les artisans commerçants :</i>	12
I.4.2) <i>Les infrastructures et commerces de loisirs :</i>	12
I.4.3) <i>Les services et bâtiments publics :</i>	12
I.4.4) <i>Autres équipements et services publics :</i>	12
II) LES BESOINS ET OBJECTIFS REPERTORIES EN MATIERE :	14
II.1) DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE :	14
II.2) D'AGRICULTURE :	14
II.3) D'AMENAGEMENT DE L'ESPACE :	15
II.4) D'ENVIRONNEMENT :	15
II.5) D'EQUILIBRE SOCIAL DE L'HABITAT :	16
II.6) DE TRANSPORTS :	18
II.7) D'EQUIPEMENTS ET SERVICES :	19
III) ANALYSE DE L'ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT :.....	20
III.1) LES MILIEUX NATURELS INVENTORIES ET PROTEGES :	20
III.2) ETUDE DES MILIEUX NATURELS SUR MONTENOIS :	20
III.2.1) <i>Le milieu physique</i>	20
III.2.2) <i>Diagnostic écologique :</i>	23
III.3) PAYSAGE ET PATRIMOINE :	43
III.4) LES ACTIVITES AGRICOLES :	46
III.5) LES RISQUES NATURELS ET TECHNOLOGIQUES :	48
III.5.1) <i>Risques d'inondation :</i>	48
III.5.2) <i>Risques géologiques :</i>	48
III.5.3) <i>Risques technologiques :</i>	48
IV) LES CHOIX POUR ETABLIR LE P.A.D.D. :	49

V) MOTIFS DE LA DELIMITATION DES ZONES ET DES REGLES QUI Y SONT APPLICABLES :	50
V.1) LA ZONE U CENTRE :	50
V.2) LA ZONE U :	52
V.3) LA ZONE AU 1 :	54
V.4) LA ZONE AU 2 :	56
V.5) LA ZONE A :	57
V.6) LA ZONE N :	58
V.7) LES EMPLACEMENTS RESERVES :	59
V.8) ELEMENTS CARACTERISTIQUES DU PAYSAGE A PRESERVER :	60
VI) MOTIFS DES ORIENTATIONS D'AMENAGEMENT SECTORIELLES :	61
VII) INCIDENCES DU PLAN SUR L'ENVIRONNEMENT ET MANIERE DONT LE PLAN PREND EN COMPTE LE SOUCI DE SA PRESERVATION ET MISE EN VALEUR :	62
VII.1) LES MILIEUX NATURELS INVENTORIES ET PROTEGES :	62
VII.2) ETUDE DES MILIEUX NATURELS SUR MONTENOIS :	62
VII.2.1) <i>Le milieu physique :</i>	62
VII.2.2) <i>Diagnostic écologique :</i>	64
VII.3) PAYSAGE ET PATRIMOINE :	70
VII.4) LES ACTIVITES AGRICOLES	71
VII.5) LES RISQUES NATURELS ET TECHNOLOGIQUES :	72
VII.5.1) <i>Risques d'inondation :</i>	72
VII.5.2) <i>Risques géologiques :</i>	72
VII.5.3) <i>Risques technologiques :</i>	72
VII.6) SYNTHESE EN CHIFFRE :	73
VIII) MOTIFS DES CHANGEMENTS APPORTES PAR LA REVISION :	74
ANNEXES SUR L'ETUDE DES MILIEUX NATURELS.....	78

Avertissement :

Il conviendra, lors de son utilisation, de rapprocher au contenu du présent rapport, ayant été arrêté par délibération du Conseil Municipal du 18 juin 2007, celui de la délibération du Conseil Municipal du 21 mars 2008 et ses dispositions modificatives.

Introduction

Présentation générale de la Commune :

Commune rurale, comptant 1 099 habitants au recensement INSEE de 1999, Montenois occupe un versant orienté à l'Est, variant de 330 mètres environ à l'Est du territoire communal, à 469 mètres à l'Ouest dans le « Bois du Combollet ».

Un peu d'histoire ...

L'occupation ancienne du site est attestée par la découverte, en 1862, de tuileaux romains, d'un cimetière barbare et d'un cimetière burgonde. Au haut Moyen-Âge, le village est édifié dans le fond du vallon, puis s'étend sur la colline. Il fait partie de la seigneurie de Granges, fief de la principauté de Montbéliard. Montenois relève ensuite du fief des Wurtemberg, princes de Montbéliard. Il n'est rattaché à la France qu'en 1792, après la conquête de la Franche-Comté, par Louis XIV. Montenois, commune essentiellement agricole et artisanale, est devenue le site d'élection du personnel et des cadres Peugeot, et connaît une urbanisation extrêmement rapide.



Chapelle-oratoire (1883)

Source : *Le patrimoine des communes du Doubs*

Cette position géographique ouverte sur la Haute-Saône, le Doubs central et une grande agglomération proche, lui confère un atout important témoignant d'un fort développement tel qu'il sera exposé ci-après.

Du Plan d'Occupation du Sol au Plan Local d'Urbanisme :

La commune est actuellement couverte par un Plan d'Occupation du Sol, approuvé le 19 septembre 1988. Afin de répondre aux nécessités d'évolution du village, diverses modifications ont été apportées au plan de zonage et au règlement, les :

- 25 juillet 1989,
- 29 juin 1990,
- 26 septembre 1992,
- 20 septembre 1997,
- et 05 février 2000.

Ce Plan d'Occupation du Sol en vigueur ne répondant plus aux besoins de développement de la commune, a été mis en révision par délibération du Conseil Municipal du 09 février 2002.

Couvrant une superficie de 803 hectares, Montenois fait partie du Canton de l'Isle sur le Doubs, et a rejoint récemment (le 01^{er} janvier 2007) la Communauté de Communes des Trois Cantons, qui regroupe 10 communes : Berche, Beutal, Colombier Fontaine, Dampierre sur le Doubs, Etouvans, Longeville sur le Doubs, Lougres, Montenois, Saint Maurice Colombier et Villars sous Ecot.

Le bourg est à proximité de pôles économiques :

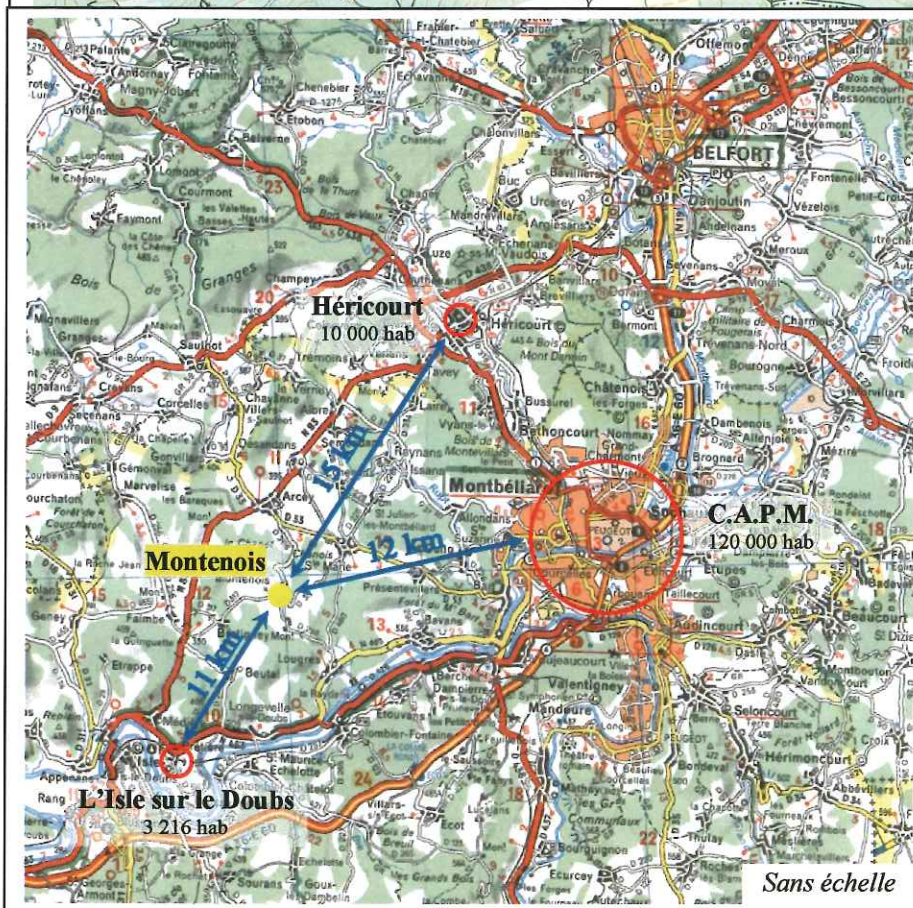
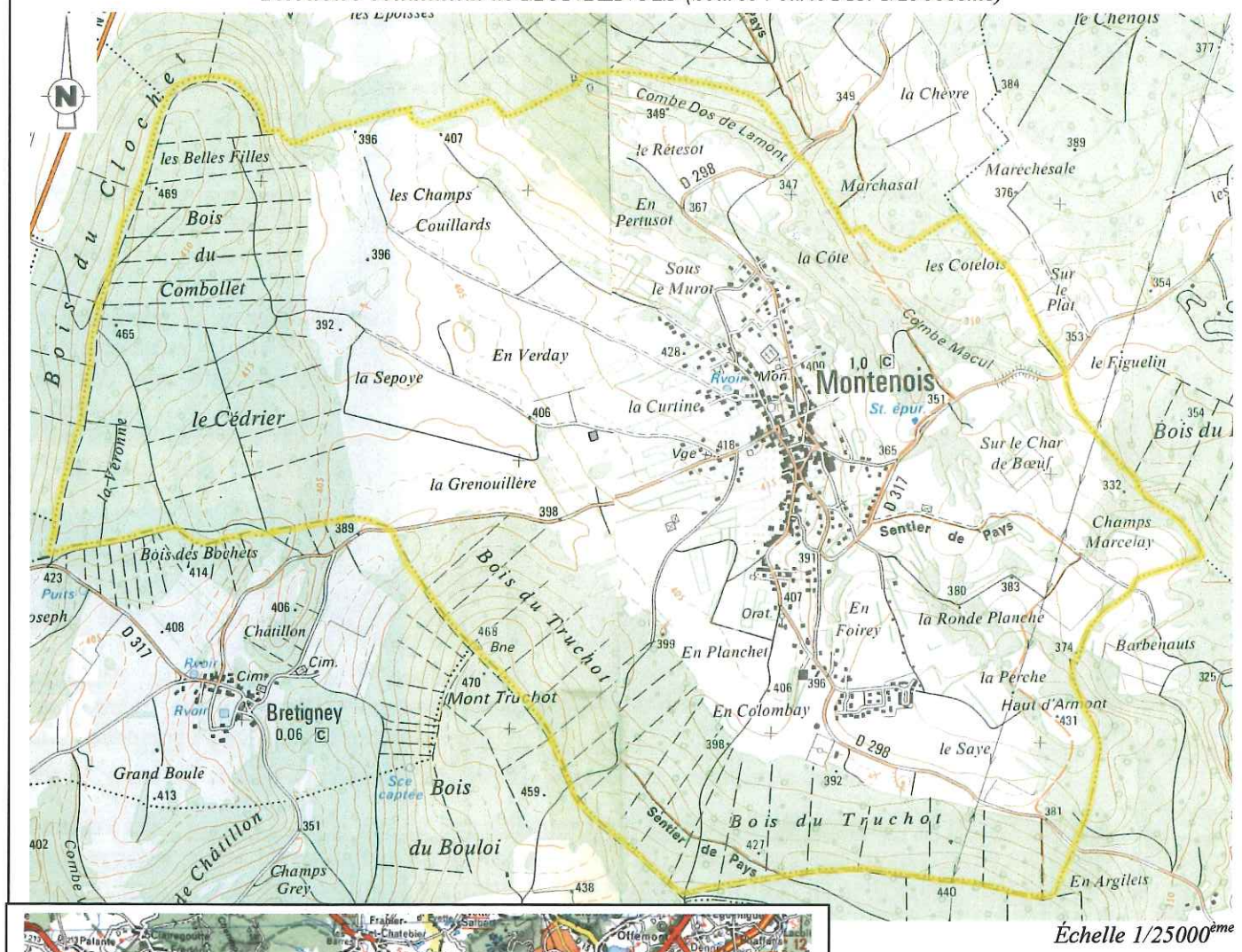
- 12 kilomètres pour accéder au centre de Montbéliard, cœur de la Communauté d'Agglomération du Pays de Montbéliard (120 000 habitants),
- 15 kilomètres pour se rendre à Héricourt (10 000 habitants),
- et 11 kilomètres le sépare de l'Isle sur le Doubs (3 216 habitants).

Communauté de Communes des Trois Cantons



(Source : DIREN de Franche Comté)

Territoire communal de MONTENOIS (Source : carte IGN 1/25000ème)



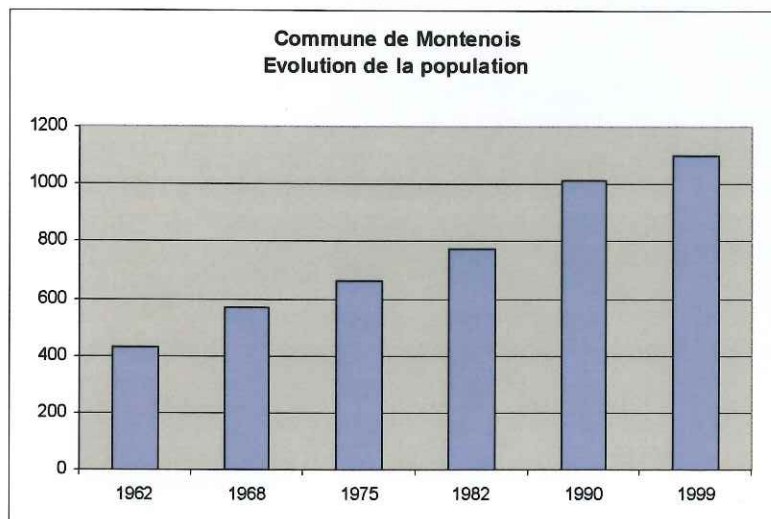
Montenois et la proximité des pôles économiques
(Source : carte Michelin 1/200 000^{ème})

I) Diagnostic au regard des prévisions économiques et démographiques :

I.1) Évolution de la population¹ :

Le nombre d'habitants de la commune de Montenois est en augmentation constante depuis les années 1960. De 1962 à 1999, l'effectif de la population a été multiplié par 2,5, passant de 429 à 1099 habitants.

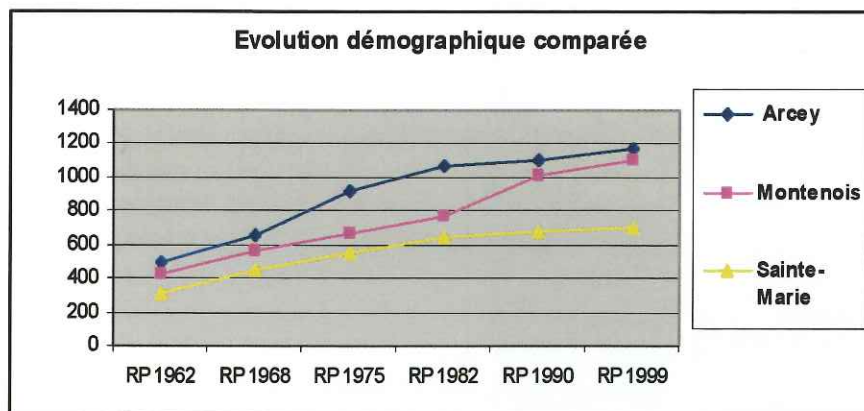
L'accroissement de la population a été fort dans les années 1980, moindre au cours des années 1990.



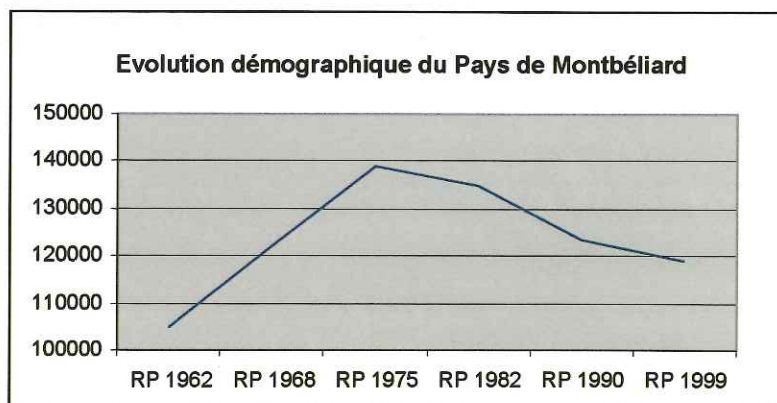
L'augmentation de la population s'est poursuivie au-delà du dernier recensement à un rythme sans doute supérieur à celui des années 1990, si l'on se réfère à l'évolution de l'urbanisation au cours des trois années qui ont suivi le recensement (cf. plus loin, I.2) Les logements).

Une telle évolution démographique est d'autant plus remarquable qu'elle s'oppose nettement, au moins dans la période récente, depuis 1975, à l'évolution du Pays de Montbéliard (pris ici dans sa délimitation administrative : District puis Communauté d'Agglomération), qui a vu sa population chuter de 14% entre 1975 et 1999.

L'évolution de la commune de Montenois n'est toutefois pas un cas isolé. La plupart des communes voisines ont connu un développement comparable (cf. à titre d'exemple les évolutions de Sainte Marie et Arcey). Les chronologies sont quelquefois un petit peu différentes (accroissement plus fort à Montenois dans les années 1980, plus marqué à Arcey dans les années 1970...) mais la tendance sur longue période est similaire.

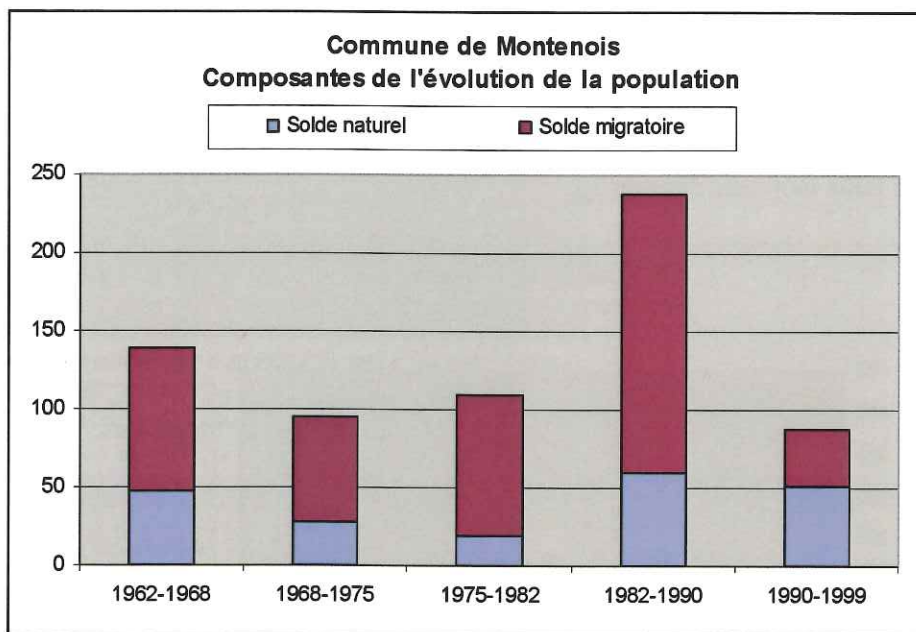


C'est donc l'ensemble des communes de la Vallée du Rupt qui a bénéficié, peu ou prou, dans la période récente du desserrement résidentiel de l'agglomération montbéliardaise.



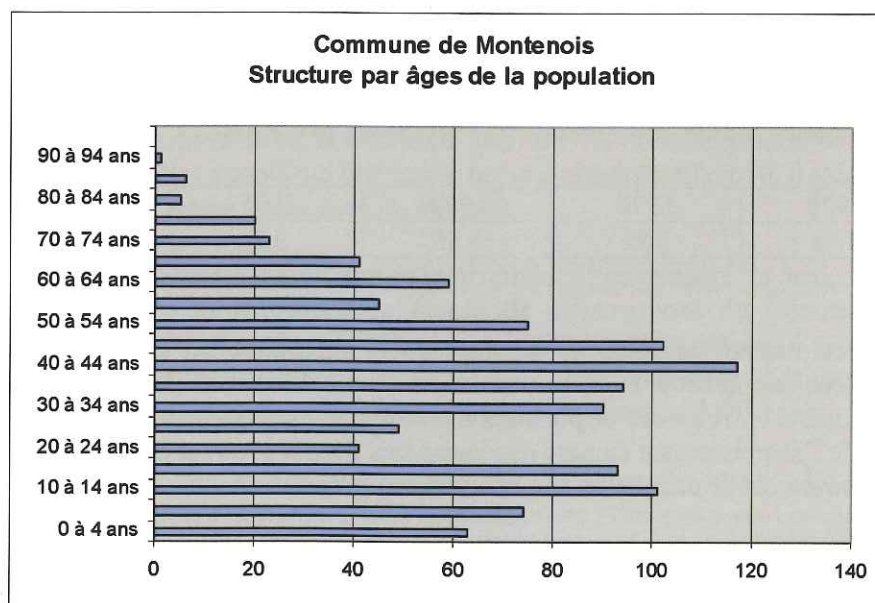
¹ Étude réalisée par Valérie CHARTIER, architecte urbaniste

Ce sont, en effet, les mouvements migratoires qui expliquent, pour l'essentiel, cet accroissement de la population. Le solde migratoire (différence entre les arrivées et les départs de population) a toujours été très largement positif pour la commune de Montenois, ces quarante dernières années. Il a atteint des sommets dans les années 80 ; l'arrivée de populations nouvelles, particulièrement importante au cours de cette période, est à l'origine d'un excédent de 178 individus.



Durant les années 90, le solde migratoire se réduit sensiblement. C'est alors l'excédent naturel (excédent des naissances par rapport aux décès) qui génère le plus fort de l'accroissement de population.

Un tel dynamisme démographique a pour résultat que la population est, en moyenne, très jeune. La part de la population âgée de moins de 20 ans dans la population totale est de 30.1%, chiffre très supérieur aux moyennes départementales (25.6%) et nationale (24.6%). De même, la part de la population âgée de 60 ans et plus est très faible (14.1%), inférieure aux moyennes départementale (19.5%) et nationale (21.3%).

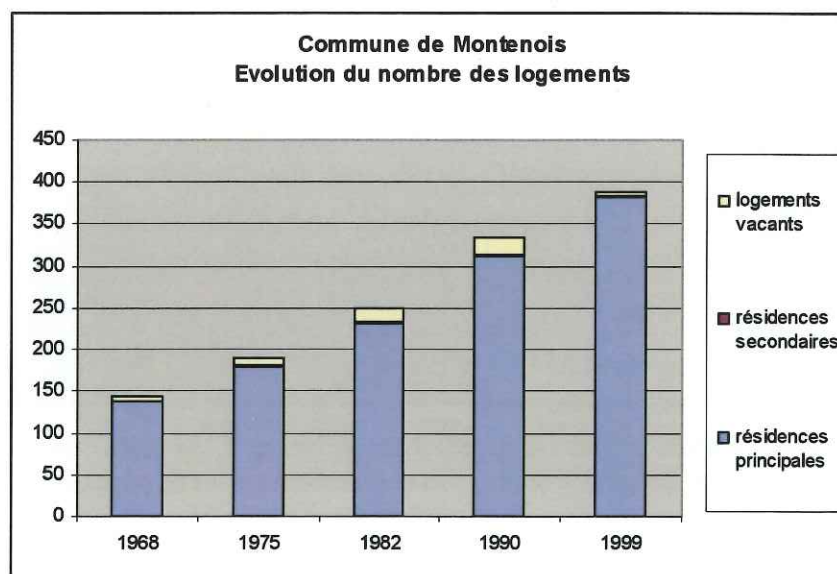


La structure par âges n'en présente pas moins un déséquilibre marqué : le déficit de la classe d'âge 20-29 ans (cf. graphe ci-dessous), sans doute lié, pour partie, à la faiblesse de l'offre locative dans la commune.

I.2) Les logements¹ :

Le développement de la commune se lit aussi dans la structure du parc des logements. L'accroissement du nombre des logements a été considérable ces trois dernières décennies, au moins aussi important que l'accroissement de population qu'il a généré, voire même un peu plus important. Ainsi, le nombre des logements a été multiplié par 2,7 de 1968 à 1999 (145 logements en 1968, 388 logements en 1999), alors que dans le même temps le nombre d'habitants était multiplié par 1,9.

Si l'augmentation du nombre des logements est plus importante que celle de l'effectif de la population c'est que l'accroissement du parc n'a pas servi uniquement à l'accueil de nouveaux habitants. Il existe aussi l'effet de la diminution de la taille moyenne des ménages.



Evolution du nombre moyen d'occupants par résidence principale - Commune de Montenois

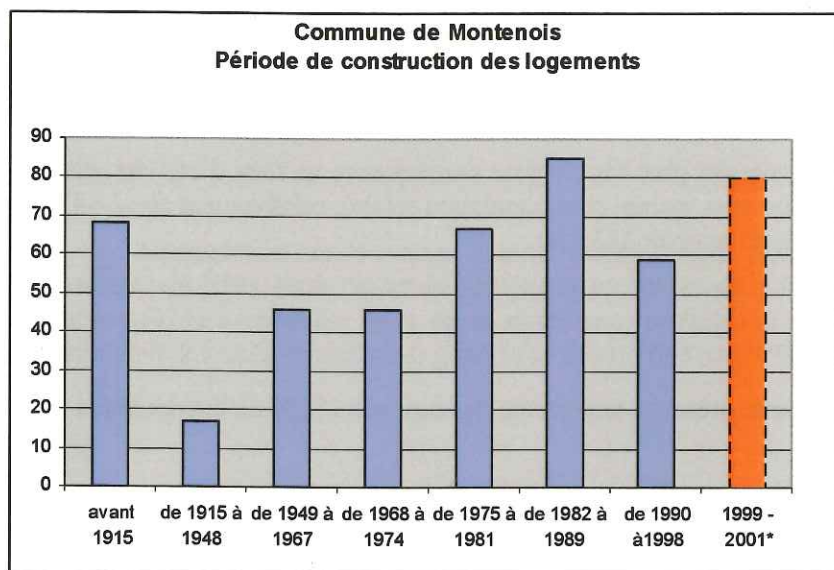
1999	1990	1982	1975	1968
2.88	3.24	3.35	3.7	4.09

Depuis 1968, on assiste, en effet, à une diminution importante du nombre moyen d'occupants par logements². Ce phénomène est général et a diverses causes : vieillissement de la population, éclatement des familles, baisse de la fécondité ... A niveau de population constant, il induit, à lui seul, des besoins supplémentaires en logements. Une part de l'accroissement du parc des logements depuis 1968 est directement liée à ce phénomène. Il est probable que ce mouvement se poursuivra encore quelques temps.

On retrouve traces dans le bâti du fort mouvement d'urbanisation depuis les années 1960. En 1999, il a été recensé 211 logements construits depuis 1975 sur le territoire communal, soit plus de la moitié (54%) de l'ensemble des logements. Au total, 78% des logements de la commune, comptabilisés lors du recensement, ont été construits depuis 1949.

¹ Etude réalisée par Valérie CHARTIER, architecte urbaniste.

² La taille moyenne des ménages résidant dans la commune reste cependant supérieure aux moyennes nationale (2.40) et départementale (2.48).



*les statistiques pour la période 1999-2001 ne proviennent pas du Recensement de la population, mais des fichiers de la Direction Régionale de l'Équipement comptabilisant les logements commencés.

A la fin des années 1970 et au cours des années 1980, on a construit, en moyenne, de l'ordre de 10 logements par an sur le territoire communal.

Dans les années 1990, le rythme de l'urbanisation a été un peu plus faible, on peut estimer à environ 7 logements / an le rythme de l'urbanisation pendant cette période. Toutefois, il s'agit là d'une moyenne, en fait, le rythme est faible en début de période (de l'ordre de 5 logements/an de 1990 à 1996) puis il s'accélère en fin de période (environ 14 logements/an en 1997 et 1998).

Le mouvement semble s'être amplifié depuis. Les autorisations de construire ont en effet été nombreuses dans les trois années qui ont suivi. On dénombre 39 logements autorisés à la construction en 1999, 31 en 2000, 40 en 2001 (source DRE). Les statistiques concernant les logements commencés confirment le rythme élevé de l'urbanisation pendant cette période ; 21 logements commencés en 1999, 40 en 2000 et 19 en 2001.

Jusqu'à la fin des années 1990, cette urbanisation a pris la forme exclusivement de constructions de maisons individuelles. Il n'a été recensé que 2 logements collectifs en 1999 sur la commune.

A partir de 1999, de nombreux logements collectifs ont été autorisés à la construction (12 en 1999, 3 en 2000 et 36 en 2001), rompant ainsi avec la tendance exclusive au développement de la maison individuelle. Toutefois, pour ce qui concerne les permis qui ont donné lieu à réalisation effective, il s'agit de très petits collectifs qui ne dérogent pas à la forme urbaine dominante (la maison).

La consommation de terrains induite par ce mouvement d'urbanisation en maisons individuelles est, bien évidemment, importante, même si la proportion élevée de constructions en lotissement tend à contenir la consommation foncière. Ces derniers sont en effet beaucoup moins consommateurs d'espace ; alors qu'on observe une surface moyenne de 1200 m² pour les terrains urbanisés ces dix dernières années (source DRE) la surface des parcelles commercialisées en lotissement oscille entre 600 et 800 m² (source ADIL).

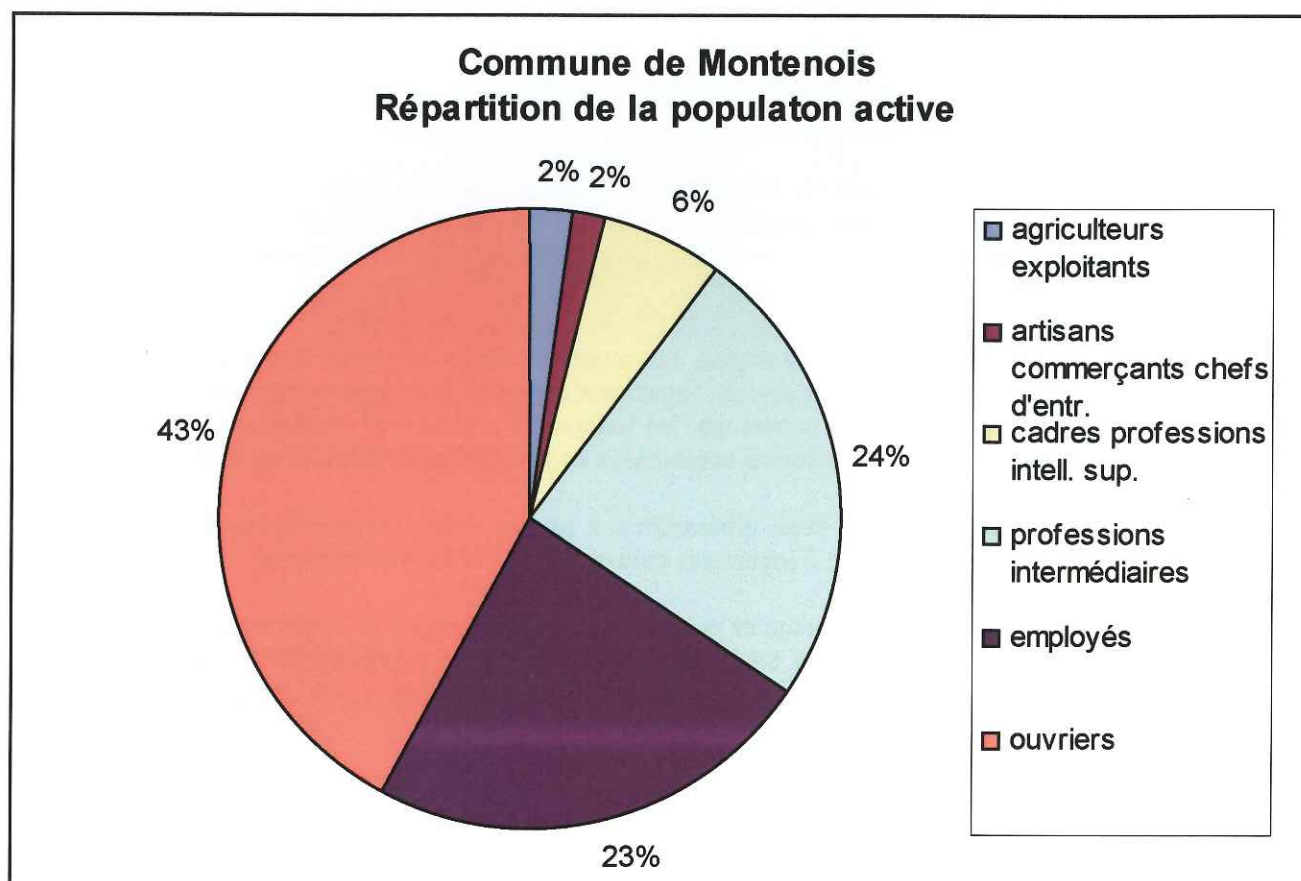
L'urbanisation depuis les années 1960 a fait peu de place au locatif. Le statut dominant est très majoritairement celui de propriétaire occupant ; 86% des résidences principales sont occupées par leur propriétaire. Seulement un ménage sur dix est locataire (10% des résidences principales), 3.7% des ménages étant logés gratuitement.

On notera, pour terminer, la quasi-absence de résidences secondaires sur la commune et le très faible nombre de logements vacants. Le nombre des logements vacants a chuté de 21 unités en 1990 (6.3% de l'ensemble des logements) à 5 unités en 1999 (1.3% du total des logements). Il n'y a donc pas là de marges de manœuvre pour l'accroissement du parc des résidences principales.

I.3) Les emplois et les déplacements¹

La structure par âges de la population, décrite plus haut, a pour conséquence un taux d'activité, dans son ensemble (rapport entre la population active -chômeurs inclus- et la population totale), relativement élevé : 47.5 %, supérieur aux moyennes départementale (45.2%) et nationale (45.2%).

La population active est caractérisée par la présence importante des ouvriers (43 % de la population active locale).



¹ Etude réalisée par Valérie CHARTIER, architecte urbaniste

La population active a aussi comme caractéristique majeure d'être peu souvent employée sur place. Au recensement de 1999, seuls 54 actifs occupaient un emploi dans leur commune de résidence, ils étaient 8 fois plus nombreux (425) à travailler hors de la commune, principalement sur le pays de Montbéliard. Les nombreux déplacements domicile-travail ainsi générés se faisant très majoritairement (80%) en véhicule automobile.

L'économie locale offre peu d'emplois et ne permet donc pas de retenir la population active. Il a été recensé, en 1999, 72 emplois sur la commune. Les deux tiers de ces emplois relèvent du secteur tertiaire, principalement de l'administration et du service public.

Dans la répartition des emplois locaux, l'agriculture est faiblement représentée. Seules 12 personnes se déclaraient principalement agriculteurs lors du recensement (INSEE) de 1999. Le recensement de l'agriculture réalisé en 2000 dénombrait, quant à lui, 9 exploitations agricoles (contre 14 en 1988), qui occupaient au total l'équivalent de 13 emplois temps plein (Source Ministère de l'agriculture). Mais, bien que l'activité agricole emploie peu de bras, elle occupe néanmoins un peu plus de la moitié de la superficie communale, soit 417 ha¹ (285 ha de terres labourables et 132 ha de superficie en herbe).

¹ Superficie totale exploitée par l'agriculture, y compris sur les communes voisines. Superficie agricole utilisée sur Montenois : 321 ha

I.4) Les activités économiques et les équipements et services publics¹ :

I.4.1) Les artisans commerçants :

Artisans	Figure au plan sous le numéro
• Monsieur Salvatore BERTUGLIA : Travaux installations électriques	①
• Monsieur Georges PONCE : Menuiseries bois & aluminium	②
• SNC DUSO SOSA : Commerce alimentaire	③
• SARL JMC : Boulangerie	④
• Cathy'coiff : Coiffeur	⑤
• Monsieur Joël VADAM : Fleuriste	⑥
• Monsieur Christian CHAUVEZ : Menuiseries bois	⑦
• Monsieur Olivier BAUER : Terrassement	⑧
• Monsieur Vincent BOUHELIER : Informatique	⑨
• Monsieur Eric GIRARDOT : Electricien	⑩

I.4.2) Les infrastructures et commerces de loisirs :

Infrastructures et commerces de loisirs	Figure au plan sous le numéro	Infrastructures et commerces de loisirs	Figure au plan sous le numéro
• Pizzeria	③	• Restaurant	⑭
• Café	⑩	• Accrobranche	⑮
• Maison du Temps Libre	⑪	• Swingolf	⑯
• Terrains de tennis	⑫	• Stade de foot	⑰
• Gîte (en cours de construction)	⑬		

I.4.3) Les services et bâtiments publics :

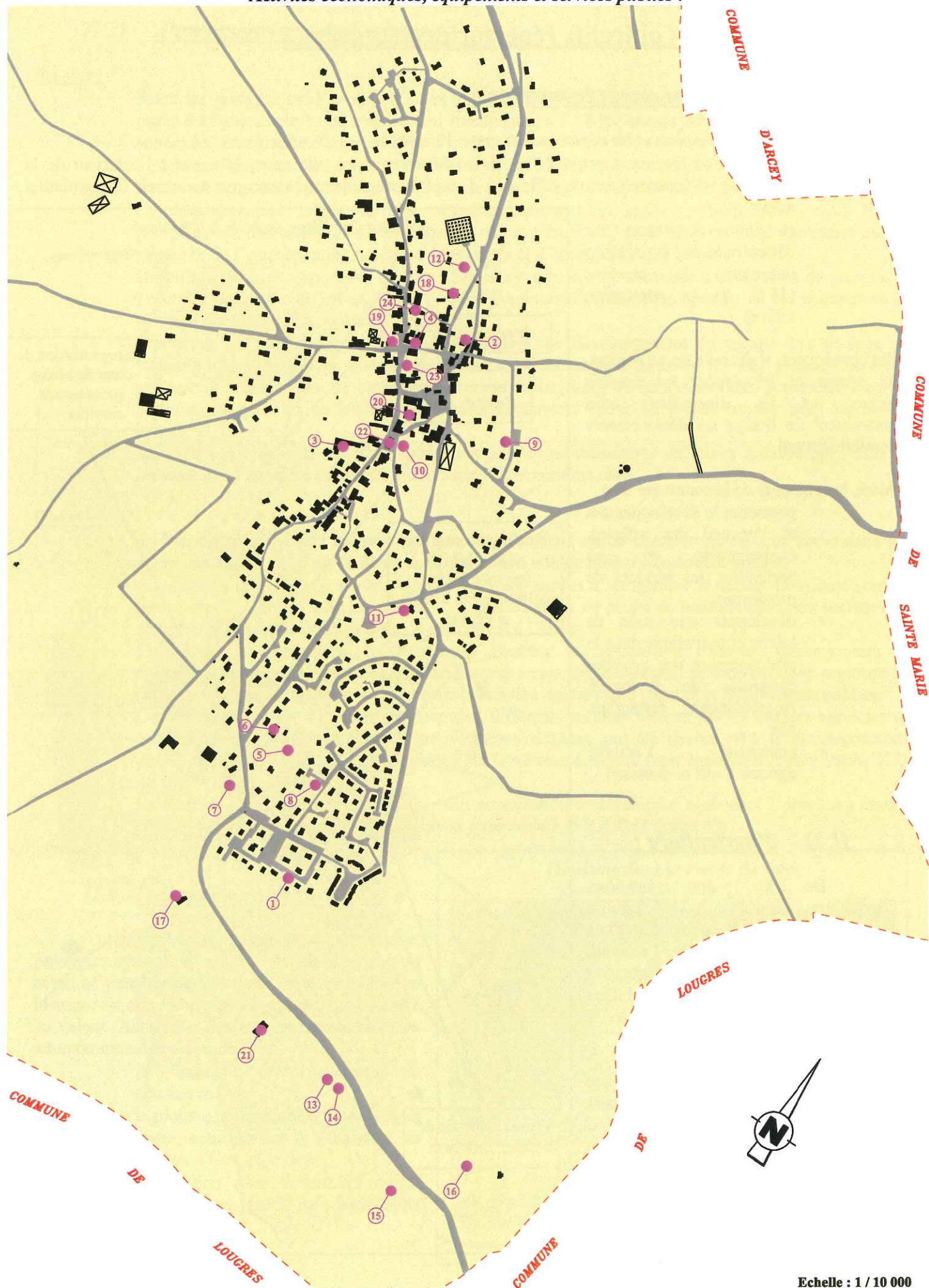
Services et bâtiments publics	Figure au plan sous le numéro	Services et bâtiments publics	Figure au plan sous le numéro
• Pharmacie	③	• Ateliers Municipaux	⑳
• Médecins	③	• Halle de Marché	㉑
• Kinésithérapeutes	③	• Mairie	㉒
• La Poste	③	• Eglise	㉓
• Centre socioculturel	⑲	• Ecole Maternelle (3 classes 74 enfants en 2006/2007)	㉔
• Ecole Primaire (6 classes, 136 élèves en 2006/2007)	⑱		

I.4.4) Autres équipements et services publics :

- Le réseau d'eau potable :
Voir pièce annexe 7.2 Schéma du réseau d'eau potable
- Le réseau d'assainissement :
Voir pièce annexe 7.3 Schéma du réseau d'assainissement
- L'élimination des déchets
Voir pièce annexe 7.4 Schéma du système d'élimination des déchets

¹ D'après les informations fournies par la Commune en avril 2007

Activités économiques, équipements et services publics :



Echelle : 1 / 10 000

II) Les besoins et objectifs répertoriés en matière :

II.1) de développement économique :

Il est exposé au I.3) *Les emplois et les déplacements*, page 10, que :

- la population fortement active (47.5 %) de Montenois travaille essentiellement à l'extérieur de la commune ; l'économie locale offre peu d'emplois et ne permet donc pas de retenir la population active,
- et cette population est caractérisée par la présence importante des ouvriers (43 % de la population active).

Par conséquent, il découle de ce constat, un besoin de développer les emplois locaux, en les diversifiant, afin notamment de limiter les déplacements domicile-travail.

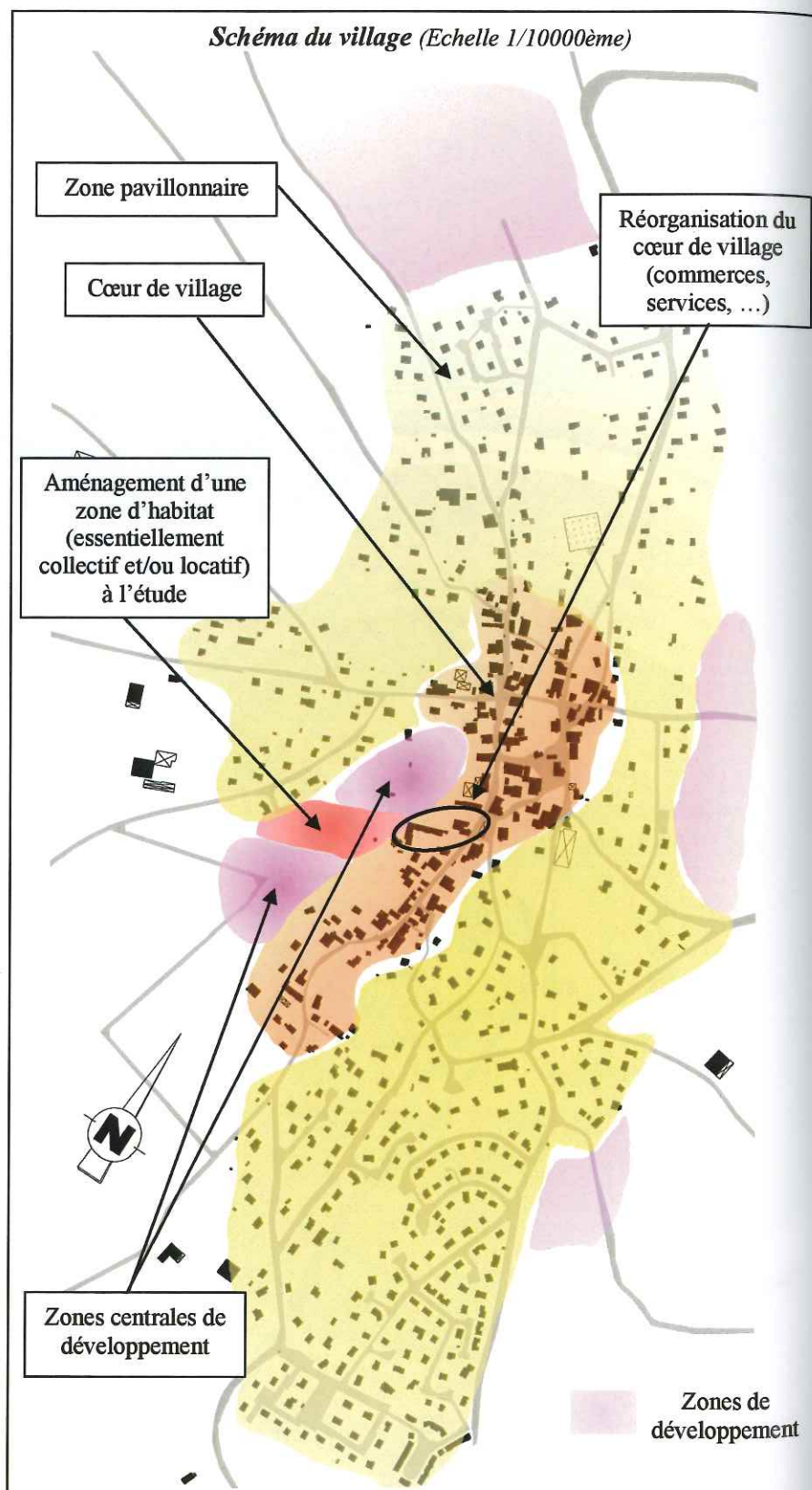
Ainsi, les objectifs de la commune sont :

- permettre le développement et l'accueil des artisans, commerçants et en particulier, les services de proximités,
- développer une zone de loisirs et touristique dans le prolongement des activités existantes de Swingolf, Accrobranche, restaurant, gîte ...,
- pérenniser l'activité agricole (voir ci-dessous)

II.2) d'agriculture :

De la même manière, l'agriculture constitue une activité économique source de quelques emplois (page 10). L'équilibre entre l'activité, qui par ailleurs façonne le paysage, des cinq exploitations existantes et les surfaces agricoles exploitées est à préserver.

Ainsi, la pérennité de ces exploitations agricoles, tant pour leurs intérêts économiques (production laitière, céréalière, ...) que paysagers, doit être assurée en limitant la consommation de terres agricoles par l'urbanisation. Et les choix des secteurs de développement urbain ne doivent pas bouleverser le fonctionnement agricole.



II.3) d'aménagement de l'espace :

Besoins :

- Selon les analyses sur l'évolution de la population et sur le logement (cf. paragraphes I.1) et I.2), pages 6 à 9), des besoins en construction sont évalués à 7 - 8 logements par an dans les dix prochaines années (cf. paragraphe II.5) page 16).
- Les mêmes analyses font ressortir un besoin d'accueil des jeunes adultes et des personnes âgées, se traduisant notamment par une nécessité de création de logements collectifs et/ou locatifs.
- Le développement urbain de ces dernières années s'est réalisé principalement sous forme pavillonnaire, très consommatrice d'espace (cf. paragraphe I.2) page 8). Il est donc nécessaire que la poursuite de l'aménagement se réalise dans un souci d'économie de l'espace.
- Un village de taille importante comme Montenois, a besoin de commerces et services de proximité. Le centre du village en est déjà bien pourvu. Toutefois, l'organisation spatiale de ces commerces et services n'est pas suffisamment fonctionnelle.
- Montenois est implanté dans un écrin de verdure. Le développement du village doit se faire en interaction avec le milieu environnant, notamment les espaces forestiers ... Ces espaces aisément accessibles, via les chemins convergents vers le centre, issus du remembrement, permettent ainsi la pratique des activités de loisirs (randonnées, découverte –pour les jeunes comme pour les moins jeunes ! ...)
- La qualité du cadre de vie passe également par les infrastructures de loisirs à développer dans le prolongement de celles existantes (foot, Swingolf, Accrobranches ...)

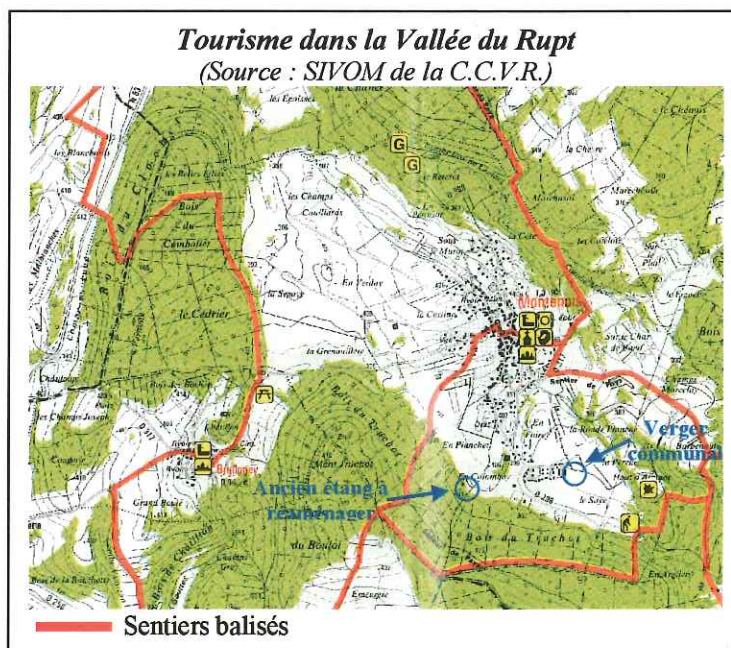
Objectifs :

- En vue de satisfaire aux besoins en logement, l'objectif est de combler les espaces libres dans les zones construites, dans un contexte de densification afin de limiter l'étalement urbain.
- Par ailleurs, la commune s'active depuis quelques années à réorganiser le centre du village (centre socioculturel, halle de marché, mairie, ...). Actuellement un projet de restructuration du secteur des commerces et services vers la halle de marché est à l'étude.
- Ce secteur se prolongera par une zone d'habitat essentiellement collectif, qui rejoindra le développement urbain plus à l'Ouest. Deux autres zones, de chaque côté de cette dernière, pourront se développer dans cet interstice urbain, avec la création également d'espaces et équipements publics.
- Outre l'aménagement de ces zones centrales, différents secteurs ouverts sur les espaces agricoles et naturels, dans le prolongement des urbanisations récentes, ont été choisis pour le développement ultérieur du village, tels qu'ils apparaissent sur le schéma ci-contre (voir également le paragraphe V.3) La zone AUI, page 54).
- Le secteur « Au Saucenet » pourra voir son urbanisation se développer également à plus long terme, comme exposé au paragraphe IV) Les choix pour établir le P.A.D.D. (page 49).

II.4) d'environnement :

Le patrimoine architectural, historique, paysager, agricole et naturel de Montenois (voir détail au paragraphe III), page 20) constituant son identité, est donc important à préserver et à mettre en valeur. Au niveau des actions communales ou intercommunales, on peut citer :

- le balisage des sentiers de découverte,
- le projet communal de réaménager un étang, actuellement à l'abandon, au lieu-dit « En Colombey »,
- la création d'un verger communal inauguré en 1985 (cf. paragraphe VII.2) page 62)
- ...



II.5) d'équilibre social de l'habitat¹ :

La commune de Montenois a connu depuis les années 1960 un développement important qui a revêtu une forme quasi univoque : l'accession à la propriété en maisons individuelles de couples avec enfants en provenance, majoritairement, du Pays de Montbéliard.

Ce type de développement permet certes le renouvellement de la population et une certaine forme d'équilibre de la pyramide des âges, mais à la condition qu'il se poursuive avec une intensité relativement forte et donc une consommation de terrains importante.

Ce type de développement a, en outre, l'inconvénient de laisser peu de place au développement du secteur locatif et ne favorise donc pas la diversité de la population. Il ne permet pas, par exemple, de retenir ou d'attirer les populations de jeunes adultes (20-30 ans) décohabitantes, ou d'offrir une alternative pour le logement des populations âgées.

Il trouve aussi ses limites dans une double forme de dépendance : dépendance aux conditions générales de l'accession à la propriété, d'une part, dépendance envers l'évolution économique mais aussi urbaine du pôle montbéliardais, d'autre part.

On vient de connaître une période où l'environnement économique et surtout financier de l'accession à la propriété était particulièrement favorable, on ne peut assurer de la pérennité de ces conditions. De plus, d'autres formes d'accession à la propriété (dans l'ancien notamment) pourraient venir concurrencer la maison individuelle neuve. L'importance de l'habitat des années 1960 et 1970 est une des caractéristiques du bassin de Montbéliard, or cet habitat arrive ou arrivera bientôt en phase de renouvellement et accroîtra le volume de l'offre sur le marché de l'occasion, concurrençant ainsi fortement le marché du neuf. Ces éléments pourraient conduire à un ralentissement du rythme de l'accession à la propriété en maisons individuelles neuves.

La dépendance vis à vis du pôle montbéliardais influe également. La dépendance économique apparaît d'évidence lorsqu'on considère le grand nombre de migrations quotidiennes vers le pôle d'emploi montbéliardais. La plus ou moins bonne santé de l'économie montbéliardaise déterminera clairement le niveau de la demande, en habitat neuf ou d'occasion, dans la commune. Mais l'évolution urbaine du pôle montbéliardais viendra également pondérer ce niveau.

La commune, tout comme un certain nombre de communes voisines, a, en quelque sorte, bénéficié de la relative rareté et du coût des terrains à bâtir dans la CAPM. Aujourd'hui, la volonté de rééquilibrer le volume de l'offre, notamment en terrains à bâtir, afin de renforcer l'attractivité du Pays de Montbéliard, est clairement affirmée au niveau de la CAPM (cf. P.L.H. du Pays de Montbéliard). Certes, cette volonté se heurte, pour l'instant, à la difficulté pour les collectivités concernées à dégager dans des conditions acceptables des terrains urbanisables. Mais cet élément se doit d'être pris en compte dans la mesure où il pourrait faire naître une concurrence réelle pour la commune.

Tout comme se doit d'être pris en compte la concurrence avec d'autres communes de la périphérie montbéliardaise, proches ou plus éloignées.

□ Scénarios de développement

Prévoir le développement est un exercice difficile et périlleux. Les scénarios proposés ci-après ne se placent pas dans cette perspective. Ce ne sont que des cadres pour la réflexion qui restent très théoriques. Ils ne visent qu'à donner des points de repères quantitatifs, en mettant en rapport des ordres de grandeur (rapport entre volume de construction, évolution de la population et consommation foncière).

On peut ainsi constater que le rythme d'urbanisation du début des années 2000 (27 logements construits en moyenne annuelle de 1999 à 2001) est près de trois fois supérieur au rythme qui permettrait une évolution de la population semblable à ce qu'elle était dans les années 1990 (croissance de 1% l'an de la population).

On peut aussi, à l'aide de ces scénarios, évaluer certains projets. Ainsi d'un projet de construction de 50 logements, actuellement à l'étude, qui correspondrait à 5 années de développement sur la base d'une croissance de 1% l'an de la population. Ce projet aurait un effet direct sur l'accroissement de la population, par apport migratoire, de l'ordre de 130 - 140 personnes et des effets, à terme, importants sur le mouvement naturel de la population (fort accroissement du nombre des naissances).

¹ Etude réalisée par Valérie CHARTIER, architecte urbaniste

La conjugaison, dans un temps court, de la forte croissance du début des années 2000 et d'un important projet d'urbanisation induirait un très fort accroissement de la population (la somme des effets migratoires et naturels pourrait conduire à un accroissement de l'ordre de 350-400 habitants par rapport au recensement de 1999, hors autres formes de développement). Le niveau d'équipements induit serait élevé, notamment en matière scolaire, et la pérennité dans le temps de ces équipements ne pourrait être assurée, à long terme, que par un développement toujours important de la commune.

Si la construction de logements locatifs, contenue pour partie dans le projet, paraît être un bon moyen pour la commune de corriger une part du déficit de la classe d'âge 20-30 ans et d'offrir une alternative pour le logement des populations âgées, la réalisation de l'ensemble du projet, sans un très long étalement dans le temps, pourrait s'avérer dangereux pour l'avenir de la commune.

□ Esquisse de scénarios de développement¹

Scénario 1 - Croissance de la population (1% l'an²)

Objectif de population, à 10 ans	Taille des ménages ³	Nombre de résidences principales supplémentaires à 10 ans, hors vacance et renouvellement du parc	Nombre total de résidences principales supplémentaires à 10 ans (y compris vacance et renouvellement ⁴)	Rythme de construction annuel	Superficie totale consommée par l'urbanisation ⁵ en 10 ans
+ 115	2,6	86	103	10 logements	10.3 ha

Scénario 2 - Stabilité de la population

Objectif de population, à 10 ans	Taille des ménages ³	Nombre de résidences principales supplémentaires à 10 ans, hors vacance et renouvellement du parc	Nombre total de résidences principales à 10 ans (y.c. vacance et renouvellement ⁴)	Rythme de construction annuel	Superficie totale consommée en 10 ans
stabilité	2,6	42	57	5 - 6 logements	5.7 ha

Synthèse des besoins en matière d'équilibre social de l'habitat :

Il découle de l'étude ci-dessus et du diagnostic sur l'évolution de la population et sur le logement, pages 6 à 9, un besoin :

- d'accueil de jeunes adultes (classe d'âges 20-29 ans) pour rééquilibrer la pyramide des âges,
- en structure d'accueil pour personnes âgées dans un contexte de vieillissement de la population,
- de création de logements collectifs et/ou locatifs pour répondre notamment aux deux points précédents,
- de poursuite du développement sous forme de maisons individuelles, mais dans un souci d'économie de l'espace pour assurer l'équilibre démographique.

¹ Ces scénarios ne sont que des cadres pour la réflexion qui restent très théoriques. Notamment, ils ne prennent pas en compte les modifications qui pourraient intervenir dans l'environnement socio-économique général (conditions de l'accès à la propriété, dynamisme du bassin d'emploi ...) et influer sur les conditions des mobilités résidentielles.

² Le taux annuel de croissance de la population a été très élevé jusqu'en 1990 (4.8% de 1962 à 1968, 2.2% de 1968 à 1975, 2.2% de 1975 à 1982, 3.4% de 1982 à 1990) moindre par la suite (0.9% de 1990 à 1999)

³ La taille moyenne des ménages était, en 1999, de 2,88 individus. Elle a diminué depuis le début des années 70. Elle reste cependant supérieure à la taille moyenne des ménages français (2.40), franc-comtois (2.47) ou encore doubiens (2.48). Il est probable qu'elle diminuera encore sous l'effet de divers phénomènes : vieillissement de la population, éclatement des familles, baisse de la fécondité ...

⁴ La vacance aujourd'hui sur la commune est très faible. Nous avons appliqué ici un taux de 3%, considéré généralement comme un minimum pour assurer la fluidité sur ce type de parc. De même, le taux de renouvellement appliqué est lui aussi un minimum (2%).

⁵ Nous sommes ici dans l'hypothèse de la construction de maisons individuelles. La surface de terrain prise en compte pour chaque construction est de 1000 m². Il n'est pas tenu compte ici des infrastructures annexes : voiries d'accès... Bien évidemment toute forme de construction différente réduirait la superficie consommée.

II.6) de transports :

Montenois est traversé par les routes départementales n° 298 et 317, permettant l'accès aux grands axes routiers (RN 83, A 36, ...) et ainsi, d'accéder rapidement aux pôles économiques. Quant à la gare la plus proche, elle est implantée à Montbéliard. La RD 298 relie également le village à Arcey, commune voisine.

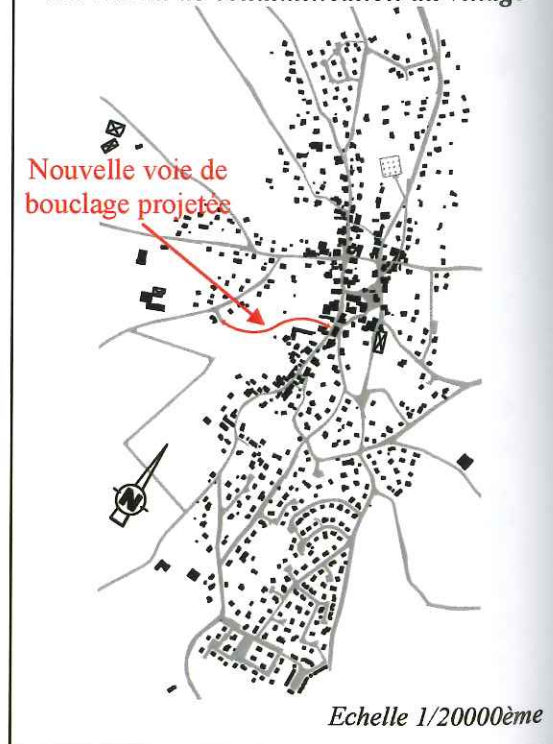


Le village organisé autour des deux routes départementales le traversant, s'est ensuite développé par la création de maillages successifs de voies de communications (routières ou piétonnes) autour du centre ancien.

Besoins et objectifs :

- même si Montenois est relativement bien desservi par le réseau routier, notamment pour les nombreux déplacements domicile-travail exposés précédemment, il n'en demeure pas moins une nécessité de limitation des déplacements dans un contexte écologique et de développement durable. Nécessité qui se traduit par un besoin de développement économique et d'équipements et services, exposé réciproquement aux paragraphes II.1) et II.7), pages 14 et 19.
- au niveau communal, les facilités de déplacement pour l'accès aux services, les relations inter-quartiers ... sont sources d'une qualité de vie, par la création d'un tissu relationnel, du dynamisme du village ... Il est donc nécessaire que le bourg continue à se développer par la réalisation de nouvelles voies de bouclage (et non des impasses) améliorant les liaisons entre quartiers. Il s'agit, par exemple, du principe d'aménagement au cœur du village, reliant le quartier Ouest avec le centre et ses services de proximité (cf. schéma ci-contre).

Le réseau de communication du village



II.7) d'équipements et services :

La qualité des équipements et services de Montenois est une des raisons essentielles de l'attractivité de la commune. Un village avec une population importante a besoin d'équipements et services de proximité (rendus eux-mêmes viables par la taille du village), notamment pour éviter les déplacements vers les villes avoisinantes. Par ailleurs, la pérennité des équipements scolaires et périscolaires dépend de la santé démographique de la commune qui nécessite la poursuite du renouvellement de la population (cf. paragraphe II.5) page 16).

Continuer à améliorer et développer ces équipements et services est donc un objectif communal. Il s'agit notamment :

- ✓ de la création d'équipements et espaces de loisirs,
- ✓ de la réorganisation des écoles,
- ✓ de la restructuration du cœur du village autour de la halle de marché, avec les commerces de proximité, dans le cadre du projet d'aménagement précité,
- ✓ du projet d'une nouvelle station d'épuration.



Halle de marché et ses environs



Commerces et services de proximité

III) Analyse de l'état initial de l'environnement :

III.1) Les milieux naturels inventoriés et protégés¹ :

Zone sensible ²	LA SAONE ET LE DOUBS : le 23/11/1994
Zone vulnérable	NEANT
SAGE	NEANT
Contrat de rivière	NEANT
Présence de Zones Humides	NON REPERTORIE *
ZNIEFF de type I	NEANT
ZNIEFF de type II	NEANT
Réserve Naturelle	NEANT
Arrêté Préfectoral de Biotope	NEANT
Directive Habitat (PSIC et SIC)	NEANT
Directive Oiseaux (ZPS et projet de ZPS)	NEANT
Zone importante pour la Conservation des Oiseaux	NEANT
Site classé	NEANT
Site inscrit	NEANT
Parc Naturel Régional	NEANT
Loi Montagne, Loi Littoral	NEANT

* Avertissement de la DIREN : l'exhaustivité est recherchée pour les zones humides dont la superficie est supérieure à 1 hectare

III.2) Etude des milieux naturels sur Montenois³ :

III.2.1) Le milieu physique

III.2.1.1) Aperçu géologique à l'échelle communale

La commune de Montenois est située sur le flanc d'une cuvette synclinale se présentant comme un vaste plateau faiblement incliné, qui s'étend au sud jusqu'à la vallée du Doubs.

Le sous-sol est constitué de calcaires du Jurassique très karstifiés et comportant de nombreuses failles. Deux réseaux de failles principaux, orientés globalement nord-sud se situent sur la commune. Ce sous-sol est fortement perméable, le karst est très développé.

Le centre de la commune et notamment une grande partie de l'agglomération se trouve sur des calcaires compacts du Callovien (dalle nacrée). Plus au nord, les marnes et les calcaires de l'Oxfordien et du Kimméridgien sont séparés de la dalle nacrée par un croissant de marnes du Bathonien. Le sud de la commune repose sur des marnes et des argiles de l'Oxfordien et de l'Argovien. À l'ouest du territoire communal (Bois du Combollet et La Véronne) les calcaires du Jurassique sont recouverts par une couche d'argile résiduelle d'altération.

¹ Source DIREN de Franche-Comté (Direction Régionale de l'Environnement : www.environnement.gouv.fr/franche-comte.gouv.fr)

² Zones sensibles aux pollutions et à l'eutrophisation.

Les zones sensibles comprennent les masses d'eau significatives à l'échelle du bassin qui sont particulièrement sensibles aux pollutions, notamment celles qui sont assujetties à l'eutrophisation et dans lesquelles les rejets de phosphore, d'azote ou de ces deux substances, doivent s'ils sont en cause de ce déséquilibre, être réduits (*définition issue de : SANDRE, référentiel administratif 1997*).

³ Etude réalisée en février 2004 par Pascale et Michel GUINCHARD (page 20 à 42)

III.2.1.2) Hydrologie et hydrogéologie

Le réseau hydrographique de la commune de Montenois est inexistant. Ceci met bien en évidence l'importance de la karstification des roches du sous-sol. Les calcaires du Jurassique, dissous par les eaux de pluies chargées de gaz carbonique, sont responsables du modelé karstique. Ce type de formation est le siège d'écoulements souterrains alimentés par des infiltrations au niveau des diaclases, ou des pertes. L'eau pénètre dans le sous-sol et forme une véritable rivière souterraine qui réapparaît sous forme d'une grosse résurgence : source de la Lougre.

Une coloration a été réalisée au niveau de la station d'épuration de Montenois en 1979. Cette coloration est ressortie 120 heures après à Lougres (Font de Lougres).

III.2.1.3) Les incidences du milieu physique

Les contraintes d'ordre géologique

La commune présente des formations plus ou moins instables dans le sud (Bois du Truchot) et l'ouest de la commune (Bois du Combollet). Des zones de marnes et d'argiles situées sur pentes peuvent être sujettes à des glissements dont il faut tenir compte lors de l'implantation d'infrastructures. Il est prudent de tenir compte des contraintes d'ordre géotechnique liées à la karstification des calcaires du Jurassique pour toute infrastructure importante.

Les contraintes d'ordre hydrologique et hydrogéologique

Le sous-sol transmissif de la commune est en relation avec le karst. Le réseau karstique donne naissance à la source de la Lougre.

Les effluents domestiques et industriels doivent faire l'objet d'un traitement efficace avant leur rejet dans le milieu naturel.

Il convient également de se montrer prudent lors de l'urbanisation en fond de talweg où des torrents peuvent se former en cas d'orage violent et prolongé.

III.2.1.4) Aperçu climatologique

Le climat de la région est soumis à une double influence : océanique et continentale. Cela se traduit par des étés assez chauds, arrosés par des orages fréquents, et des hivers rigoureux, et donc une amplitude des températures importante.

III.2.1.5) Recommandations

- Traiter efficacement tous les effluents avant rejet.
- Tout stockage de produits présentant un risque de pollution pour les cours d'eau souterrains doit faire l'objet d'un dispositif permettant d'éviter tout écoulement vers ces formations.
- Éviter les constructions et les infrastructures sur les zones de fortes pentes sur marnes ou sur argiles sans étude géotechnique approfondie au préalable ainsi qu'en fond de talweg.



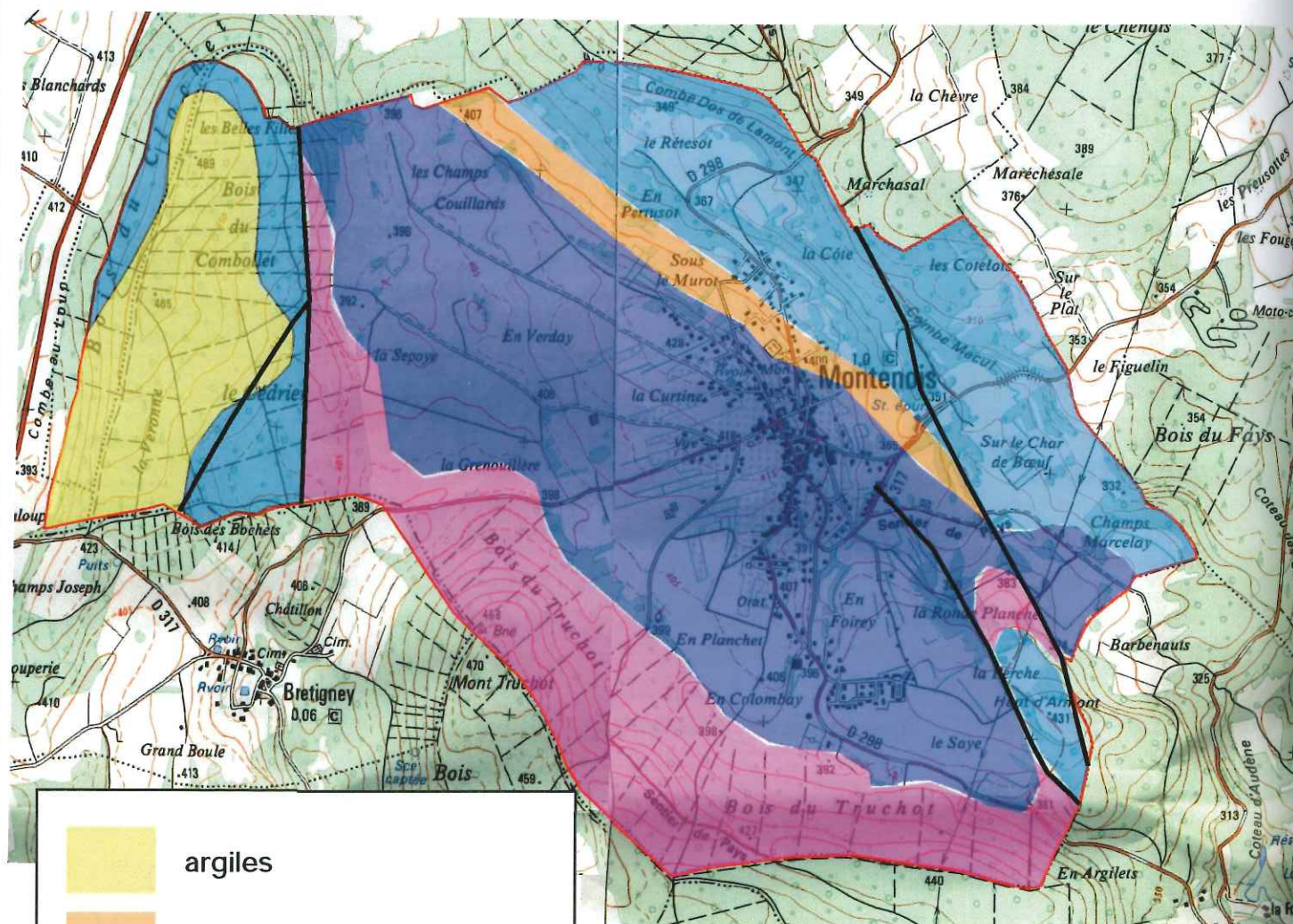
Études
En
Environnement

Pascale & Michel
GUINCHARD



Carte des contraintes du milieu physique Commune de Montenois (25)

Michel & Pascale GUINCHARD Études En Environnement novembre 2003



argiles



grande oolite, calcaire compact



marnes et calcaires de l'Oxfordien
et du Kimmeridgien



marnes du Bathonien



Dalle nacrée



argiles et marnes de l'Oxfordien
et de l'Argovien



failles principales

III.2.2) Diagnostic écologique :

III.2.2.1) *Diagnostic phytoécologique*

Etude de la végétation - Méthodologie

Le niveau d'intérêt d'une formation végétale peut se déterminer par l'étude des espèces rares ou intéressantes qu'elle contient. Cependant ces listes d'espèces intéressantes, qui constituent une approche botanique, ne rendent pas compte de la répartition spatiale des différents végétaux, ainsi que de leur agencement les uns par rapport aux autres.

Les végétaux ne poussent en effet pas au hasard. Leur répartition est conditionnée par :

- les facteurs physiques du milieu : nature du substrat (géologie et pédologie), microclimat, topographie et régime hydrique du sol.
- la compétition entre les différentes espèces en présence.
- l'intervention de l'homme : exploitation plus ou moins régulière et plus ou moins intensive, aménagements plus ou moins anciens...

Aussi le diagnostic phytoécologique est-il basé sur les facteurs du milieu, ainsi que sur des relevés floristiques exhaustifs. Ces listes d'espèces sont réalisées sur une surface homogène d'un point de vue floristique. Cette approche est donc plus précise que l'approche purement botanique.

L'approche phytosociologique est encore plus approfondie. Elle permet de rassembler et de sérier des groupements végétaux au sein d'ensembles abstraits, définis statistiquement par une composition d'espèces originale et répétitive. L'unité élémentaire de cette classification est l'association végétale. Son nom est terminé par le suffixe *-etum*. Les associations sont groupées en alliance (suffixe *-ion*), les alliances en ordre (suffixe *-etalia*) et les ordres en classes (suffixe *-etea*).

Les tableaux phytosociologiques figurant en annexe permettent de différencier les groupements végétaux en fonction de leur composition floristique. Les renvois à la terminologie phytosociologique (exemple : *Trollio europaei-Molinietum coeruleae* Guinocet 55), permettent d'apporter une plus grande précision à la définition des groupements végétaux observés, mais ne sont pas indispensables à la compréhension des données.

Ce type d'approche permet d'offrir une vue synthétique de la végétation. Cette méthode permet de plus de prévoir la présence éventuelle d'espèces rares ou intéressantes dès lors que l'on se trouve dans l'individu d'association dans lequel cette espèce est statistiquement présente.

En fin de saison de végétation, certaines espèces ne sont plus visibles (espèces vernales ou estivales à cycle court), d'autres ne se trouvent plus qu'au stade végétatif et sont très difficiles à déterminer (diverses Laîches par exemple), ou sont encore broutées ou fauchées et il devient difficile de les repérer et encore plus d'estimer leur recouvrement.

Il est donc illusoire de vouloir effectuer des relevés de végétation exhaustifs à cette époque. Toutefois, les quelques espèces relevées peuvent permettre de situer les groupements végétaux en présence, à défaut de les définir de façon précise et de se faire une idée générale correcte de la qualité écologique des milieux en s'appuyant sur une bonne expérience des différents types de groupements présents dans le secteur. Les espèces à plus forte valeur patrimoniale (espèces protégées par exemple) peuvent par contre passer inaperçues et il peut s'ensuivre parfois une sous-estimation de la qualité écologique.

Habituellement, en cas de doute important sur la qualité écologique d'un secteur, il est demandé un complément d'étude devant s'effectuer au printemps. Cela ne sera pas le cas pour la présente étude.

Les différentes unités de végétation recensées dans les secteurs pressentis pour l'extension de l'urbanisation et leur intérêt écologique

* Généralités

Cinq grands types de formations végétales ont été recensés sur le territoire étudié, qui sont :

- **Les forêts.** Ce sont des groupements arborescents fermés. Les massifs forestiers compris dans le secteur d'étude se différencient en fonction du traitement forestier. On distingue ainsi :
 - une hêtraie-chênaie-charmaie neutrophile¹ ;
 - une plantation de résineux.
- **Les formations ligneuses semi-ouvertes.** Ce sont des groupements ponctuels (bosquets) ou linéaires (étroits : haies ou plus larges : bandes boisées), constitués à la fois d'espèces caractérisant les milieux ouverts : prairies, pelouses... et d'espèces forestières ou supportant tout au moins un certain ombrage. Les vergers et les lisières forestières présentent également la même structure.
- **La pelouse sèche.** Sur un sol superficiel très peu amendé se développe une flore très particulière, ayant l'aspect d'un gazon ras abondamment fleuri. Ces groupements de pelouse sèche abritent en général des plantes remarquables comme de nombreuses orchidées autochtones.
- **Les prairies semi-naturelles.** Ce sont des groupements herbacés ouverts entretenus par l'homme et installés sur des sols plus ou moins profonds.
- **Les cultures annuelles diverses.** Ce sont des groupements extrêmement bouleversés et artificialisés par l'action de l'homme, présentant une diversité spécifique très faible.

La carte d'occupation du sol

NB : La cartographie a été réalisée en croisant les observations de terrain et l'analyse de photographies aériennes de grande définition assez récentes.

Il importe d'apporter quelques réserves à la carte d'occupation du sol, du fait de quelques problèmes rencontrés, problèmes inhérents à tout travail de cartographie de milieux naturels, à savoir :

- il n'est pas toujours aisé de distinguer sur la photo aérienne les prairies fraîchement fauchées des zones cultivées, et la distinction entre prairies naturelles et prairies artificielles est impossible à réaliser par photo aérienne, ce qui peut avoir comme conséquence de petites variations de limites entre zones cultivées et prairies par exemple.
- la distinction entre vergers et haies ou vergers et parc arboré aéré peut parfois être problématique, même si dans le cas général les vergers apparaissent bien distinctement sur les photos aériennes ;
- certains groupements s'agencent entre eux en mosaïque parfois d'une grande complexité, de plus, aux échelles retenues pour les documents cartographiques, il est très difficile de faire apparaître de façon claire des milieux de très petite dimension.

La présente carte donne toutefois une idée générale très précise de l'occupation du sol, mais dans le détail, certaines prairies pourraient en réalité s'avérer être des cultures et vice-versa ... Une carte plus précise demanderait un travail beaucoup plus conséquent qui n'est pas envisageable dans le cadre d'une étude d'environnement de PLU et ne changerait qu'extrêmement peu les conclusions de l'étude.

De plus, la carte d'occupation du sol n'est qu'une aide à la localisation des différents milieux décrits dans le texte et à la compréhension de la carte finale, à savoir : la carte des qualités écologiques et ne doit être examinée que dans ce sens. Elle ne pourrait en aucun cas remplacer une étude de terrain détaillée dans le cadre d'une autre étude comme une étude d'impact par exemple.

¹ **neutrophile** : se développant sur un sol à pH proche de la neutralité.

Carte d'occupation du sol Commune de Montenois (25) secteurs à urbaniser

Michel & Pascale GUINCHARD Etudes En Environnement novembre 2003



Études
En
Environnement

Pascale & Michel
GUINCHARD



- limites de la zone communale étudiée
- secteurs urbanisés, routes...
- urbanisation récente
- pelouse mésophile oligotrophe
- prairies mésophiles méso-eutrophes à eutrophes
- cultures & prairies artificielles
- haies et bosquets de feuillus spontanés
- forêt
- forêt anthropisée (résineux)
- vergers
- localisation des photos de milieux

Carte d'occupation du sol Commune de Montenois (25) secteurs à urbaniser

Michel & Pascale GUINCHARD Etudes En Environnement novembre 2003



Études
En
Environnement

Pascale & Michel
GUINCHARD



0 0,25 km 0,5 km



- limites de la zone communale étudiée
- secteurs urbanisés, routes...
- urbanisation récente
- pelouse mésophile oligotrophe
- prairies mésophiles méso-eutrophes à eutrophes
- cultures & prairies artificielles
- haies et bosquets de feuillus spontanés
- forêt
- forêt anthropisée (résineux)
- vergers
- localisation des photos de milieux

* Description sommaire des groupements :

① les forêts :

Le groupement climacique¹ caractéristique de cet étage collinéen correspond à une forêt mixte de chênes, charme et hêtre. Du fait des substrats géologiques les plus représentés (calcaires et calcaires marneux), l'association végétale représentée correspond à la hêtraie-chênaie-charmaie calcicole² à méso-neutrophile³ ou *Scillo-Carpinetum*.

On trouve dans la strate arborescente, principalement le hêtre, les chênes pédonculé et sessile, le charme ; ils sont accompagnés du merisier, du frêne élevé, de l'érable champêtre, et sous l'influence de l'homme, de l'épicéa et du robinier faux-acacia...

La strate arbustive est constituée d'une variété d'arbustes, d'autant plus grande que la richesse du sol en carbonates est importante. On peut ainsi observer : de jeunes individus des espèces précédemment citées, en compagnie du noisetier, du troène vulgaire, de l'aubépine monogyne, du prunellier épineux, de la viorne lantane, du sureau noir...

La strate herbacée est relativement riche et colorée : le lierre grimpant, la ronce buissonnante couvrant à eux seuls une bonne partie de la surface du sol. Ils sont accompagnés de la laîche des forêts, du sceau-de-Salomon multiflore, du lamier jaune, de quelques pieds de chèvrefeuille grimpant...

Cette formation, très répandue à l'échelle régionale, possède une **qualité écologique moyenne**, surtout du fait de sa structure complexe, de ses capacités biogènes et du temps nécessaire à son installation ou à son rétablissement.

Par endroits, cette hêtraie-chênaie-charmaie a été remplacée par une monoculture de résineux.

L'intérêt écologique de ces plantations monospécifiques est variable :

- si la plantation est dense, peu d'espèces spontanées pourront s'installer et en particulier les sous-strates (strates arbustives et herbacées) seront très pauvres en espèces. La plantation possèdera alors une qualité écologique faible, d'autant plus que la surface plantée sera importante, car il n'y aura alors plus "d'effet de lisière".
- par contre, si la plantation est petite et relativement ouverte, d'autres espèces pourront pousser et la qualité écologique du milieu pourra alors parfois être moyenne, du fait d'une diversité spécifique plus importante et surtout d'une structure de milieu plus complexe (nombreuses strates entremêlées). Dans tous les cas de figure, la monoculture de résineux est préjudiciable à l'équilibre naturel de la forêt.

② les formations ligneuses semi-ouvertes :

Les haies et bandes boisées sont assez peu représentées sur le secteur qui fait l'objet de l'étude (hormis le secteur de « Sous Le Murot »), surtout sur la portion nord : de vastes surfaces agricoles en sont totalement dépourvues, ce qui est du reste assez général pour la portion ouest du territoire communal.

La diversité végétale des zones ouvertes et par voie de conséquence leur diversité animale se trouveraient considérablement augmentées s'il existait plus de haies naturelles au sein des milieux agricoles et des secteurs urbanisés (l'annexe n°2 propose une liste d'espèces spontanées à utiliser en cas d'installation de haies naturelles).

On distingue tout de même quelques haies et bosquets au niveau de la partie nord-ouest du village ; les vergers, par contre, sont encore très bien représentés. Le vieux village est entouré de beaux amas de vergers comportant de vieux arbres et l'on trouve également des haies d'arbres fruitiers au sein des secteurs agricoles et des vergers isolés parfois récents.

¹ **climacique** : caractérise une végétation ayant atteint un niveau d'équilibre, en accord avec le sol et le climat.

² **calcicole** : se dit d'une espèce végétale qui nécessite ou supporte un sol riche en carbonates (à pH>7).

³ **mésoneutrophile** : de "méso", terme modérateur et "neutrophile", se développant sur un sol à pH proche de la neutralité.

→ Les haies, bosquets et bandes boisées :

Les haies adultes sont en général des groupements mixtes à structure complexe, formés :

- d'arbres, principalement du frêne commun et de l'érable champêtre, accompagnés du charme, du chêne pédonculé, du merisier, de l'érable sycomore... ;
- d'arbustes divers (cornouiller sanguin, noisetier, rosier des chiens, aubépine monogyne, prunellier épineux, fusain d'Europe, troène vulgaire, camerisier des haies, saule marsault, sureau noir...) ;
- et d'une strate herbacée rassemblant des espèces d'origines diverses :
 - des espèces prairiales (dactyle aggloméré, pâturin commun, fromental ...) ou des pelouses sèches sur les sols non engraisés (scabieuse colombar, petite pimprenelle, brome dressé...) ;
 - des espèces des groupements d'ourlets (euphorbe petit-cyprès, vesce des haies, gaillet gratteron, gaillet croiset, benoîte des villes ... ou ortie dioïque, lierre terrestre, lamier tacheté, ronce bleuâtre... dans les stations les plus riches en nitrates) ;
 - des espèces témoignant d'un certain couvert forestier (lierre grimpant, lamier jaune, ronce buissonnante...).

N.B. : rappelons que le Lierre grimpant utilise les arbres uniquement comme support et ne leur porte pas de préjudices majeurs. Il est donc inutile des les couper, d'autant plus qu'ils offrent un refuge pour les oiseaux et de nombreuses espèces d'insectes

→ Les vergers

Il existe encore à Montenois de nombreux vergers d'amateurs. Les variétés fruitières locales parfaitement adaptées à leur milieu, terrain et climat constituent un patrimoine génétique, culturel et historique. On ne rencontre ces variétés fruitières anciennes ou locales guère que dans les vergers amateurs, la plupart ne figurant pas au catalogue officiel. Les pépiniéristes et producteurs de fruits ne peuvent pas produire et vendre les variétés de fruits qu'ils désirent, celles-ci doivent en effet être inscrites au « catalogue officiel », registre limitant la liberté de vente de semences et plants, et destiné au départ à protéger les cultivateurs de vendeurs de semences peu scrupuleux (CTPS : Comité Technique Permanent de la Sélection des plantes cultivées). La mise en place de ce catalogue a été à l'origine de la raréfaction des variétés nationales au profit de cultivars américains (580 variétés nationales étaient encore inscrites au catalogue en 1947 contre à peine 13 en 1993 ...). Depuis 1997, les variétés locales peuvent être inscrites sur une liste spéciale de « variétés anciennes d'amateurs », sur lesquelles peuvent être mentionnées les « variétés notoirement connues destinées exclusivement à la vente en France et aux jardiniers amateurs, qui ne cultivent que pour leur propre consommation » (extrait de l'arrêté du 26/12/97, texte paru au J.O. du 01/01/98), ces variétés ne peuvent donc pas être utilisées par les producteurs, c'est ainsi que l'on trouve sur les étals des supermarchés des poires « Beurré d'Apremont »... en provenance de Nouvelle-Zélande ! alors qu'elle est rare chez nous et que la vente de ces arbres n'est autorisée que depuis 1996 ! Cette législation nuit très gravement à la sauvegarde de la biodiversité car pour inscrire ou réinscrire une variété au catalogue, de longues et coûteuses expérimentations à la charge du demandeur sont nécessaires ...

Il convient donc de préserver toutes les variétés locales menacées.

Ils constituent de plus des milieux attractifs pour l'avifaune (pic vert, rougequeue à front blanc, chouette chevêche par exemple) et possèdent un attrait paysager évident.

Ces formations ligneuses semi-ouvertes, quel que soit leur caractère, présentent divers intérêts écologiques (voir aussi annexe n° 1) :

- rôle de diversification et de stratification du milieu ;
- refuge pour les espèces végétales locales au milieu de zones cultivées ou urbanisées ;
- entretien des équilibres écologiques (elles procurent aussi bien nourriture qu'habitat à toutes sortes d'animaux) ;
- rôle dans la retenue et l'épuration latérale des sols ;
- protection micro climatique ;
- limitation de l'érosion du sol due au vent (rôle de brise-vent, notons à ce propos que si les rendements chutent dans les premiers mètres de terrain bordant la haie, ils augmentent ensuite sur la surface de sol cultivable protégée par la haie, soit environ +10% à +15% sur 15 à 20 fois la hauteur du brise vent ...) ;
- amélioration de l'aspect paysager.

Ce sont des milieux de **qualité écologique moyenne à bonne**.

③ la pelouse mésophile¹ :

(*Eu-Mesobromenion* : *Onobrychido-Brometum*) :

Au nord du village, une petite parcelle agricole, recevant très peu d'engrais et d'amendements abrite encore une flore diversifiée. L'aspect du groupement est celui d'une pelouse dense, de hauteur moyenne, déterminé par la dominance du brome dressé.

Le noyau spécifique de l'association est constitué des espèces suivantes : plantain moyen, primevère officinale, renoncule bulbeuse, luzerne lupuline, lotier corniculé, brome dressé, laïche glauque, brizé intermédiaire, achillée millefeuilles, dactyle aggloméré, marguerite, trèfle des prés, petite pimprenelle, brachypode penné, sauge des prés, plantain lancéolé, boucage saxifrage, laïche du printemps, liondent hispide. Ces espèces sont accompagnées de la carotte sauvage, de la centaurée jacée, de la scabieuse colombar, de la violette hérissée, de l'épervière piloselle, de l'euphorbe petit-cyprès, du thym serpolet, de la danthonie décombante, de l'agrostide capillaire...

Cette pelouse est riche en espèces mésophiles prairiales (trèfle des prés, dactyle aggloméré, plantain lancéolé, fétuque rouge, fétuque des prés, renoncule âcre, gesse des prés, brunelle vulgaire...), mais abrite quelques espèces mésoxérophiles² (scabieuse colombar notamment) et parfois quelques espèces acidoclines³ (agrostide capillaire, danthonie décombante). Les espèces caractéristiques des pelouses sont très bien représentées, comme la sauge des prés.

En égard à sa richesse en espèces prairiales intéressantes pour l'élevage, l'*Onobrychido-Brometum* est un groupement très dépendant des activités humaines. Lorsque l'intensification est continue sur une durée importante, le groupement évolue vers des groupements prairiaux plus banals.

Ces pelouses sont des groupements végétaux peu répandus et en voie de disparition, elles renferment des espèces communes à rares et possèdent une **bonne à très bonne qualité écologique**. Elles apportent de plus une quantité importante de nectar à de nombreux insectes floricoles (hyménoptères, lépidoptères...).

Cet habitat est d'un niveau d'intérêt communautaire, il figure sur l'annexe I de la directive habitats⁴.

¹ **mésophile** : se dit d'une plante ou d'un groupement de plantes croissant de préférence sur un substrat présentant des caractères peu accusés, en particulier ni trop sec ni trop humide.

² **mésoxérophile** : de *méso*, terme modérateur et de *xérophile*, qui se dit d'une plante croissant de préférence dans des sites secs

³ **acidocline ou acidocline** = se dit d'une plante ou d'un groupement de plantes croissant de préférence sur un substrat caractérisé par une acidité modérée.

⁴ **annexe I de la directive habitats** : liste des types d'habitats naturels d'intérêt communautaire dont la conservation nécessite la désignation de zones spéciales de conservation.

④ les prairies semi-naturelles :

Il subsiste encore de vastes surfaces de prairies à Montenois. Ce sont des prairies mésophiles.

Les prairies semi-naturelles mésophiles (prairies de fauche et prairies pâturées sur des sols non hydromorphes¹) dérivent des pelouses sèches par amélioration trophique plus ou moins poussée. Les espèces des pelouses oligotrophes² sont alors remplacées par des espèces prairiales, beaucoup plus exigeantes du point de vue de la richesse du sol en éléments nutritifs, mais aussi beaucoup plus banales.

☛ effets de l'amélioration trophique :

Lorsque l'amélioration trophique est encore modérée, quelques espèces des pelouses subsistent alors encore, citons notamment : le brome dressé, la petite pimprenelle, le sainfoin, le liondent hispide, la sauge des prés... mais les espèces prairiales dominent toutefois. Les prairies situées sous des arbres fruitiers reçoivent en général peu d'engrais et accueillent régulièrement ce type de flore (habitat d'intérêt communautaire).

Lorsque l'amélioration trophique est plus poussée (prairies grasses), les espèces des pelouses ont alors totalement disparu, remplacées par des espèces prairiales banales, citons : le trèfle rampant et le trèfle des prés, la houlque laineuse, la crénelle de prés, la renoncule âcre, la fétuque des prés, le pissenlit officinal, le plantain lancéolé, le dactyle aggloméré... et l'on voit apparaître des espèces eutrophes³ comme la patience à feuilles obtuses, appelée localement "chou-gras", le cirse des champs, la renoncule rampante ou la cardamine des prés (cas de la grande majorité des prairies).

☛ effets du pâturage intensif :

Les espèces ne supportant pas un piétinement important par le bétail sont bien représentées dans les prairies de fauche et dans les pâtures exploitées de façon extensive, ce sont par exemple : le salsifis d'orient, la crépide bisannuelle, l'avoine jaunâtre, la berce spondyle, la centaurée jacée, la knautie des champs...

Par contre les prairies pâturées de façon plus ou moins intensive se différencient des précédentes par la disparition des espèces sensibles au piétinement, par l'abondance du ray-grass anglais, de la crénelle des prés, de la pâquerette et par l'apparition de quelques espèces des prairies surpâturées comme le plantain majeur et la véronique à feuilles de serpolet.

☛ d'un point de vue phytosociologique :

À cette altitude, les prairies mésophiles fauchées ou pâturées de façon extensive appartiennent à l'alliance de l'*Arrhenatherion* :

- Rumici obtusifolii-Arrhenatherenion pour les associations eutrophes dérivant de prairies de fauche mésotrophes⁴ par eutrophisation poussée ;
- Centaureo jaceae-Arrhenatherenion pour les prairies mésotrophes, c'est-à-dire semi-améliorées.

Les herbages mésophiles pâturés plus intensivement appartiennent quant à eux à l'alliance des prairies pâturées des sols eutrophes, mésohygrophiles⁵, planitiaires à montagnardes : *Rumici crispi-Cynosurion (Lolio-Cynosuretum)*.

¹ **hydromorphe** : les sols hydromorphes sont caractérisés par des phénomènes de réduction ou ségrégation locale du fer, liés à une saturation temporaire ou permanente par l'eau, provoquant un déficit en oxygène.

² **oligotrophe** : qui possède une faible teneur en éléments nutritifs assimilables par la végétation (eau ou sol oligotrophe), qui croissent sur des sols désaturés ou dans des eaux très pauvres en éléments minéraux (plantes ou peuplements oligotrophes).

³ **eutrophe** : qui possède une très forte teneur en éléments nutritifs assimilables par la végétation (eau ou sol eutrophe), qui croissent sur des sols ou dans des eaux très riches en éléments minéraux (plantes ou peuplements eutrophes).

⁴ **mésotrophe** : de "mésotrophe", terme modérateur et de "trophie", alimentation ; se dit donc d'un milieu moyennement riche en éléments nutritifs assimilables par la végétation.

⁵ **mésohygrophile** : de "mésotrophe", terme modérateur et "hygrophile", qui nécessite ou supporte un sol engorgé d'eau.

Les prairies **améliorées** méso-eutrophes à eutrophes renferment une majorité d'espèces banales et possèdent une **qualité écologique faible**.

Les prairies **semi-améliorées** renferment des espèces communes, mais aussi des espèces relictuelles des pelouses, feu fréquentes, apportant une source de nectar importante pour les insectes floricoles, notamment les papillons. Ces prairies mésotrophes possèdent une **qualité écologique moyenne à bonne** en fonction de leur diversité.

⑤ Les prairies artificielles et cultures annuelles diverses :

Du fait de l'utilisation régulière de pesticides, notamment d'herbicides, il n'y a pas sur le territoire communal de flore messicole bien caractérisée et présentant un certain intérêt écologique.

Ces milieux, très répandus sur le territoire communal, possèdent une **qualité écologique très faible**.

Les habitats communaux d'intérêt patrimonial situés en dehors de la zone pressentie pour l'extension de l'urbanisation.

Les habitats d'intérêt patrimonial recensés sur le reste du territoire communal, ont déjà été décrits dans les secteurs pressentis pour l'extension de l'urbanisation. Ce sont les forêts spontanées non marquées par une influence trop importante de l'homme (ex. d'anthropisation marquée : taux d'enrésinement important, grandes coupes à blanc...), les haies, bosquets et bandes boisées et les vergers.

① Les forêts spontanées :

On trouve de belles étendues de forêt spontanée au niveau du bois de Chambollet, du lieu-dit « le Cédrier » et du bois du Truchot.

Par endroits, cette hêtraie-chênaie-charmaie a été remplacée par une monoculture de résineux : au lieu-dit « Les Belles Filles », en bordure du bois du Truchot à proximité du stade...

D'autre part, on constate par endroits de vastes coupes à blanc. Cette structure forestière ne permet pas la plus grande diversité faunistique, elle constitue un bouleversement très important pour la faune et la flore.

L'exploitation intensive de la forêt, couplée à d'importants changements climatiques est un processus de développement non durable pour les populations d'oiseaux, d'insectes et de plantes.

② Les haies, bosquets, bandes boisées et vergers :

Les haies sont représentées de façon très inégale sur le territoire communal de Montenois :

- tout le secteur ouest (« Les Champs Couillards », « en Verday », « La Grenouillère », « En Planchet ») constitue un vaste ensemble agricole presque totalement dépourvu de haies ;
- le secteur est, par contre, comporte encore quelques beaux ensembles de haies, bosquets et bandes boisées (« Les hauts d'Armont », « La Ronde Planche », « La Perche », « Sur Le Char de Bœuf » bien qu'elles soient là en régression notable dans la réalité, par rapport au dernier lever de la carte au 1/25 000ème).

Les haies jouent un rôle écologique très important, il est donc impératif de conserver celles qui existent encore, voire laisser se développer les haies arbustives discontinues que l'on peut observer entre certaines parcelles agricoles. Comme pour la forêt, **l'exploitation intensive agricole est un processus de développement non durable pour les populations d'oiseaux, d'insectes et de plantes.**

La diversité végétale et animale se trouverait donc considérablement augmentée s'il existait plus de réseaux de haies au sein des milieux ouverts et à proximité du village. Cela permettrait d'assurer la pérennité d'espèces d'oiseaux peu fréquentes ayant besoin de buissons épineux touffus pour nicher.

D'autres vergers existent aussi en dehors des zones pressenties pour l'extension de l'urbanisation, essentiellement sur le pourtour de l'agglomération. Rappelons que les variétés fruitières d'amateurs sont un patrimoine génétique, culturel et historique qu'il convient absolument de préserver.

Quelques plantes et oiseaux observés sur le territoire communal de Montenois

photos : P. M. GUINCHARD



La chouette chevêche niche dans les cavités des vieux arbres fruitiers, surtout dans les vergers pâturés. ce petit rapace rare se nourrit de petits rongeurs et de gros insectes.



Le rouge-queue à front blanc (en haut la femelle, en bas le mâle) niche dans les vieux vergers comportant des cavités.



La sauge des prés est une espèce caractérisant les pelouses mésophiles. Elle constitue une source de nectar intéressante pour les insectes.



Le torcol fourmilier niche également dans les cavités des vieux arbres fruitiers des vergers. Il se nourrit principalement de nymphes de fourmis, d'où son nom.

III.2.2.2) Diagnostic faunistique

Généralités

La prise en compte de l'ensemble de la biocénose animale étant impossible et superflue dans ce type d'étude, il est nécessaire de choisir un groupe faunistique comme bio-indicateur. Nous avons utilisé le peuplement aviaire. Les oiseaux sont en effet couramment utilisés pour révéler le degré de complexité structurale et la qualité biologique des milieux. Ils constituent un bon modèle qui rend compte à la fois de la structure et de la dynamique d'un écosystème.

Les oiseaux ont fait l'objet d'une prospection systématique sur l'ensemble du territoire communal mis à part au niveau de l'agglomération. Le caractère très artificialisé de cette portion du territoire fait que son peuplement animal n'est pas comparable dans l'optique d'une hiérarchisation de la qualité écologique des différents milieux rencontrés. Au cours de la prospection systématique nous avons relevé les traces et indices des grands mammifères, quelques observations directes de ces animaux. Bien que non exhaustive cette image du peuplement mammalogique donne des indications sur le fonctionnement global des écosystèmes à une échelle plus grande que celle donnée par les oiseaux.

Nous avons prospecté en distinguant les grands types de milieux :

- la zone boisée
- les vergers
- les haies et bosquets
- les prairies
- les zones de cultures

Analyse de la zone d'étude par grands types de milieux

① la zone boisée :

La zone boisée située au lieu-dit « En Pertusot » héberge le cortège classique des oiseaux de forêt de plaine : pic épeiche, rouge-gorge familier, grive draine, grive musicienne, merle noir, mésange charbonnière, mésange bleue, sittelle torchepot... Une vingtaine d'espèces d'oiseaux nichent dans cette zone boisée. C'est le milieu le plus riche des zones situées en périphérie de l'agglomération. Dans la lisière de la forêt niche également le bruant jaune. Le pouillot véloce se cantonne dans les zones les plus denses du taillis sous futaie. La buse et l'épervier d'Europe chassent dans les zones les plus dégagées.

Le renard et le chevreuil sont les principaux mammifères qui fréquentent le secteur.

Ce milieu possède **une qualité écologique moyenne**

② les vergers :

Les vergers présentent un intérêt non négligeable pour la nidification des oiseaux. Bien que créés de toutes pièces par l'homme, ce sont des milieux intéressants pour la faune. Une quinzaine d'espèces peuvent se reproduire dans les vergers situés à la périphérie de l'agglomération. Ce sont des espèces liées aux arbres (pic vert, étourneau sansonnet, verdier, pinson des arbres...). Et plus les arbres fruitiers sont grands, vieux et comportent des cavités, plus ils sont intéressants pour la nidification des oiseaux.

Dans les secteurs de vergers présentant de grands arbres nichent le rougequeue à front blanc et le torcol fourmilier. Ces deux espèces sont protégées en France et figurent sur la liste de l'annexe II de la convention de Berne.

Bien que les prospections de terrain n'aient pas décelé la présence de la chevêche d'Athéna, cette espèce est signalée dans le secteur ouest de la région de Montbéliard. La chevêche d'Athéna est un oiseau spécifique des vieux vergers qui sont pâturés. En effet, elle a à la fois besoin d'arbres creux pour installer son nid et également d'herbe rase pour chasser les rongeurs et les gros insectes. Cet oiseau est protégé en France et figure dans le groupe II des espèces prioritaires de Franche-Comté. Elle bénéficie également de plusieurs statuts de protections internationaux dont celui de la convention de Berne (Annexe II).

Ces milieux possèdent une **qualité écologique moyenne à bonne**.

③ les haies et bosquets :

La zone située au lieu-dit « Sous le Murot » présente un beau réseau de haies et de bosquets séparant des prairies pâturées. Dans les autres secteurs étudiés, il existe également des haies, mais leur réseau est beaucoup moins important.

Les haies séparant les prairies sont intéressantes car elles permettent aux oiseaux de cacher leurs nids, de profiter de l'abondance d'insectes associée aux buissons et aux fleurs de la prairie pendant la période de nidification, et fournissent les baies comestibles en automne et en hiver.

Une quinzaine d'espèces nichent dans les haies situées à l'ouest de la commune (geai des chênes, fauvette à tête noire, bruant jaune, mésange charbonnière, mésange bleue...). Ces passereaux sont la proie de l'épervier d'Europe qui est un rapace spécialisé dans la chasse aux petits oiseaux.

Ces milieux possèdent une **qualité écologique moyenne**.

④ les prairies :

Les prairies dépourvues de haies sont peu attractives pour la nidification des oiseaux, seules quelques espèces comme l'alouette des champs et la bergeronnette grise s'y reproduisent. D'autres espèces fréquentent ces milieux ouverts mais uniquement pour rechercher leur nourriture (corneille noire, pinson des arbres, rougequeue noir...). La buse variable chasse également les rongeurs dans les prairies.

Ces milieux peu diversifiés sont donc de **qualité écologique faible**.

⑤ les zones de culture :

Les cultures sont des milieux bouleversés de façon cyclique par les pratiques culturales (labours, semis, épandages de produits phytosanitaires, récoltes...). De ce fait les oiseaux qui peuvent se reproduire dans les cultures sont peu nombreux. On y trouve comme oiseaux nicheurs l'alouette des champs et la bergeronnette grise. D'autres espèces fréquentent les cultures pour rechercher leur nourriture et ceci principalement en automne et en hiver (corbeau freux, pinson des arbres, pigeon ramier...). La buse variable chasse également dans ces zones découvertes.

Ces milieux sont toujours très peu diversifiés et sont donc de **qualité écologique très faible**.

Milieux potentiellement intéressants pour la faune sur l'ensemble du territoire communal

Les milieux naturels de la commune les plus intéressants en dehors des zones étudiées en périphérie de l'agglomération sont les forêts naturelles, les bosquets et prairies bordées de haies et les vieux vergers.

Les forêts naturelles hébergent une vingtaine d'espèces d'oiseaux nicheurs (pic épeiche, pic vert, grive musicienne, grive draine, merle noir, troglodyte mignon, fauvette à tête noire, rouge-gorge, buse variable...). Les zones traitées en taillis sous futaie sont plus intéressantes que les futaies régulières car la structure verticale de la végétation est plus complexe et permet à un plus grand nombre d'oiseaux de se reproduire.

Les zones qui ont subi récemment une coupe à blanc sont moins intéressantes pour les oiseaux nicheurs pendant plusieurs années. Les espèces arboricoles (pic vert, pic épeiche, sittelle torchepot, geai des chênes...) ne peuvent plus nicher dans ces milieux, elles sont remplacées par les oiseaux liés aux fouillis végétaux (pouillot véloce, accenteur mouchet...) jusqu'à ce que la végétation repousse.

L'intérêt que présente la forêt pour la nidification augmente avec le vieillissement du peuplement ligneux.

Les plantations pures de résineux sont peu intéressantes pour la nidification des oiseaux. Elles couvrent une proportion non négligeable du territoire boisé de la commune. Ces milieux sont dépourvus de végétation arbustive et herbacée, la lumière ne pouvant pas atteindre le sol. Peu d'espèces nichent dans ces milieux (grive musicienne, merle noir, rouge-gorge...).

Parfois, les coupes de régénération voient leur sous-bois passé au gyrobroyeur, probablement afin de faciliter la régénération naturelle (en supprimant une trop forte concurrence pour la lumière exercée par les ronces). Il est impératif de ne pas effectuer les travaux de gyrobroyage en période de nidification des oiseaux, soit entre début avril et mi-juillet, sous peine de détruire les couvées d'espèces pour la plupart protégées (troglodyte mignon, fauvette à tête noire, accenteur mouchet...) !

De façon très générale, l'intensification forestière (coupes à blanc, gyrobroyage des ronces, plantations en tout genre...) est responsable en grande partie du déclin important des populations d'oiseaux forestiers (toutes espèces confondues y compris espèces communes) observées depuis une douzaine d'années (programme STOC). À la suite de cette étude, le muséum d'histoire naturelle vient de tirer un signal d'alarme : en 13 ans, 12 espèces d'oiseaux ont enregistré un déclin de plus de 50 % de leurs populations, parmi lesquelles les pouillots siffleur et fitis, la sittelle torchepot, la mésange nonnette, le pigeon colombin, le bouvreuil pivoine...

L'exploitation intensive de la forêt et des secteurs agricoles, couplés à d'importants changements climatiques est un processus de développement non durable pour les populations d'oiseaux et d'insectes.

III.2.2.3) Hiérarchisation du territoire communal : la carte des qualités écologiques

La réalisation d'une carte des qualités écologiques à partir de l'ensemble des observations effectuées sur le terrain permet de mettre en évidence de façon plus directe et synthétique l'intérêt relatif présenté par les différentes unités rencontrées.

À cet effet, une échelle comprenant 5 classes de qualité écologique est utilisée, ainsi qu'une rubrique "hors-classe" excluant les zones urbanisées, non évaluables selon les mêmes critères.

hors-classe

niveau 1 : qualité écologique très faible

niveau 2 : qualité écologique faible

niveau 3 : qualité écologique moyenne

niveau 4 : bonne qualité écologique

niveau 5 : qualité écologique très bonne à exceptionnelle

La qualité écologique d'un milieu peut s'apprécier en intégrant un certain nombre de critères tels que :

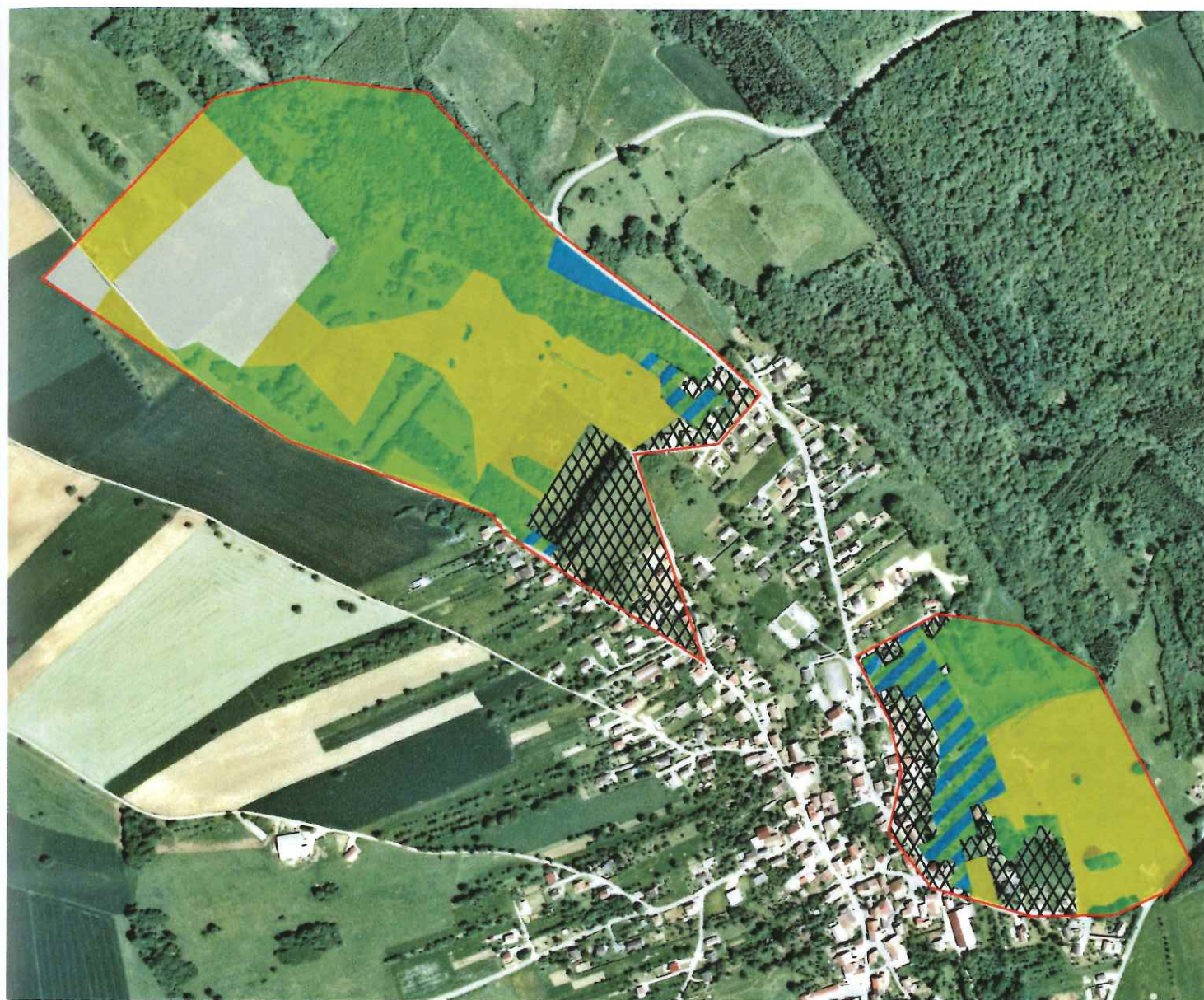
- diversité spécifique (nombre et mode de répartition des espèces)
- diversité écologique
 - verticale (nombre de strates)
 - horizontale (nombre et mode de répartition des peuplements, complexité de mosaïque, effet de lisière, ...)
- qualité biologique d'espèces ou de peuplements (notion de rareté), animaux et végétaux¹
- degré d'artificialisation
- rôle écologique exercé sur le milieu (épuration latérale des sols, retenue des sols, diversification des strates, ...)
- rôle dans le fonctionnement des écosystèmes ou des écosystèmes complexes

Cette carte permet de mettre en évidence les zones de plus grand intérêt et de hiérarchiser les différents milieux entre eux.

¹ **qualité écologique** : Nous parlons bien là de la notion de qualité et non pas de valeur. La qualité écologique d'un milieu naturel correspond à la qualité intrinsèque du milieu liée à la présence d'espèces ou de peuplements remarquables. La notion de valeur quant à elle, intègre la qualité intrinsèque et l'intérêt que le milieu peut présenter pour l'homme, telle que la valeur agronomique, touristique...

Carte des qualités écologiques Commune de Montenois (25) secteur à urbaniser

Michel & Pascale GUINCHARD Etudes En Environnement novembre 2003



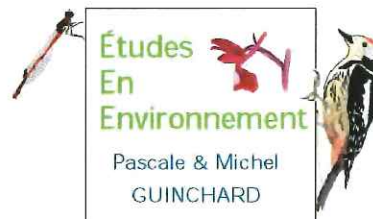
0 0,25 km 0,5 km



- | | |
|--|--|
| | Hors classe : zone urbanisée
(en gris extensions très récentes) |
| | Niveau 1 : qualité écologique très faible |
| | Niveau 2 : qualité écologique faible |
| | Niveau 3 : qualité écologique moyenne |
| | Niveau 4 : bonne qualité écologique |
| | Niveau 5 : qualité écologique très bonne à exceptionnelle |

Carte des qualités écologiques Commune de Montenois (25) secteur à urbaniser

Michel & Pascale GUINCHARD Etudes En Environnement novembre 2003



0 0,25 km 0,5 km



- | | |
|--|--|
| | Hors classe : zone urbanisée
(en gris extensions très récentes) |
| | Niveau 1 : qualité écologique très faible |
| | Niveau 2 : qualité écologique faible |
| | Niveau 3 : qualité écologique moyenne |
| | Niveau 4 : bonne qualité écologique |
| | Niveau 5 : qualité écologique très bonne à exceptionnelle |

Commentaire de la carte des qualités écologiques

hors classe : zones urbanisées = village, fermes ou hangars isolés, ...

niveau 1 : qualité écologique très faible

- cultures annuelles
- prairies artificielles

niveau 2 : qualité écologique faible

- prairies mésophiles eutrophes
- plantations d'épicéas

niveau 3 : qualité écologique moyenne

- hêtraie-chênaie-charmaie neutrophile
- haies mésophiles arbustives ou arborescentes
- prairies mésophiles eutrophes comportant un réseau au moins partiel de haies
- vergers
- bosquets

niveau 4 : bonne qualité écologique

- beaux amas de vieux vergers comportant des arbres creux
- pelouse mésophile

niveau 5 : qualité écologique très bonne à exceptionnelle

- absent du territoire communal

III.2.2.4) Statuts réglementaires des milieux naturels

Il n'y a pas de Zones Naturelles d'Intérêt Écologique Faunistique et Floristiques (Z.N.I.E.F.F.) sur le territoire communal de Montenois.

III.2.2.5) Recommandations

☐ Dans le cadre du P.L.U.

- * Mettre en ND les massifs forestiers de quelque importance qui ne sont pas trop anthropisés (hêtraies-chênaies-charmaies).
- * Préserver les lisières forestières.
- * Préserver les haies, bosquets et bandes boisées en zone agricole par l'application de l'article L 442.2 du Code de l'Urbanisme (Loi Paysage n° 93-24 du 8 Janvier 1993). En zone NC et ND, tous travaux ayant pour effet de détruire un élément du paysage identifié dans le plan d'occupation des sols et non soumis au régime d'autorisation doivent faire l'objet d'une autorisation préalable au titre des installations et travaux divers.

- * Préserver les vergers au titre de l'article L 123.1.7 du code de l'urbanisme. *Cette mesure de protection est destinée à garantir le maintien des éléments de paysages remarquables repérés sur les documents graphiques : secteurs ou éléments naturels à protéger pour des motifs d'ordre esthétique, historique ou écologique. Tous travaux ayant pour effet de détruire un élément de paysage remarquable doivent faire l'objet d'une autorisation préalable au titre des installations et travaux divers.*

Il est tout à fait possible de préserver les arbres en adaptant le parcellaire du lotissement ; en dernier recours, il importe d'identifier les variétés qui vont s'éteindre en faisant appel aux associations locales de sauvegarde (Croqueurs de Pommes) et planter et greffer les variétés méritantes dans un espace privé ou collectif (mais si cette mesure de dernier recours limite les risques d'érosion génétique, elle ne permet pas la sauvegarde de la faune associée aux vieux vergers).

Ne pas détruire tous les arbres creux, car ils sont nécessaires à la survie d'un certain nombre d'espèces d'oiseaux menacées figurant sur la liste rouge régionale, parmi lesquelles la chouette chevêche ou chevêche

d'Athéna, le pic-vert, le rouge-queue à front blanc, le torcol fourmilier... Entretenir les vieux arbres pouvant abriter ces espèces, au moyen d'une taille adaptée (taille d'élagage modérée destinée à ôter tout bois mort sans cavités et à faire disparaître le gui).

Signalons à ce propos que contrairement à ce que beaucoup de gens croient, l'obligation qui est faite par la loi de détruire le parasite végétal que constitue le gui, n'est pas tombée en désuétude. L'arrêté du 31 juillet 2000 (paru au J.O n° 201 du 31 août 2000) établit la liste des organismes nuisibles aux végétaux soumis à des mesures de lutte obligatoire (NOR : AGRG0001599A) et le gui y figure, au même titre que le chardon des champs. Mais il importe absolument que cette obligation ne soit pas une cause supplémentaire de destruction de vergers aujourd'hui menacés.

En dernier recours, lors de l'abattage des arbres morts dans les vieux vergers, la pose de nichoirs serait hautement souhaitable pour maintenir la diversité des oiseaux.

- * Préserver la parcelle de groupement de pelouse identifiée sur la carte d'occupation du sol.

☐ En marge des compétences du P.L.U.

- * *Gestion du patrimoine forestier*

Proposer au gestionnaire forestier des pratiques respectueuses de la faune et de la flore :

- d'éviter la monoculture de résineux, préjudiciable à l'équilibre naturel de la forêt.
- de conserver un mélange des essences spontanées dans les plantations forestières.
- de conserver une structure forestière permettant la plus grande diversité faunistique, notamment d'éviter les vastes coupes à blanc.

- * *Cas particulier des haies*

La diversité végétale et animale se trouverait considérablement augmentée s'il existait plus de réseaux de haies au sein des milieux ouverts et à proximité du village. Cela permettrait d'assurer la pérennité d'espèces d'oiseaux peu fréquentes ayant besoin de buissons épineux touffus pour nicher.

De plus, une étude destinée à estimer les variations quantitatives des effectifs des populations de 89 espèces d'oiseaux communs (programme STOC), vient d'être publiée, pour la période de 1889 à 2001. À la suite de cette étude, le muséum d'histoire naturelle vient de tirer un signal d'alarme : en 13 ans, 12 espèces d'oiseaux ont enregistré un déclin de plus de 50 % de leurs populations, au premier rang desquelles se trouve l'hirondelle de fenêtre avec une chute de plus de 80 % ! Parmi les autres espèces concernées, citons : le bruant des roseaux, la pie bavarde, la linotte mélodieuse, le pouillot siffleur, le pouillot fitis, la sittelle torchepot, le pipit farlouse, le pouillot de Bonelli, le tarier des prés, la mésange nonnette, le pigeon colombin, la perdrix grise, le bouvreuil pivoine... Des tendances similaires sont observées aux Pays bas et au Royaume-Uni, ce qui suggère des causes communes de déclin : intensification de l'exploitation du milieu (agricole et forestier), c'est-à-dire une exploitation non durable pour les populations d'oiseaux, et les changements climatiques (climat plus chaotique, notamment en période de reproduction).

Aussi serait-il souhaitable d'inciter les particuliers à la plantation de haies naturelles propice au développement de nombreuses espèces d'insectes et d'oiseaux. Il est possible aussi dans le cas d'une mise en place d'un lotissement, de réserver des bandes de terrain le long des chemins, par exemple, qui seraient destinées à la plantation de haies collectives et entretenues par la commune.

"Le choix d'espèces indigènes est primordial pour maintenir un équilibre dont dépend la sauvegarde de la faune locale. Toutes les chaînes alimentaires sont en effet basées sur la nourriture végétale. Si certains animaux possèdent une amplitude alimentaire assez large, d'autres sont au contraire étroitement liés à un végétal déterminé. C'est le cas par exemple d'un papillon de jour (le petit sylvain) qui ne vit que sur deux espèces de chèvrefeuille. Si le monde animal est étroitement lié au monde végétal, la réciproque n'est pas moins vraie puisque un grand nombre de végétaux ne pourraient se multiplier s'ils n'étaient pollinisés par les animaux. Ainsi notre environnement naturel repose sur une interdépendance très étroite entre monde végétal et monde animal ; interdépendance concrétisée par les innombrables relations réciproques relatives aux fonctions d'alimentation ou

de reproduction. L'implantation d'espèces exotiques rompt bien évidemment cet équilibre puisque ces dernières ne constitueront pas (ou pour peu d'espèces seulement) le premier maillon nécessaire à toute vie animale." ¹

Il importe aussi de laisser se développer une strate arbustive sous les grands arbres des haies, de façon à augmenter considérablement leur diversité et leur capacité d'accueil pour la faune. De plus, les haies ne jouent pleinement leur rôle écologique que lorsqu'elles forment des réseaux à mailles fermées.

Pour les haies taillées, il est impératif de ne pas effectuer les travaux de taille en période de nidification des oiseaux, soit entre début avril et mi-juillet, sous peine de détruire les couvées d'espèces pour la plupart protégées !

L'annexe n°2 propose une liste d'espèces spontanées à utiliser en cas d'installation de haies naturelles. À voir également, le manuel "planter des haies", de D. SOLTNER, dans la collection "sciences et techniques agricoles".

Quelques exemples :

espèce : nom français	nom latin	nombre d'espèces d'insectes associées
bouleaux	<i>Betula pendula</i> & <i>B. pubescens</i>	229
aubépine	<i>Crataegus monogyna</i>	149
aulne glutineux	<i>Alnus glutinosa</i>	90
peuplier tremble	<i>Populus tremula</i>	> 90
sorbier des oiseleurs	<i>Sorbus aucuparia</i>	28
pommier sauvage	<i>Malus sylvestris</i>	> 90
chênes	<i>Quercus robur</i> & <i>Q. petraea</i>	248
hêtre	<i>Fagus sylvatica</i>	64
frêne	<i>Fraxinus excelsior</i>	41
saule blanc	<i>Salix alba</i>	> 200
tilleuls	<i>Tilia cordata</i> & <i>T. platyphyllos</i>	31
charme	<i>Carpinus betulus</i>	28

* Gestion du patrimoine fruitier

Il serait intéressant que la commune encourage les propriétaires d'arbres fruitiers à continuer de les entretenir. Pour cela, un bon moyen, déjà mis en place avec succès par des communes ou associations du Doubs, est de mettre à disposition des particuliers un atelier pour presser les fruits et stériliser le jus ainsi obtenu. Ces ateliers permettent aux gens qui le désirent d'utiliser de grandes quantités de fruits pour en faire du jus et de valoriser ainsi la production de leur verger.

L'urbanisation est en partie responsable de la disparition des vergers. Elle se fait de préférence autour des villages, à bonne exposition, là où sont installés, le plus souvent, les vergers. La construction de routes en fait disparaître d'autres et souvent sans savoir quelles sont les variétés concernées. L'idéal serait de préserver au maximum les arbres fruitiers en mettant en place les parcellaires, d'identifier les variétés qui vont s'éteindre en faisant appel aux associations locales de sauvegarde des variétés fruitières anciennes (Croqueurs de Pommes par exemple) et de planter et greffer les variétés méritantes dans un espace collectif.

Lors de l'abattage des arbres morts dans les vieux vergers, la pose de nichoirs serait souhaitable pour maintenir la diversité des oiseaux qui nichent dans les trous des vieux arbres. Notons au passage que ces oiseaux participent activement à débarrasser les arbres de leurs parasites (carpocapse, chenilles défoliatrices).

¹ voir "M.J. Trivaudey, 1990 - prise en compte de l'article 13 dans les P.O.S. : espaces libres et plantations." C.P.R.E. ; D.R.A.E. (D.I.R.E.N.) de Franche-Comté.

Lorsque l'on veut effectuer des plantations ornementales pour intégrer les constructions dans leur environnement, de penser à la possibilité de replanter des arbres fruitiers ! Le mieux est de faire appel à des personnes sachant encore greffer et capables de multiplier les variétés locales rustiques. Celles-ci sont résistantes aux maladies et demandent beaucoup moins de soins que les variétés de grande culture qui ne présentent d'ailleurs aucun intérêt d'un point de vue de la conservation du patrimoine génétique. Et cela d'autant plus que les arbres fruitiers possèdent un attrait paysager évident et améliorent le cadre de vie en lui offrant le petit côté champêtre que peu d'autres plantes ornementales savent lui donner.

- Ne détruisez pas tous les vieux arbres creux !

Les vergers offrent une structure de milieu intéressante pour de nombreuses espèces animales. Les arbres creux permettent à un certain nombre d'oiseaux cavernicoles de nicher et offrent un refuge diurne à certaines espèces de chauve-souris. La plupart de ces animaux font partie de la faune auxiliaire, en consommant des insectes indésirables, comme le carpocapse (ver de la pomme) ou les chenilles défoliatrices. Certains oiseaux rares à forte valeur patrimoniale élisent d'ailleurs volontiers domicile dans les vieux vergers, comme la chouette chevêche, la huppe fasciée, le gobe-mouche gris, le pic vert...

Pour permettre à toute cette faune de s'installer, il importe de laisser quelques vieux arbres creux, et ceci surtout lorsque les arbres de remplacement sont encore très jeunes et ne peuvent pas supporter le poids de gros niochirs !

On peut en effet poser des niochirs adaptés aux différentes espèces cavernicoles (taille, forme et dimension du trou d'entrée différent selon les oiseaux que l'on souhaite favoriser). On trouvera différents modèles à fabriquer dans le livre suivant : Bertrand B. & Th. Laversin, 1999 - Niochirs et Cie. Éd. Terre Vivante. 240 p. Les niochirs sont également disponibles dans le commerce. La meilleure saison pour les installer est l'automne, les oiseaux ayant ainsi tout le loisir de s'habituer à leur présence. On veillera à les orienter au Sud-Est. Ils devront être nettoyés en automne ou en hiver, afin de les débarrasser d'éventuels parasites et des matériaux de construction des nids précédents.

Les animaux non cavernicoles peuvent aussi être favorisés en plantant quelques massifs de buissons (fauvettes, pouillots, ...), en entassant des fagots de bois ou des tas de pierres (hermine), ... Pensez à sauvegarder les haies naturelles situées à proximité des vergers car elles jouent également un grand rôle dans leur protection : protection contre le vent, mais elles offrent également le gîte et le couvert à de nombreux insectes auxiliaires ainsi qu'aux oiseaux insectivores.

- Quelques adresses :

L'Association des croqueurs de pommes : <http://www.croqueurs-de-pommes.asso.fr/>
Maison des associations, B.P. 702 à 90020 Belfort Cedex.

Une section **FRANCHE-COMTE NORD**, personne à contacter :
Edmond RODARY - 22 rue du Côteau à 70400 ERREVET

* *Gestion des pelouses et prairies maigres*

Afin de préserver tout l'intérêt écologique des secteurs de pelouses, il serait hautement souhaitable de limiter la dynamique naturelle (évolution vers la forêt) en continuant d'effectuer une fauche annuelle si possible tardive. Il importe également d'éviter les apports d'engrais, ceux-ci amèneraient inmanquablement le remplacement progressif des espèces intéressantes de la pelouse par des espèces prairiales tout à fait banales.

De plus, ces prairies maigres sont les seules à fournir encore du nectar en été pour les insectes floricoles et notamment les papillons. Ce type de milieu joue un rôle non négligeable dans la sauvegarde des espèces d'insectes.

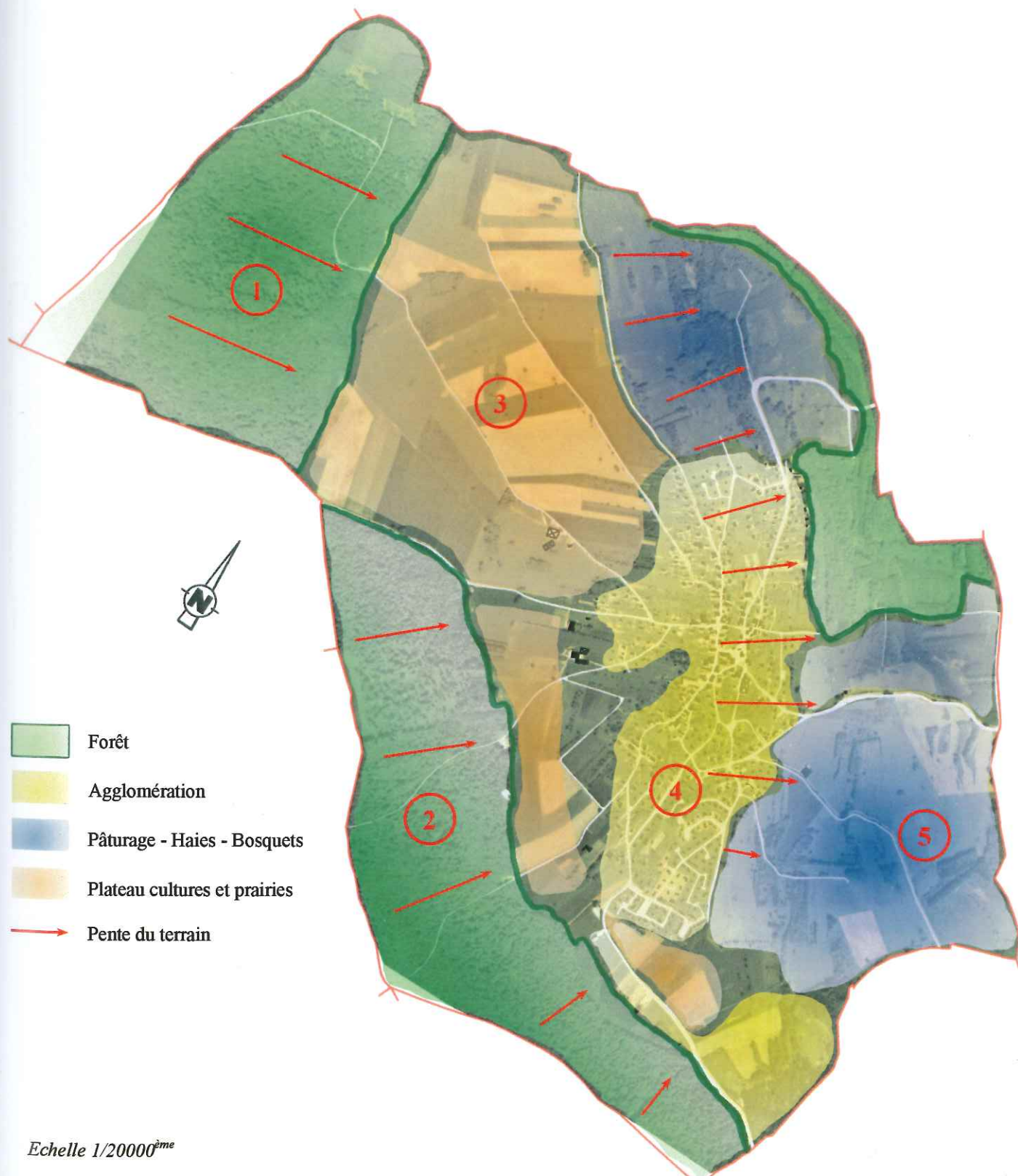
N.B.: Si ces prairies ne sont pas très rentables du point de vue de la quantité de matière sèche produite, elles offrent par contre un fourrage ou herbage de première qualité quant à sa composition en sels minéraux, vitamines et oligoéléments.

III.3) Paysage et patrimoine :

Le territoire communal se décompose de la façon suivante :

- 2 massifs forestiers ① et ② sur terrains en pente à l'Ouest, Sud-ouest,
- au pied desquels s'étend un plateau de cultures et prairies, ③
- jusqu'au village ④ implanté à cheval sur le dit plateau et un coteau orienté vers l'Est,
- qui domine un site marqué de combes accueillant des pâturages ⑤ découpés par des haies, bosquets et forêts.

Paysage du territoire communal





La position du village permet de dégager des **vues intéressantes** :

- sur les **massifs forestiers** à l'Ouest,
- et sur un **paysage lointain** à l'Est.



Vues sur un paysage lointain

Le centre ancien s'est développé essentiellement le long des routes départementales, sur le rebord du plateau. On y trouve :

- les anciennes fermes aux volumes importants,
- l'église au clocher-porche comtois de 1783, une des seules du secteur avec Arcey ; le protestantisme dominant longtemps dans la région,
- le presbytère de la fin du XIX^{ème} siècle,
- les calvaires des XVI et XVIII^{ème} siècles,
- l'oratoire voute de Lougres,
- les puits, fontaines, fontaines lavoirs du XIX^{ème} siècle,
- ...

reflet de son histoire. On y retrouve encore les nombreux vergers en fond de parcelles à l'arrière du bâti ancien, marquant la transition avec les espaces agricoles.



Puis la forte urbanisation de ces dernières décennies est venue s'implanter sous forme pavillonnaire, selon une demi-couronne, du Nord au Sud en passant par l'Est sur les coteaux, autour du centre.



Le village



Echelle 1/10000^{ème}

III.4) Les activités agricoles :

Actuellement, cinq exploitations agricoles sont dénombrées sur la commune. Une seule est encore implantée dans le village. Un couloir non urbanisé lui permet un accès aisé aux pâturages au Sud-est de la commune. Les quatre autres exploitations sont localisées sur le pourtour du bourg à l'Ouest, sur le plateau de prairies et cultures céréalières.

Quelques chiffres¹ :

Superficie totale	803 ha
Superficie agricole utilisée communale ⁽²⁾	321 ha
Superficie agricole utilisée des exploitations ⁽³⁾	417 ha
Terres labourables	285 ha
Dont céréales	109 ha
Superficie fourragère principale ⁽⁴⁾	277 ha
Dont superficie toujours en herbe	132 ha
Dont maïs fourrage et ensilage	21 ha
Blé tendre	58 ha
Orge et escourgeon	18 ha
Maïs grain et maïs semence	22 ha

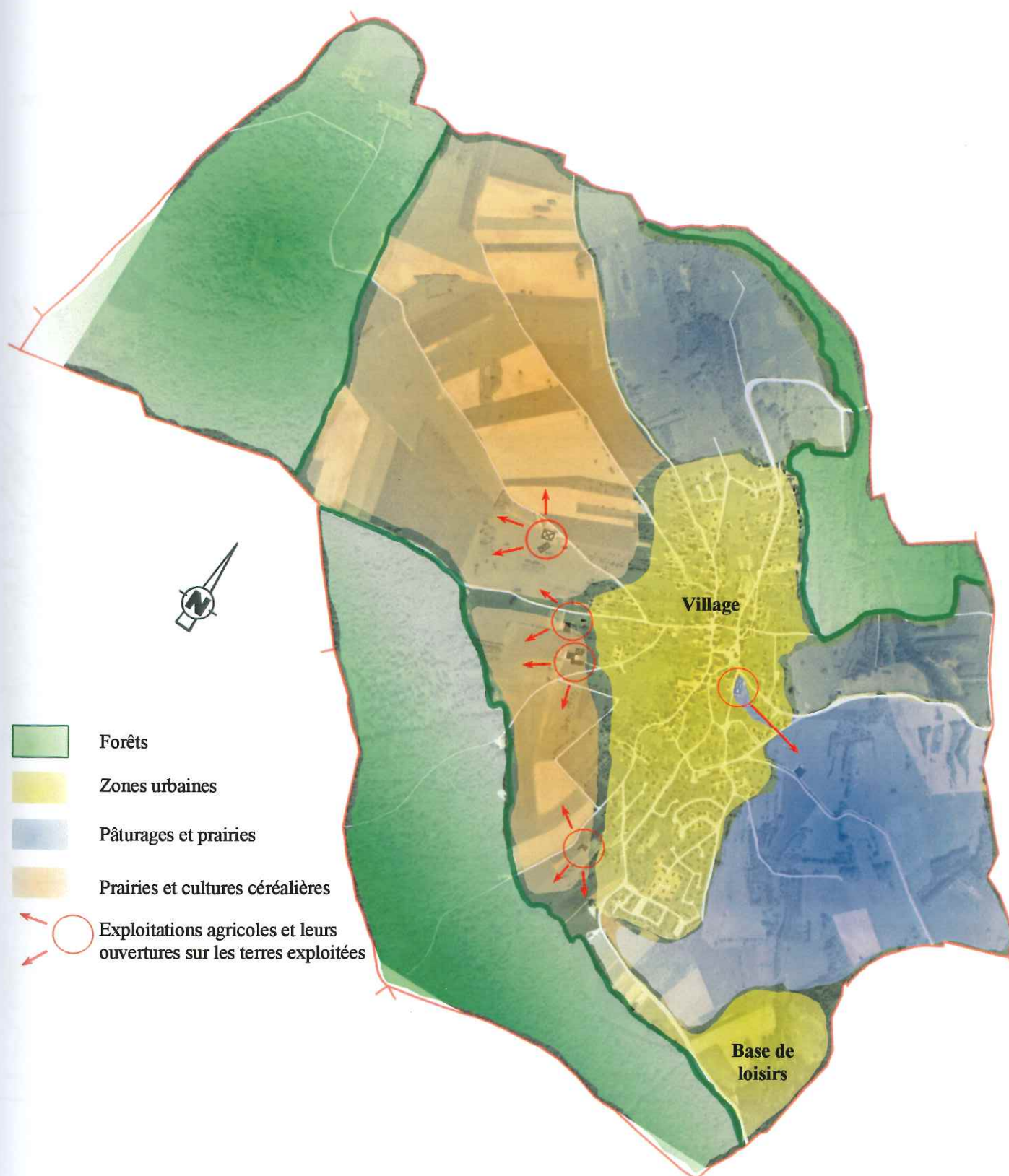
(2) Les superficies renseignées ici sont celles qui sont localisées sur la commune.

(3) Les superficies renseignées ici sont celles des exploitations ayant leur siège sur la commune quelle que soit la localisation des parcelles. Elles ne peuvent être comparées à la superficie totale de la commune.

(4) Somme des fourrages et des superficies toujours en herbe.

¹ Données fournies par la Chambre d'Agriculture (recensement agricole de 2000)

L'agriculture à Montenois

Echelle 1/20000^{ème}

III.5) Les risques naturels et technologiques :

III.5.1) Risques d'inondation :

Aucun Plan de Prévention des Risques ne couvre la commune, et aucune zone submersible n'est répertoriée sur Montenois.

III.5.2) Risques géologiques :

*Extrait de l'Atlas départementale des risques « Mouvements de terrains »,
élaboré par la Direction départementale de l'Équipement du Doubs en janvier 2001*



Montenois est incluse dans une zone de sismicité 1a au zonage défini par le décret 91-461 du 14 mai 1991. Une réglementation en matière de construction parasismique s'applique selon l'arrêté interministériel du 29 mai 1997.

III.5.3) Risques technologiques :

Non répertoriés

IV) Les choix pour établir le P.A.D.D. :

- Ouvrir des zones à l'urbanisation pour permettre la construction de **7 à 8 logements par an**. Ce rythme de construction correspond à la moyenne entre 1968 et 1999. Il a permis la croissance démographique relatée au paragraphe I.1) *Evolution de la population*, page 6. Compte tenu du vieillissement de la population, cette croissance permet d'assurer le renouvellement des classes d'âges.
- Un développement du village dans un avenir proche, puis à plus long terme, avec l'aménagement du secteur « Au Saucenet ».
Secteur choisi en raison :
 - de la qualité du cadre de vie tout en préservant les vues sur le paysage lointain,
 - de la faible qualité écologique,
 - du faible intérêt agricole des terres,
 - de l'organisation des réseaux de communication,
 - et des viabilités.
- Offrir aux jeunes adultes la possibilité de rester au village par la construction de logements locatifs :
 - pour faire face à une demande et un besoin exprimé (nombreuses demandes en Mairie),
 - pour renforcer la classe d'âge 20-29 ans actuellement déficitaire.
- Favoriser l'accueil de personnes âgées dans un contexte de vieillissement de la population, par l'augmentation de l'espérance de vie.
- Densifier et inciter à la réalisation d'autre chose que le « tout pavillonnaire », en vue de l'économie de l'espace ; espace fortement consommé lors de la réalisation de maisons individuelles sous forme de pavillons.
- Développer les services et équipements publics, pour offrir une qualité de vie aux habitants de Montenois et poursuivre l'attractivité du village.
- Permettre le développement et l'accueil des artisans, commerçants, et en particulier les services de proximité, et développer une zone de loisirs et touristique dans le prolongement des activités existantes de Swingolf, Accrobranche, gîte, restaurant ..., pour assurer le dynamisme de la commune, les sources de revenus communaux, et réduire les déplacements.
- Préserver l'agriculture qui entretient et façonne le paysage d'une commune qui veut rester rurale, et fait partie de l'économie locale.
- Préserver le patrimoine et les espaces naturels : le patrimoine est l'identité du village, reflet d'une histoire et des modes de vie d'autrefois. La préservation des espaces naturels s'inscrit dans une démarche écologique. Et la préservation des vergers s'opère autant au titre de la préservation du patrimoine que des espaces naturels.

V) Motifs de la délimitation des zones et des règles qui y sont applicables :

V.1) La zone U centre :

La zone U centre représente le maillage le plus dense du tissu urbain. Elle correspond au bâti ancien qui peut représenter une certaine qualité architecturale et d'ordonnement. Elle a principalement une vocation d'habitat où sont admises les constructions destinées aux bureaux, au commerce, à l'artisanat, accueillant une activité compatible avec l'habitat, et favorisant ainsi la mixité de l'occupation du sol.

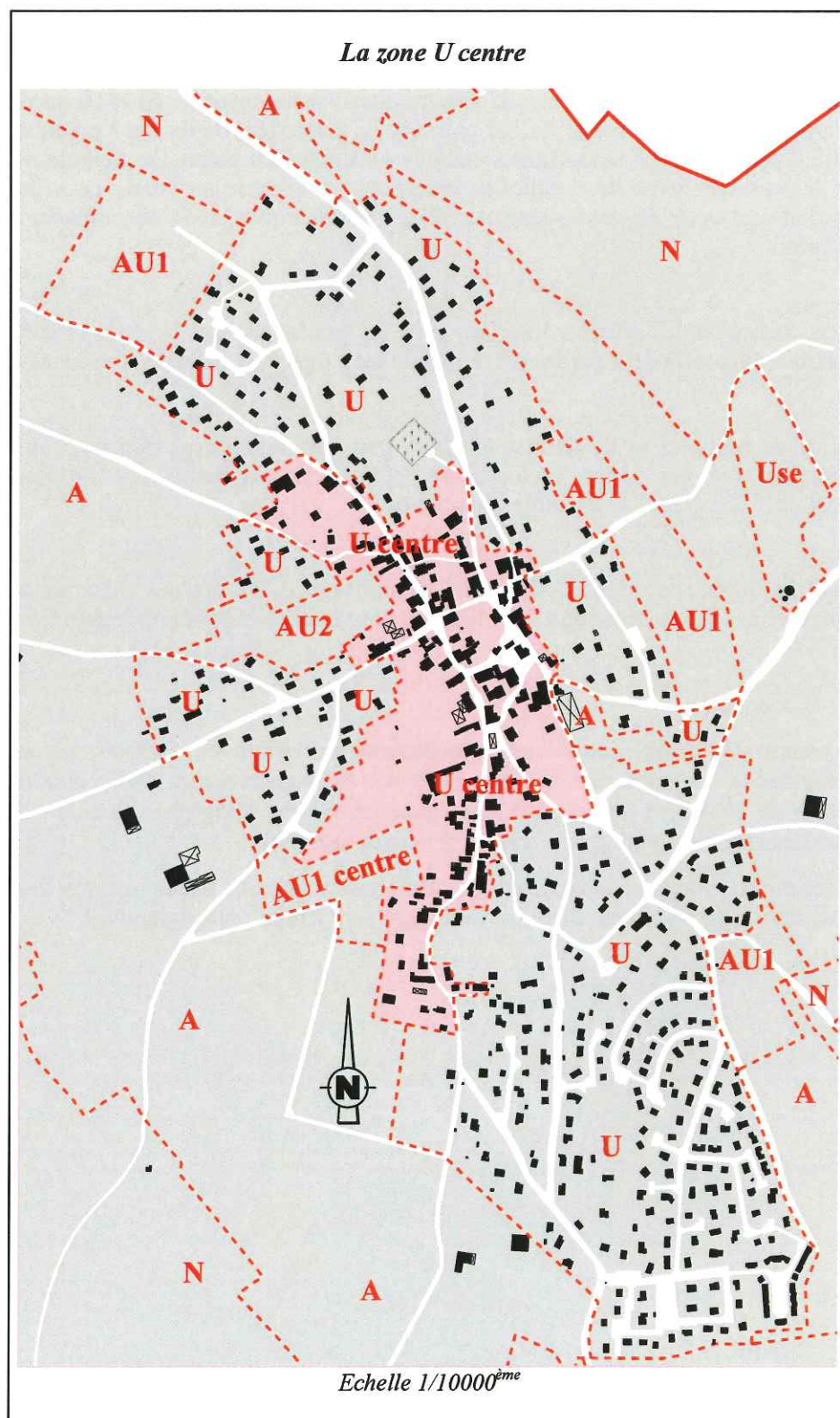
Cette zone s'étend vers l'Ouest, à l'arrière du bâti, pour accueillir un projet mené par la commune dans un contexte de restructuration du centre du village autour de la halle de marché et des commerces. Le projet devrait voir la réalisation de constructions aux volumes importants comparables aux bâtisses anciennes du centre, notamment pour une offre en logements locatifs, pour l'accueil de personnes âgées et la création d'équipements et services publics.

Les règles de prospects et de hauteurs applicables à cette zone sont incitatives à la réalisation de construction aux volumes importants, par opposition à la création de pavillons en milieu de parcelle, préjudiciable à la qualité du milieu environnant.

La réglementation de l'aspect extérieur à l'article 11 a pour objectif de conserver les aspects architecturaux des bâtiments traditionnels en tant qu'identité de la région.

Les restrictions concernant les clôtures et haies s'imposent pour maintenir un paysage aéré bien que dans un tissu urbain dense, et préserver les vues intéressantes sur les sites environnants.

Quant aux obligations en matière de réalisation d'aires de stationnement, elles résultent du constat de l'augmentation du nombre de véhicules détenus par foyer.



V.2) La zone U :

La zone U couvre l'ensemble des terrains situés en périphérie du bâti ancien autour duquel s'est organisé le développement du village, essentiellement sous forme pavillonnaire. Elle a principalement une vocation d'habitat, où sont admises les constructions destinées aux bureaux, au commerce, à l'artisanat, accueillant une activité compatible avec l'habitat, et favorisant ainsi la mixité de l'occupation du sol.

Les espaces viabilisés encore vierge de constructions (notamment en ① et ② au plan ci-contre), classés en zone U, s'inscrivent dans la continuité du bâti existant. Ils permettent de fermer l'urbanisation autour des voies existantes et ainsi d'optimiser les équipements publics existants. Toutefois, la délimitation du secteur ② est conditionnée par le fractionnement de l'exploitation agricole, implantée au centre du village. En effet, celle-ci emprunte un couloir préservé en zone agricole pour communiquer avec les espaces extérieurs (pour les déplacements du bétail, ...)

En ce qui concerne les terrains localisés sous le numéro ③ sur la carte ci-contre, la limitation des possibilités à construire en profondeur par rapport à la voie est exigée en raison de problèmes de viabilités.

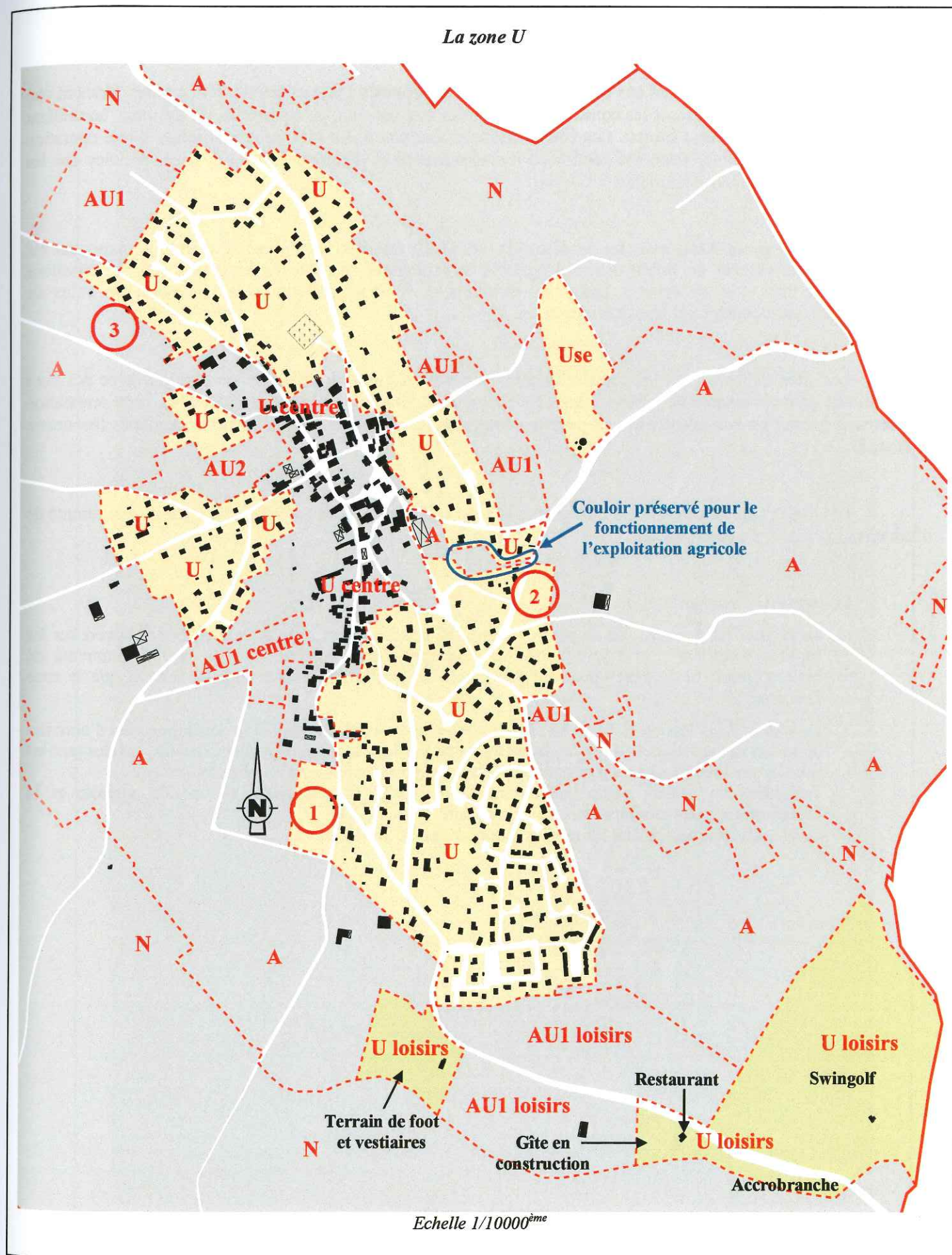
Les règles de prospect et de hauteur quelque peu plus restrictives que pour la zone U centre, pour conserver le caractère aéré des zones pavillonnaire, permettent néanmoins une certaine densification, avec notamment la possibilité de construire en limite séparative.

Toutefois, la longueur des façades en limite séparative et la hauteur des constructions dans une bande de trois mètres par rapport à la limite séparative sont limitées pour éviter l'obstruction importante des vues mutuelles.

La zone U comprend :

- un secteur U loisirs, accueillant actuellement un terrain de football, un swingolf, une activité accrobranche, un restaurant, un gîte (en cours de construction). Les règles de prospects ont pour objectif de conserver un paysage aéré en périphérie du village, et d'assurer la sécurité (reculs plus importants imposés par rapport à la route départementale),
- un secteur Use réservé exclusivement aux constructions et infrastructures liées au fonctionnement d'une station de traitement des eaux usées, qui sera réalisée prochainement.

La zone U



V.3) La zone AU 1 :

La zone AU 1 correspond aux secteurs non construits, destinés à être urbanisés. Elle a principalement une vocation d'habitat où sont admises les constructions destinées aux bureaux, au commerce, à l'artisanat, accueillant une activité compatible avec l'habitat. Les constructions y sont autorisées lors de la réalisation d'une opération d'aménagement d'ensemble, selon les conditions d'aménagement et d'équipement de la zone, définies par les orientations d'aménagement sectorielles.

Les trois zones AU1, sous les numéros ①, ② et ③ inscrites au plan sur la carte ci-contre, ont été choisies dans des espaces au faible potentiel agricole et écologique, dans le prolongement des urbanisations récentes et ouvertes sur les espaces agricoles, forestiers, Elles permettront la réalisation de voies de communication par bouclage sur les voies existantes.

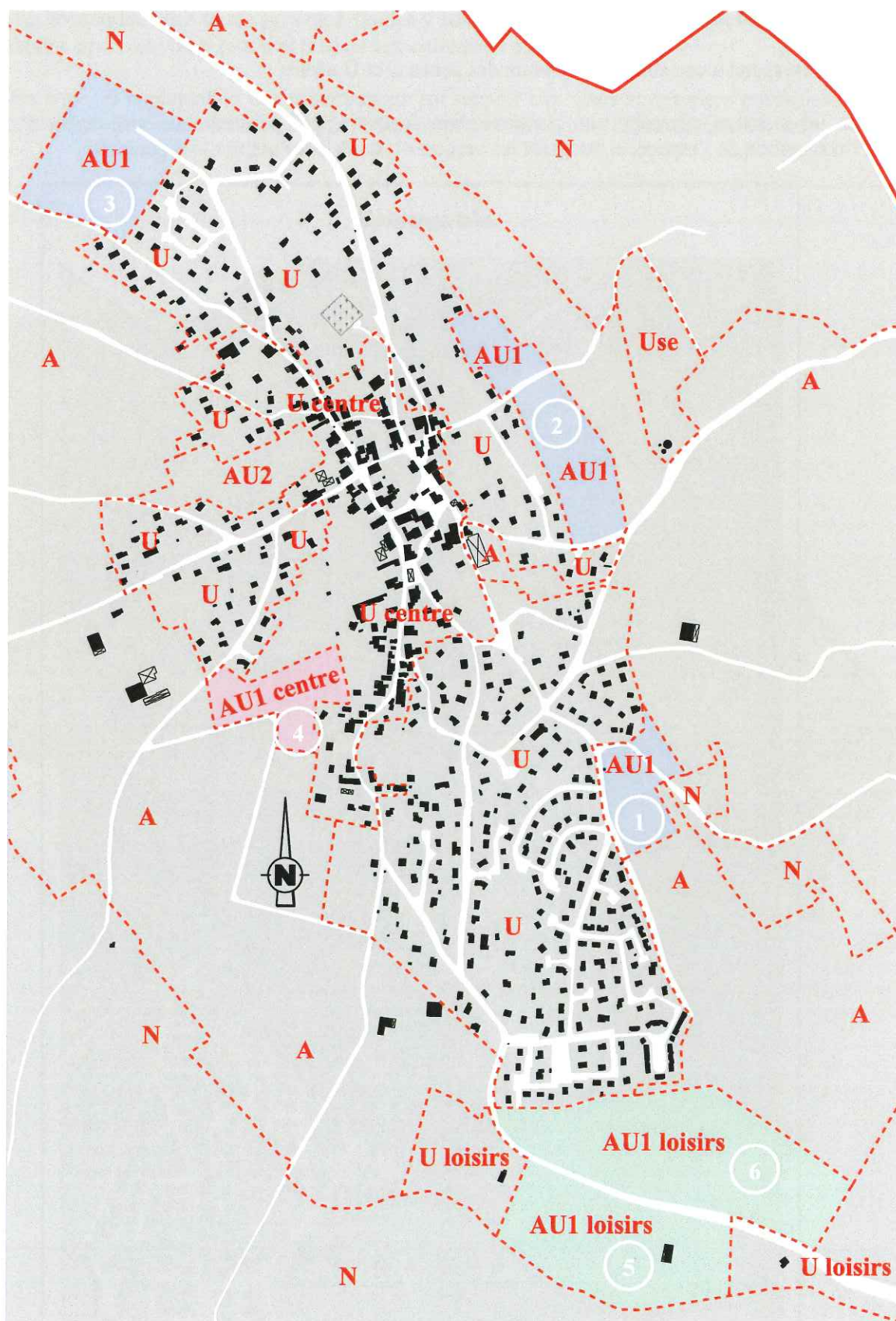
Les sites implantés sur les coteaux orientés vers l'Est offrent un cadre de vie agréable avec des vues intéressantes qu'il conviendra de préserver dans l'élaboration du projet d'aménagement. De plus, cette orientation des terrains permet un bon ensoleillement pour la conception de constructions aux vertus écologiques (économie d'énergie...)

Les règles applicables sont les mêmes que la zone U auxquelles elles se rapportent, par une continuité de l'urbanisation autour du centre ancien.

La zone AU 1 comporte :

- un secteur AU1 centre, ④ au plan ci-contre, en contact direct avec le centre ancien, ouvert sur les espaces forestiers ..., et qui pourra se développer dans la continuité du projet communal de restructuration et de développement du centre. Les règles applicables sont les mêmes que la zone U centre,
- un secteur AU1 loisirs, ⑥ et ⑤ au plan ci-contre, permettant l'accueil et le développement d'activités de loisirs et touristiques. Il permet la liaison entre les deux secteurs U loisirs existants, sur des terrains (en ⑤) aux intérêts agricoles et naturels faibles, et dont certains sont à l'abandon.
Les idées de projets s'orientent essentiellement vers la découverte du monde agricole et la transformation des produits issus de l'agriculture.
Les règles applicables sont les mêmes que le secteur U loisirs.

La zone AU1



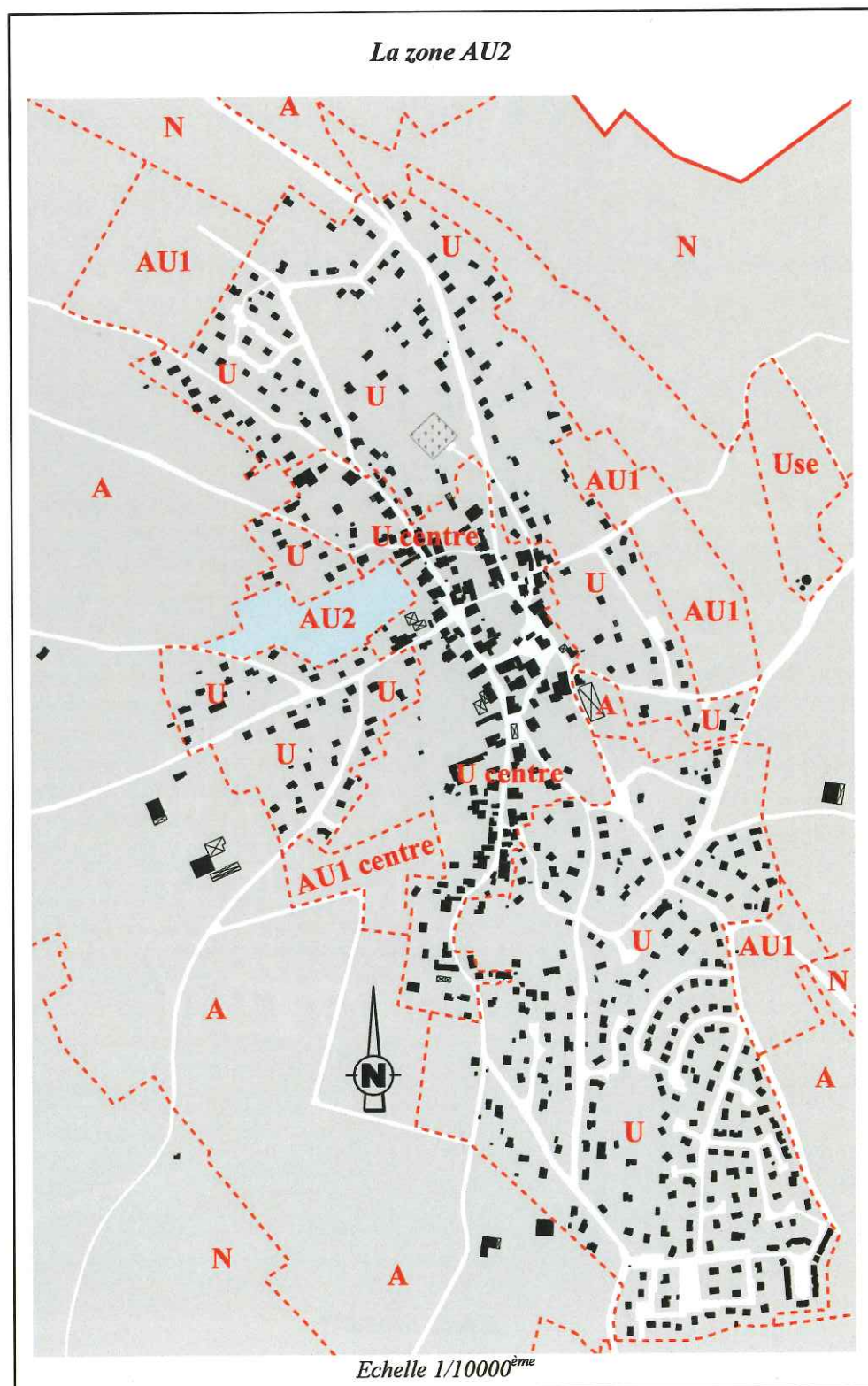
Echelle 1/10000^{ème}

V.4) La zone AU 2 :

La zone AU 2 couvre un espace non équipé, destiné à une urbanisation future, organisée après modification ou révision du Plan Local d'Urbanisme.

Elle correspond à une zone insérée entre des zones U et U centre.

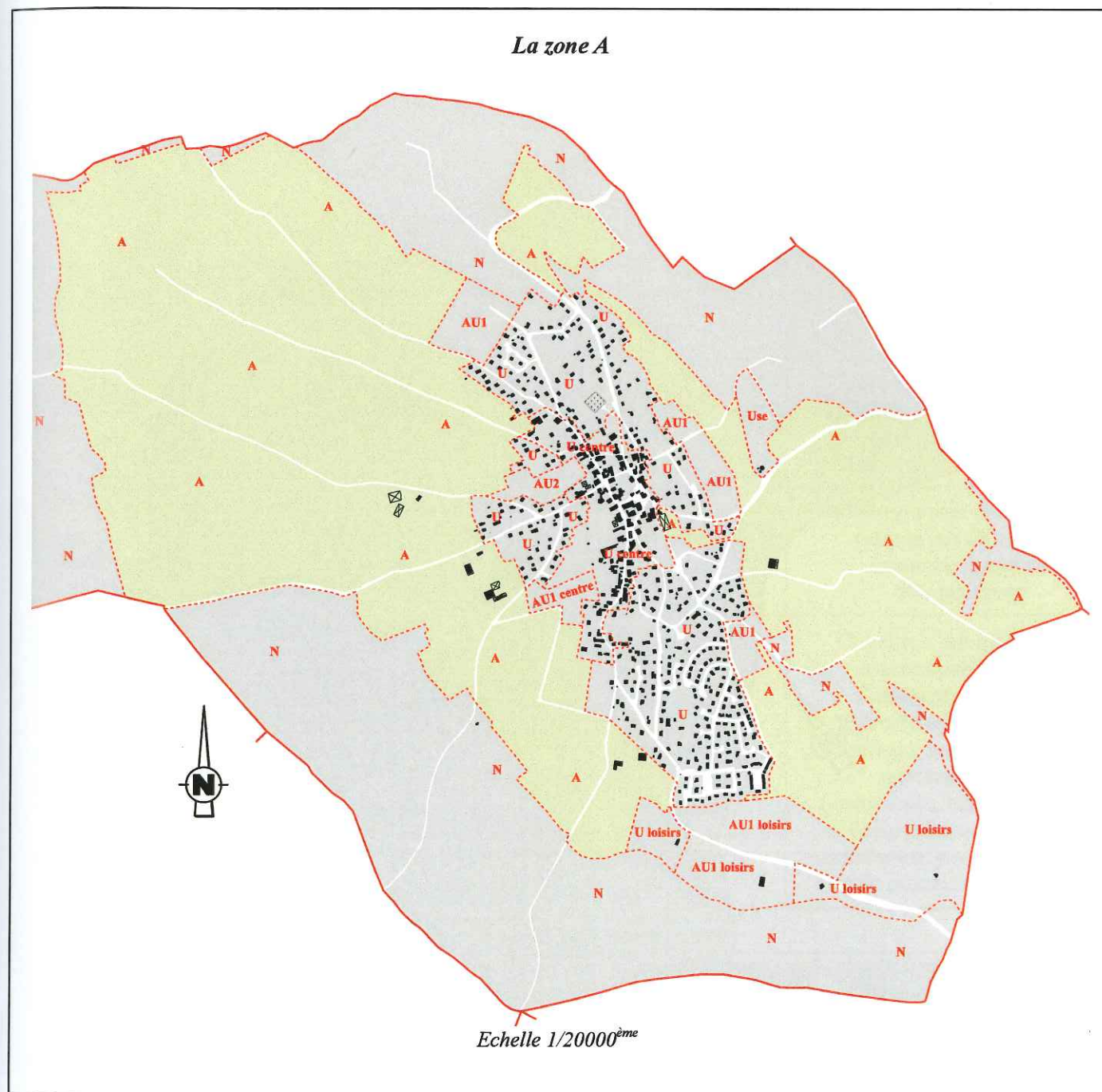
Son urbanisation nécessite une réorganisation foncière pour permettre un aménagement cohérent et optimisant l'occupation de l'espace, et intégrant les vergers existants pour assurer leur pérennité.



V.5) La zone A :

La zone A s'applique aux terrains équipés ou non, à protéger en raison du potentiel agronomique, biologique ou économique des terres agricoles. Seules y sont admises les constructions et installations nécessaires aux exploitations agricoles. On y retrouve les prairies, cultures et pâturages.

Des règles d'implantation des constructions par rapport aux voies et emprises publiques sont imposées pour des commodités de fonctionnement de l'exploitation et pour la sécurité des usagers des voies.

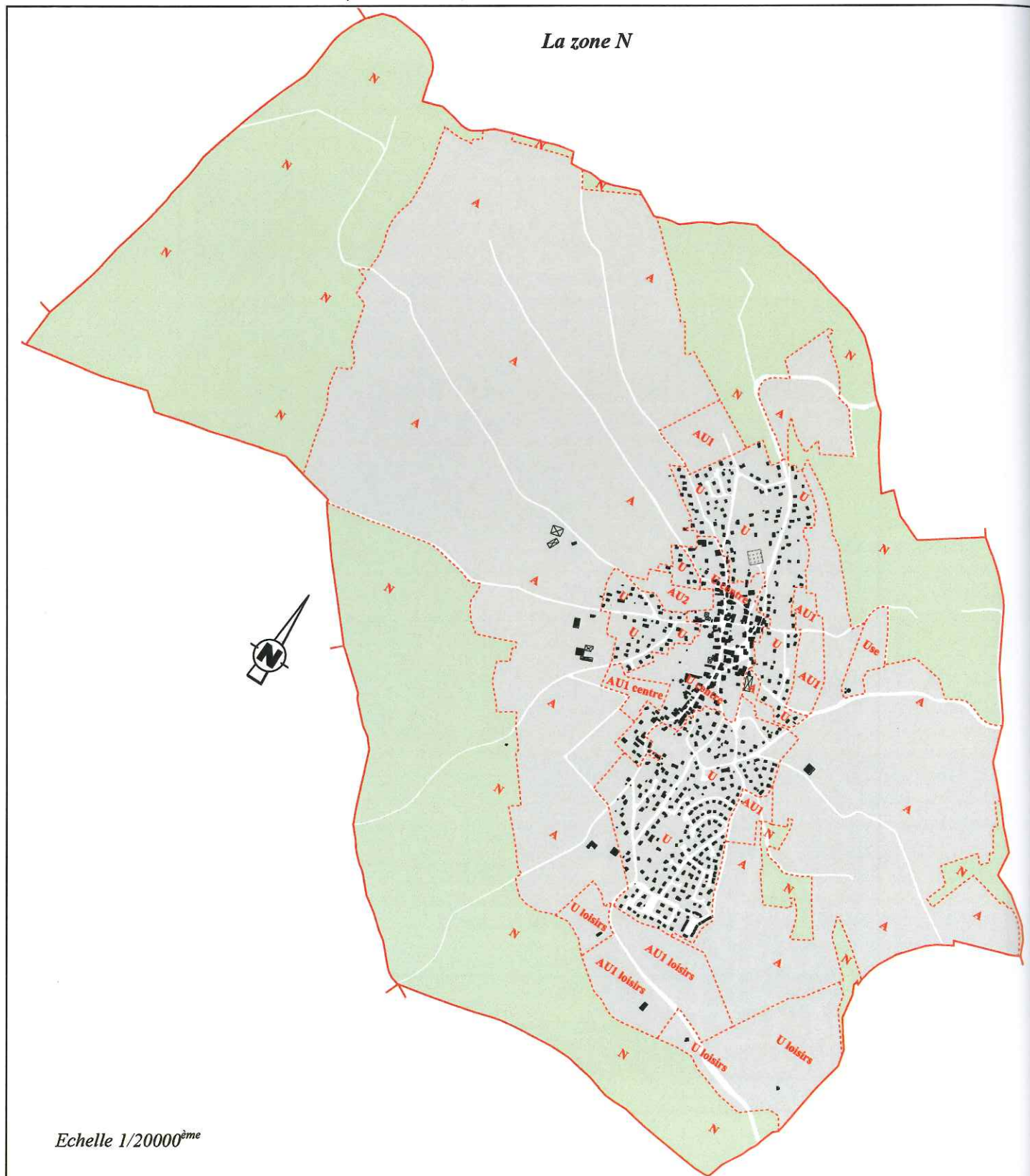


V.6) La zone N :

Elle se compose des zones essentiellement forestières à protéger en raison de la qualité des sites, des milieux naturels et des paysages.

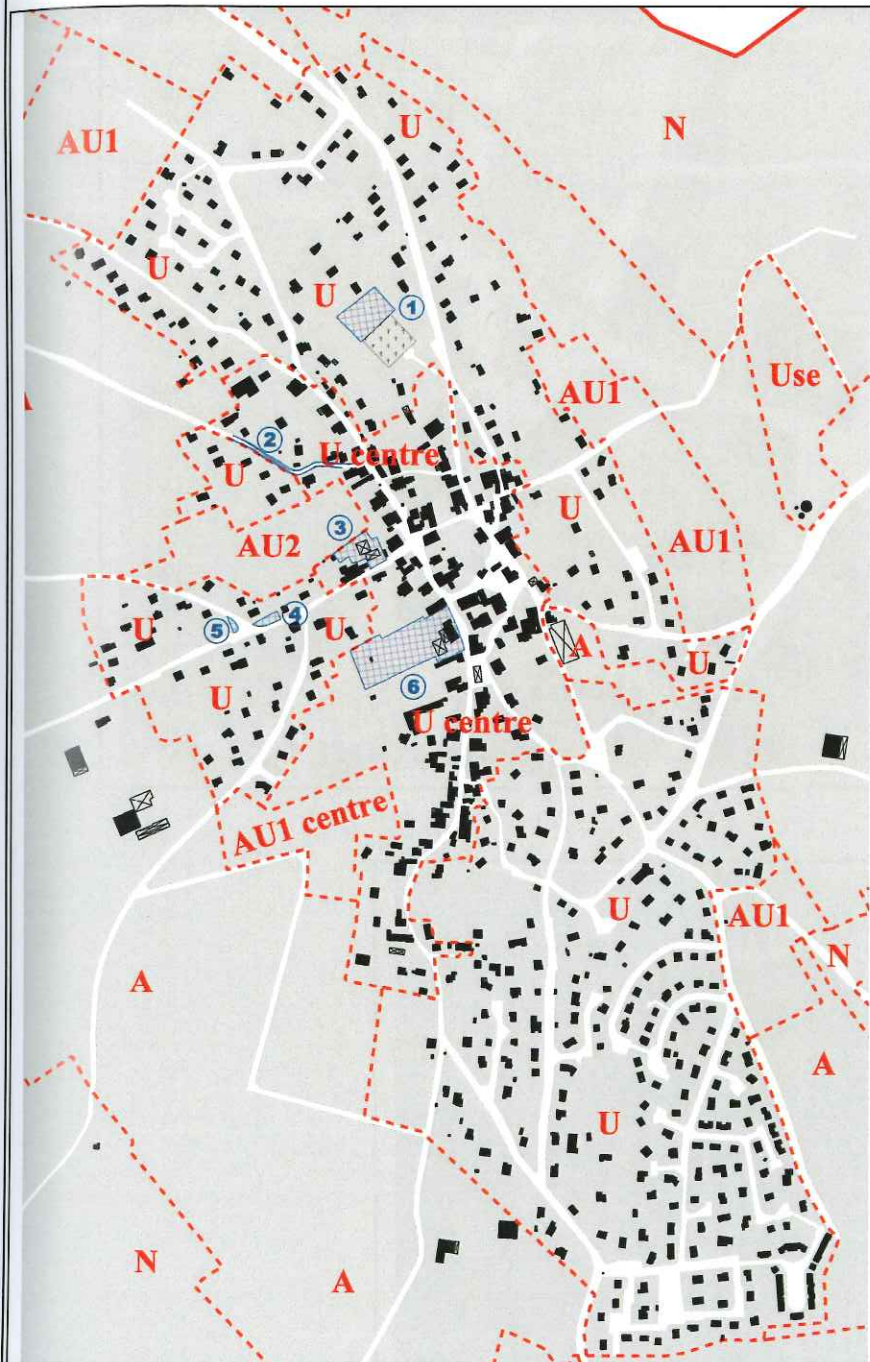
Y sont interdites, toutes occupations et utilisations du sol, à l'exception des infrastructures nécessaires :

- au captage et traitement des eaux potables,
- au traitement des eaux usées,
- au traitement et stockage des déchets collectifs (végétaux et matériaux inertes),
- et aux équipements et aménagements collectif de loisir ou de tourisme dont les constructions demeureront non closes,



V.7) Les emplacements réservés :

Les emplacements réservés

Echelle 1/10000^{ème}

Numéro	Nature de l'opération
①	Extension du cimetière
②	Elargissement de la rue de la Curtine
③	Création d'équipements et espaces publics liés à l'aménagement et à la restructuration du cœur de village, à proximité notamment du centre socioculturel
④	Aménagement d'un espace public au carrefour entre la rue d'Onans et la rue Desazard de Montgaillhard
⑤	Aménagement du carrefour entre la rue d'Onans et la rue Desazard de Montgaillhard
⑥	Création d'équipements et espaces publics liés à l'aménagement et à la restructuration du cœur de village, à proximité des services existants (commerces, halle de marché, école maternelle, ...) et notamment pour l'accueil de l'école primaire plus au centre



Carrefour entre rue d'Onans et la rue Desazard de Montgaillhard

V.8) Éléments caractéristiques du paysage à préserver :

Dernière construction du village dont la toiture est en lauses.



VI) Motifs des orientations d'aménagement sectorielles :

La poursuite de la réalisation d'un maillage du réseau de voies de communication assurant les liaisons inter-quartiers, implique des prescriptions d'accès et de dessertes par voies de bouclage dans les zones de développement urbain, telles qu'elles apparaissent dans les Orientations d'Aménagement Sectorielles (cf. pièce n° 3)

Par ailleurs la préservation des haies, bosquets, vergers, s'impose compte tenu de leurs intérêts écologiques et paysagers actuels.

VII) Incidences du plan sur l'environnement et manière dont le plan prend en compte le souci de sa préservation et mise en valeur¹ :

VII.1) Les milieux naturels inventoriés et protégés :

		Disposition du P.L.U.
Zone sensible	LA SAONE ET LE DOUBS : 23/11/1994	<i>Règlement du P.L.U. : Article 4 : toute construction à usage d'habitation ou d'activités doit être raccordée au réseau public d'assainissement, selon la réglementation en vigueur. En l'absence de réseau public d'assainissement, un système autonome est autorisé conformément à la réglementation en vigueur. Les ouvrages nécessaires au traitement, à la régulation, à l'évacuation, à l'infiltration des eaux pluviales doivent être réalisés selon la réglementation en vigueur.</i>
Zone vulnérable	NEANT	
SAGE	NEANT	
Contrat de rivière	NEANT	
Présence de Zones Humides	NON REPERTORIE ²	
ZNIEFF de type I	NEANT	
ZNIEFF de type II	NEANT	
Réserve Naturelle	NEANT	
Arrêté Préfectoral de Biotope	NEANT	
Directive Habitat (PSIC et SIC)	NEANT	
Directive Oiseaux (ZPS et projet de ZPS)	NEANT	
Zone importante pour la Conservation des Oiseaux	NEANT	
Site classé	NEANT	
Site inscrit	NEANT	
Parc Naturel Régional	NEANT	
Loi Montagne, Loi Littoral	NEANT	
<i>Avertissement de la DIREN : l'exhaustivité est recherchée pour les zones humides dont la superficie est supérieure à 1 hectare</i>		

VII.2) Etude des milieux naturels sur Montenois :

VII.2.1) Le milieu physique :

Recommandations	Disposition du P.L.U.
Traiter efficacement tous les effluents avant rejet	Règlement du P.L.U. : Article 4 : toute construction à usage d'habitation ou d'activités doit être raccordée au réseau public d'assainissement, selon la réglementation en vigueur. En l'absence de réseau public d'assainissement, un système autonome est autorisé conformément à la réglementation en vigueur. Les ouvrages nécessaires au traitement, à la régulation, à l'évacuation, à l'infiltration des eaux pluviales doivent être réalisés selon la réglementation en vigueur.
Tout stockage de produits présentant un risque de pollution pour les cours d'eau souterrains doit faire l'objet d'un dispositif permettant d'éviter tout écoulement vers ces formations.	Selon les dispositions de la loi sur l'Eau du 03 janvier 1992, reprise dans le code de l'environnement, toute personne qui détient des produits nocifs pouvant porter atteinte à l'homme ou à son environnement, est tenue d'assurer la collecte, le transport, le stockage, le tri et traitement, le rejet des produits dans des conditions propres à éviter toutes atteinte sur l'homme et l'environnement.
Eviter les constructions et les infrastructures sur les zones de fortes pentes sur marnes ou sur argiles sans étude géotechnique approfondie au préalable ainsi qu'en fond de talweg.	Selon disposition de l'article R 111-2 d'ordre public du code de l'urbanisme : <i>Le projet peut être refusé ou n'être accepté que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales s'il est de nature à porter atteinte à la salubrité ou à la sécurité publique du fait de sa situation, de ses caractéristiques, de son importance ou de son implantation à proximité d'autres installations.</i> Les autorisations d'occupation du sol pourront être subordonnées à la réalisation d'une étude géotechnique afin d'assurer la stabilité des terrains et constructions. Peu de secteurs constructibles sont inscrits dans ces zones. Voir schéma ci-après (page 63)

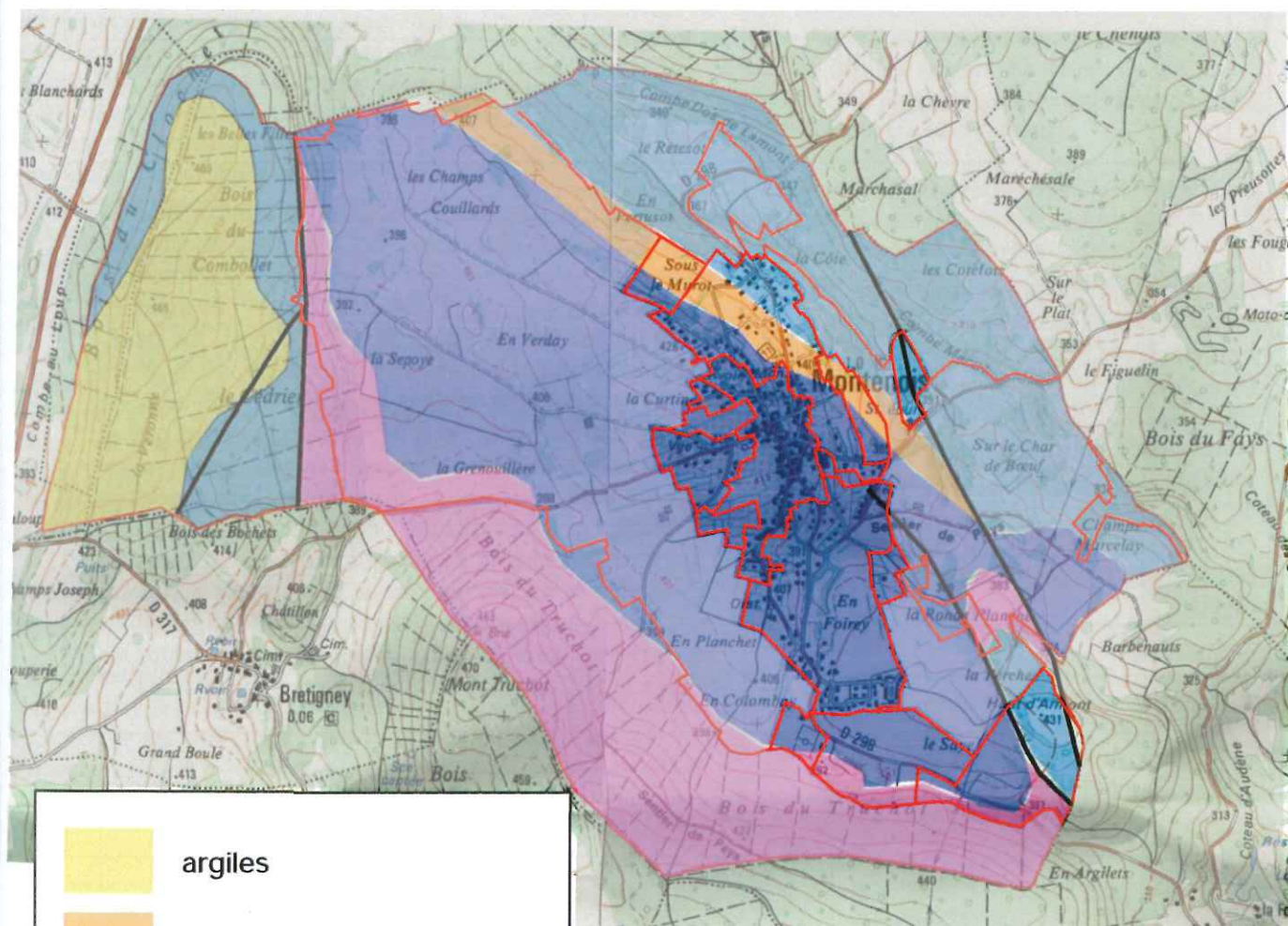
¹ En réponse aux différents points exposés au III Analyse de l'état initial de l'environnement.

² Afin d'éviter toute extension sur une zone humide, une étude d'environnement a été réalisée par Michel et Pascale GUINCHARD sur les secteurs potentiels de développement



Carte des contraintes du milieu physique Commune de Montenois (25)

Michel & Pascale GUINCHARD Etudes En Environnement novembre 2003



-  argiles
-  grande oolite, calcaire compact
-  marnes et calcaires de l'Oxfordien et du Kimmeridgien
-  marnes du Bathonien
-  Dalle nacrée
-  argiles et marnes de l'Oxfordien et de l'Argovien
-  failles principales

Note : la délimitation des diverses zones du P.L.U. est dessinée en trait continu rouge. Seules sont figurées sous teinte grisée, les zones « non constructibles » agricole A et naturelle N.

VII.2.2) Diagnostic écologique :

Recommandations	Disposition du P.L.U.	Voir schémas pages 66 à 69
Mettre en ND ¹ les massifs forestiers de quelque importance qui ne sont pas trop anthropisés (hêtraies-chênaies-charmaies)	L'ensemble des massifs forestiers est classé en zone N	
Préserver les lisières forestières.	Les forêts et leurs lisières ne sont pas contiguës aux zones urbaines et à urbaniser	
Préserver les haies, bosquets et bandes boisées en zone agricole par l'application de l'article L 442.2 du Code de l'Urbanisme (Loi Paysage n° 93-24 du 8 Janvier 1993). En zone NC ² et ND ¹ , tous travaux ayant pour effet de détruire un élément du paysage identifié dans le plan d'occupation des sols et non soumis au régime d'autorisation doivent faire l'objet d'une autorisation préalable au titre des installations et travaux divers.	La protection des haies, bosquets et bandes boisées s'opère par leur classement en zone naturelle (N) et agricole (A), dans lesquelles les nouvelles constructions sont interdites (à l'exception des éventuelles constructions liées à l'agriculture). De plus, les haies, bosquets et bandes boisées sont pour la plupart localisés à l'Est de la commune dans les zones de pâturage, où leur intérêt pour l'agriculture (abri et zones d'ombre pour le bétail) dépasse largement l'éventuel gêne qu'ils peuvent créer (difficultés d'utilisation des machines agricoles...). Par ailleurs, des haies et bosquets répertoriés en qualité écologique moyenne et d'intérêt paysager, sont classés en zone de développement urbain AU1. Leur préservation s'effectue par l'obligation de les intégrer dans le parti d'aménagement selon les orientations d'aménagement sectorielles (pièce n° 3)	
Préserver la parcelle de groupement de pelouse identifiée sur la carte d'occupation du sol.	Parcelle classée en zone N	

¹ ND : ancienne dénomination (dans le Plan d'Occupation du Sol) des zones N (naturelles) dans le Plan Local d'Urbanisme² NC : ancienne dénomination (dans le Plan d'Occupation du Sol) des zones A (agricoles) dans le Plan Local d'Urbanisme

Recommandations	Disposition du P.L.U.	Voir schémas pages 66 à 69
<p>Préserver les vergers au titre de l'article L 123.1.7 du code de l'urbanisme. <i>Cette mesure de protection est destinée à garantir le maintien des éléments de paysages remarquables repérés sur les documents graphiques : secteurs ou éléments naturels à protéger pour des motifs d'ordre esthétique, historique ou écologique. Tous travaux ayant pour effet de détruire un élément de paysage remarquable doivent faire l'objet d'une autorisation préalable au titre des installations et travaux divers.</i></p> <p>Il est tout a fait possible de préserver les arbres en adaptant le parcellaire du lotissement ; en dernier recours, il importe d'identifier les variétés qui vont s'éteindre en faisant appel aux associations locales de sauvegarde (Croqueurs de Pommes) et planter et greffer les variétés méritantes dans un espace privé ou collectif (mais si cette mesure de dernier recours limite les risques d'érosion génétique, elle ne permet pas la sauvegarde de la faune associée aux vieux vergers)</p>	<p>La préservation des vergers existants s'opère de deux manières :</p> <ul style="list-style-type: none">- soit par sa protection en tant qu'espace naturel, ne garantissant pas pour autant une pérennité du site par son entretien, qui à défaut se transforme en friche,- soit par une urbanisation aérée intégrant les arbres fruitiers existants intéressants, et privilégiant la plantation de nouveaux arbres fruitiers, dans un contexte de sensibilisation des habitants à l'intérêt de ces arbres*. <p>En effet, les arbres fruitiers vivent au rythme des générations (ils dépassent rarement 100 ans d'existence pour les espèces les plus persistantes). Ainsi, leur cohabitation avec les habitations (au même titre que les vergers à l'arrière du bâti ancien) est un gage de leur pérennité, dans un contexte sociétal de la grande distribution qui tend à changer.</p> <p>Règlement des zones U, U centre et AU1 centre : Article 13 : <i>les nouvelles constructions sont autorisées sous réserve de leur bonne intégration aux vergers existants. Lorsque le terrain d'assiette des constructions touche des vergers, les constructions doivent être implantées et organisées de sorte à mettre en valeur ces vergers selon leur intérêt paysager et patrimonial.</i></p> <p>Les schémas pages suivantes font apparaître des secteurs de qualité écologique moyenne à bonne en zone U, U centre et AU1 centre. Ces secteurs correspondent aux vergers existants, dont la préservation est assurée par la rédaction de l'article 13. De plus, la plupart de ces vergers est localisée dans les coteaux (en zone U) où l'urbanisation est plus difficile, créant un tissu urbain aéré laissant place à des aménagements paysagers intégrant les vergers.</p>	

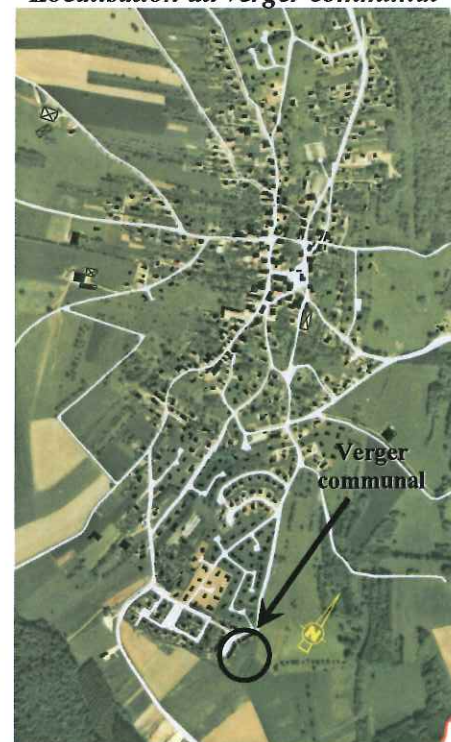
* La sensibilisation sur les vergers s'opère déjà au niveau de la commune, avec la création d'un verger communal inauguré en 1985. Ce verger est géré par l'école et la municipalité, et diverses actions sont menées chaque années, telles que :

- la vente de pommes,
- la fabrication de jus de pommes,
- la participation de l'association des Croqueurs de Pommes pour l'apprentissage de la taille des arbres,
- ...



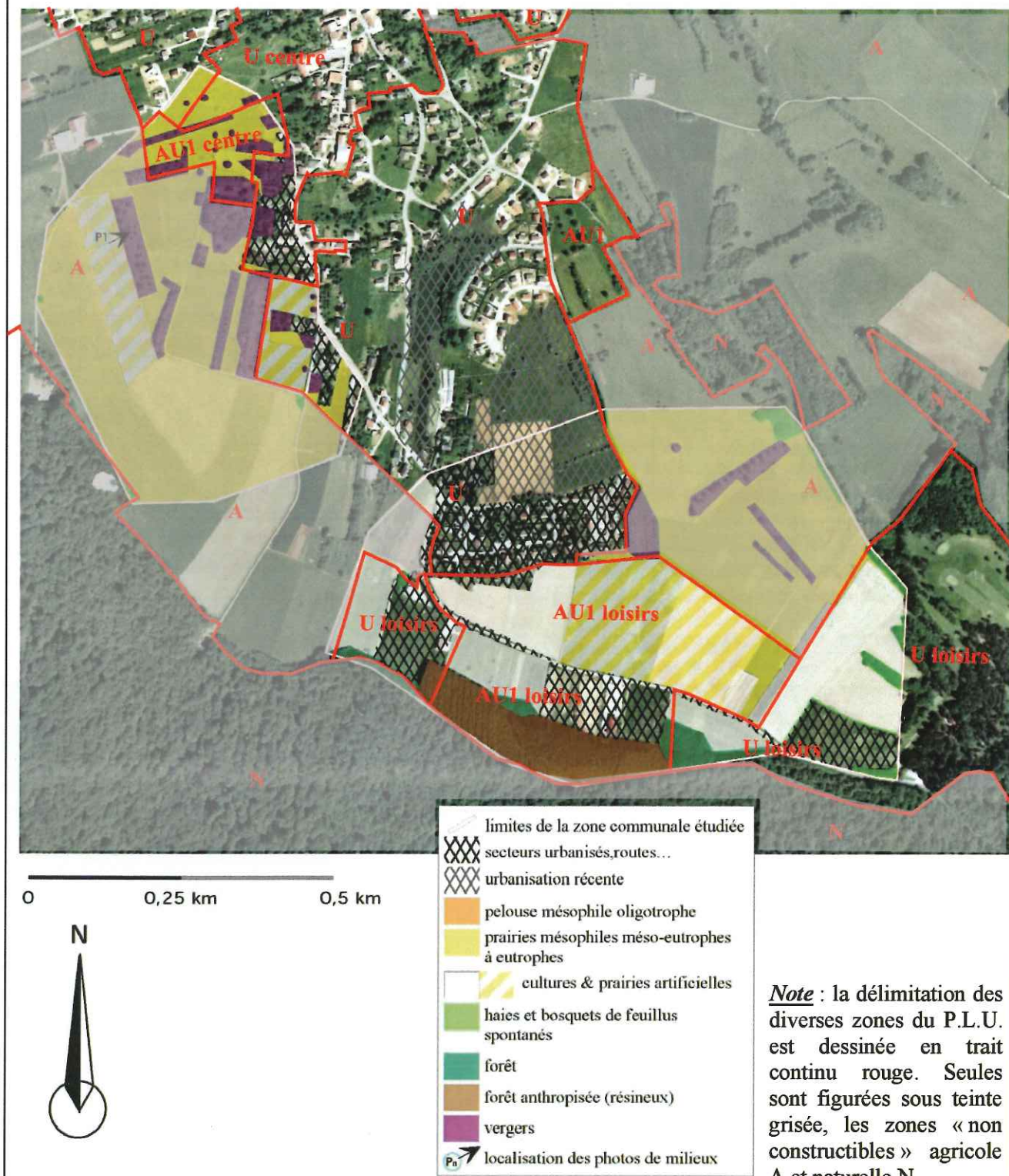
Verger communal

Localisation du verger communal



Carte d'occupation du sol Commune de Montenois (25) secteurs à urbaniser

Michel & Pascale GUINCHARD Etudes En Environnement novembre 2003



Carte d'occupation du sol Commune de Montenois (25) secteurs à urbaniser

Michel & Pascale GUINCHARD Etudes En Environnement novembre 2003



0 0,25 km 0,5 km



- limites de la zone communale étudiée
- secteurs urbanisés, routes...
- urbanisation récente
- pelouse mésophile oligotrophe
- prairies mésophiles méso-eutrophes à eutrophes
- cultures & prairies artificielles
- haies et bosquets de feuillus spontanés
- forêt
- forêt anthropisée (résineux)
- vergers
- localisation des photos de milieux

Note : la délimitation des diverses zones du P.L.U. est dessinée en trait continu rouge. Seules sont figurées sous teinte grisée, les zones « non constructibles » agricole A et naturelle N.

Carte des qualités écologiques Commune de Montenois (25) secteur à urbaniser

Michel & Pascale GUINCHARD Etudes En Environnement novembre 2003



0 0,25 km 0,5 km



- | | |
|--|--|
| | Hors classe : zone urbanisée
(en gris extensions très récentes) |
| | Niveau 1 : qualité écologique très faible |
| | Niveau 2 : qualité écologique faible |
| | Niveau 3 : qualité écologique moyenne |
| | Niveau 4 : bonne qualité écologique |
| | Niveau 5 : qualité écologique très bonne à exceptionnelle |

Note : la délimitation des diverses zones du P.L.U. est dessinée en trait continu rouge. Seules sont figurées sous teinte grisée, les zones « non constructibles » agricole A et naturelle N.

Carte des qualités écologiques Commune de Montenois (25) secteur à urbaniser

Michel & Pascale GUINCHARD Etudes En Environnement novembre 2003



0 0,25 km 0,5 km

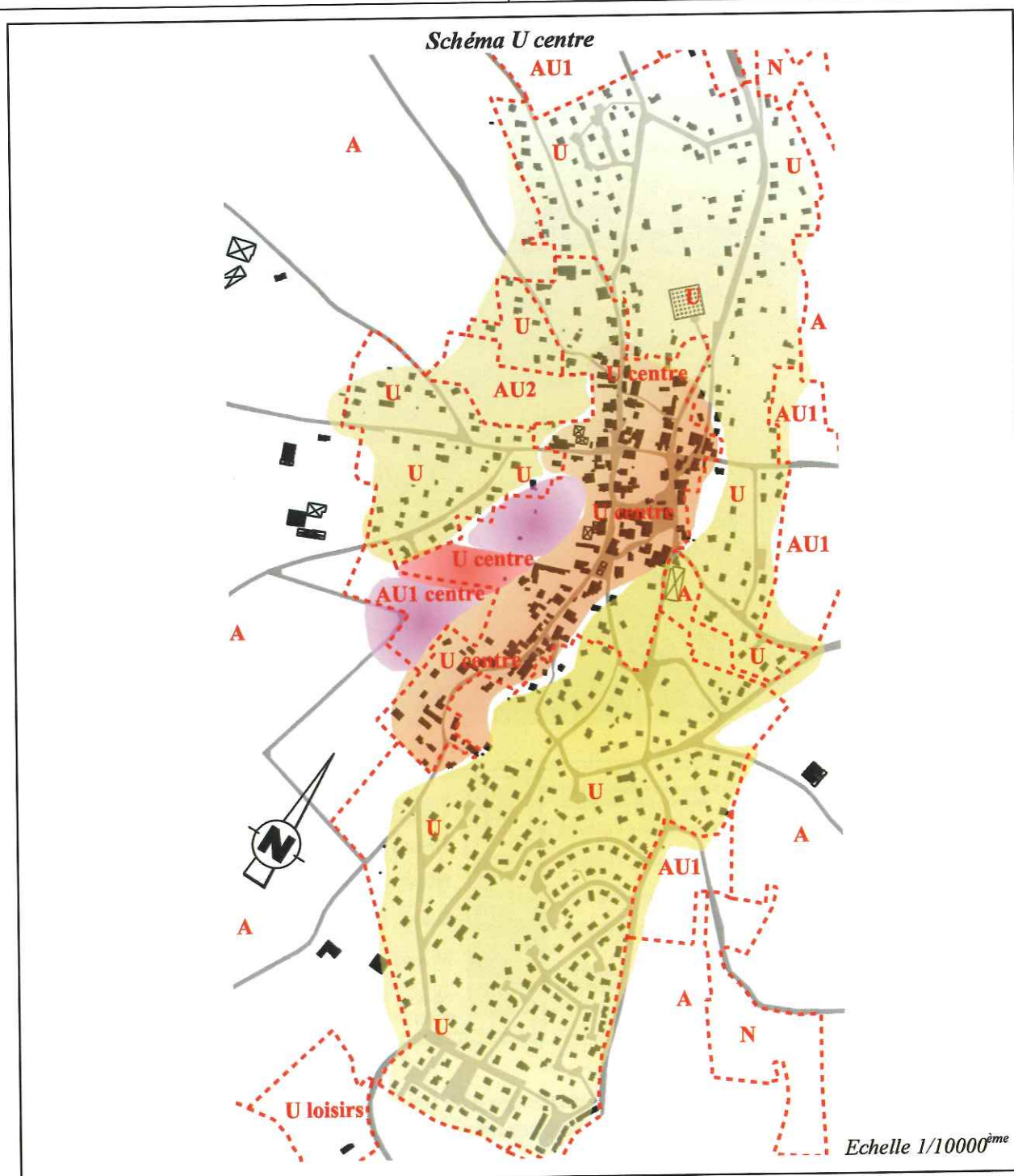


	Hors classe : zone urbanisée (en gris extensifs très récentes)
	Niveau 1 : qualité écologique très faible
	Niveau 2 : qualité écologique faible
	Niveau 3 : qualité écologique moyenne
	Niveau 4 : bonne qualité écologique
	Niveau 5 : qualité écologique très bonne à exceptionnelle

Note : la délimitation des diverses zones du P.L.U. est dessinée en trait continu rouge
Seules sont figurées sous teinte grisée, les zones « non constructibles » agricole A et naturelle N.

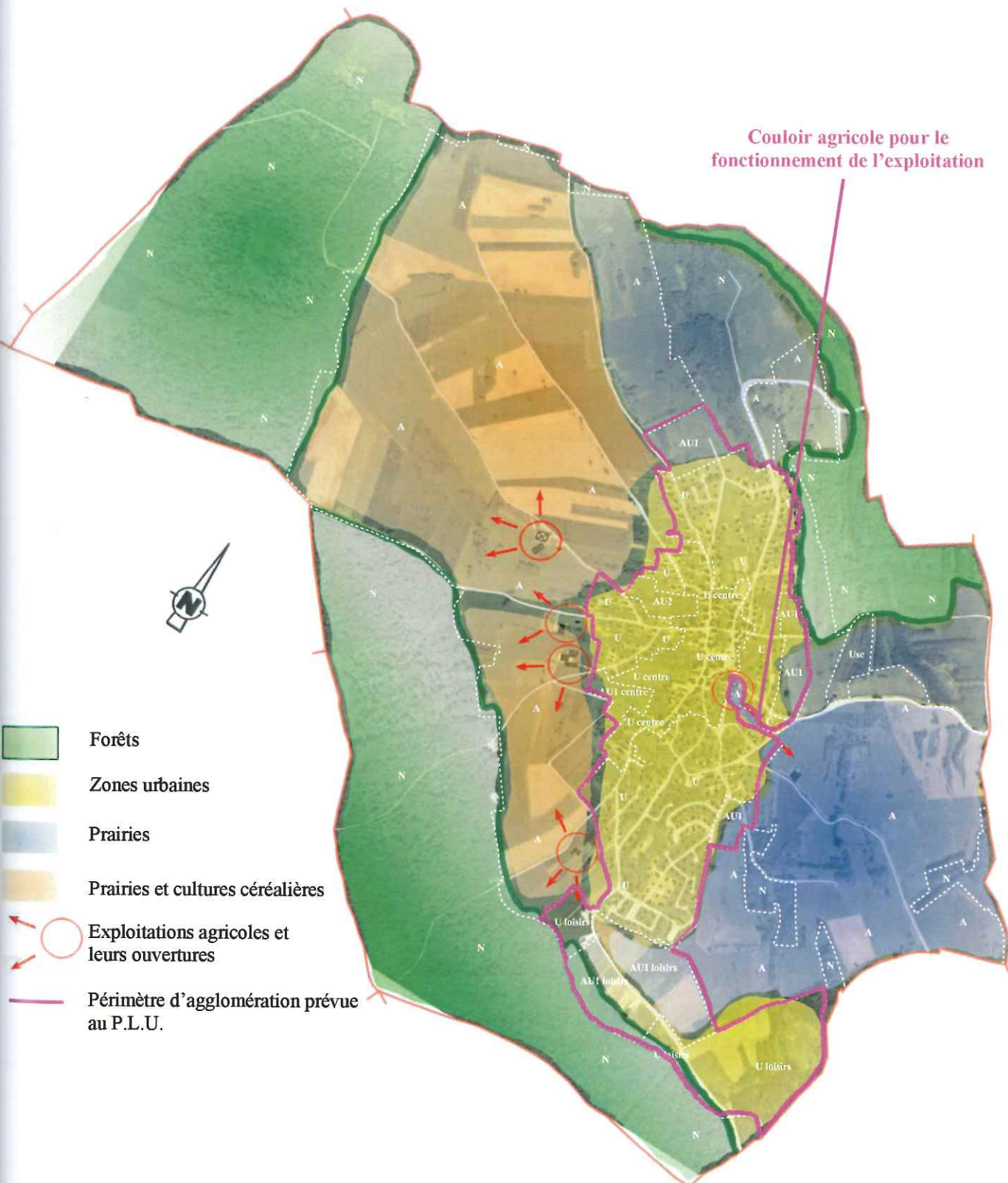
VII.3) Paysage et patrimoine :

Eléments à prendre en considération	Dispositions du P.L.U.
<p>Vues intéressantes à préserver :</p> <ul style="list-style-type: none"> - sur les massifs forestiers à l'Ouest du village, - sur un paysage lointain à l'Est 	<p><u>Règlement :</u></p> <p><u>Article 11 :</u> <i>limitation de la hauteur des haies et clôtures</i></p>
<p>L'organisation du village actuel s'est faite autour du cœur ancien, dans lequel les bâtiments aux volumes importants, les puits, fontaines, son oratoire, ... reflètent son histoire</p>	<p>Définition d'une zone U centre aux règles de prospect et de hauteur spécifiques pour la conservation de l'aspect architectural du centre.</p> <p>Voir schéma ci-dessous</p>
<p>Nombreux vergers en fond de parcelles à l'arrière du bâti ancien</p>	<p>Cf. « Dispositions du P.L.U. » en réponse aux « Recommandations » au VII.2.2) <i>Diagnostic écologique</i> (page 64 et suivantes)</p>



VII.4) Les activités agricoles

Les activités agricoles



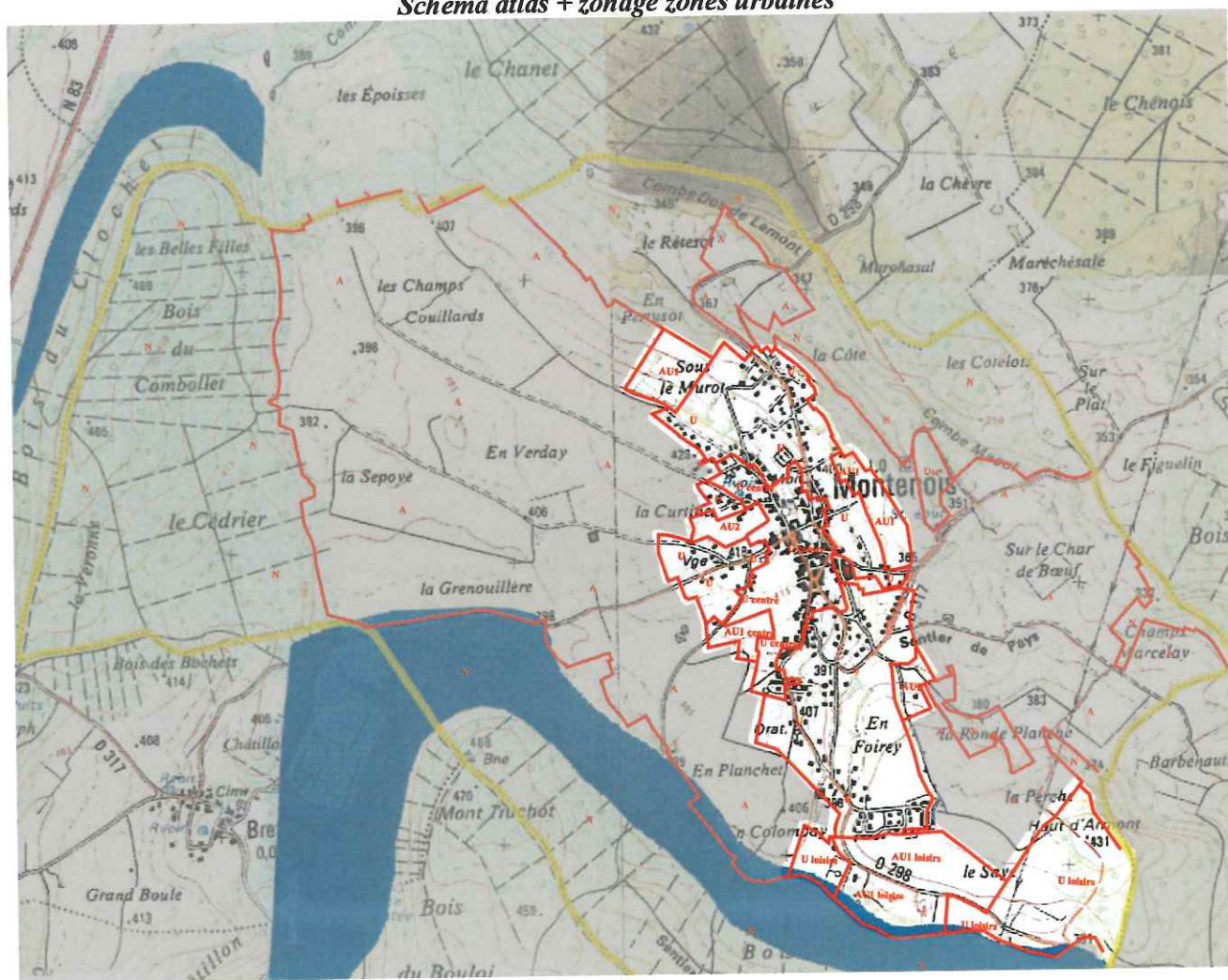
VII.5) Les risques naturels et technologiques :

VII.5.1) Risques d'inondation :

Néant

VII.5.2) Risques géologiques :

Schéma atlas + zonage zones urbaines



Marnes en pente

Limites communale

Echelle 1/25000^{ème}

Note : la délimitation des diverses zones du P.L.U. est dessinée en trait continu rouge. Seules sont figurées sous teinte grisée, les zones « non constructibles » agricole A et naturelle N.

VII.5.3) Risques technologiques :

Néant

VII.6) Synthèse en chiffre :

	Superficie en hectare	Pourcentage d'occupation du territoire communal
Espaces naturels	331	41 %
Espaces agricoles	331	41 %
Espaces bâtis : - zones U + U centre = 86 ha - secteurs en zones U et U centre non encore bâtis = 7 ha	79	10 %
Zones constructibles : - zone AU1 = 12,5 ha - zone AU2 = 2,5 ha - secteurs en zones U et U centre non encore bâtis = 7 ha	22 *	2,5 %
Zone de loisirs : - zones déjà aménagées = 22 ha - zones non aménagées = 15 ha	37	5 %
Divers (station d'épuration)	3	0,5 %
Superficie communale :	803	

* L'esquisse de scénarios de développement, présenté page 17, évalue un besoin d'environ 8 hectares pour la construction de 7 à 8 logements par an dans les dix prochaines années. Cependant, il convient de prendre en considération deux éléments qui demeurent déterminants :

1. Les terrains concernés par ces zones constructibles, dont l'une (2,5 ha) ne le sera qu'après modification ou révision du PLU, sont à près de 95% propriétés privées. Il faut donc tenir compte du facteur de rétention foncière, qui pour ces types de zone à projet d'ensemble, présente manifestement un facteur de blocage quasi-total de la zone (comme on a pu le constater dans les zones 2NA des POS du département), sauf à mettre en œuvre de l'action publique.
2. On observe rétrospectivement pour Montenois, dont le POS a été approuvé en 1988, que sans incidences des modifications qui n'ont pas ouvert significativement des zones supplémentaires à l'urbanisation, celles qui existaient à l'origine pour une superficie de 19,5 ha viennent d'être urbanisées sur une période d'une vingtaine d'années. Ce qui tend à montrer que les prévisions de 10 ans se traduisent dans les faits, même en cas de dynamisme urbain exceptionnel comme Montenois, en terme de réalisation effective, sur un temps double.

VIII) Motifs des changements apportés par la révision :

Secteurs nouvellement constructibles :

Voir plan pages suivantes

Secteurs exclus des zones urbaines :

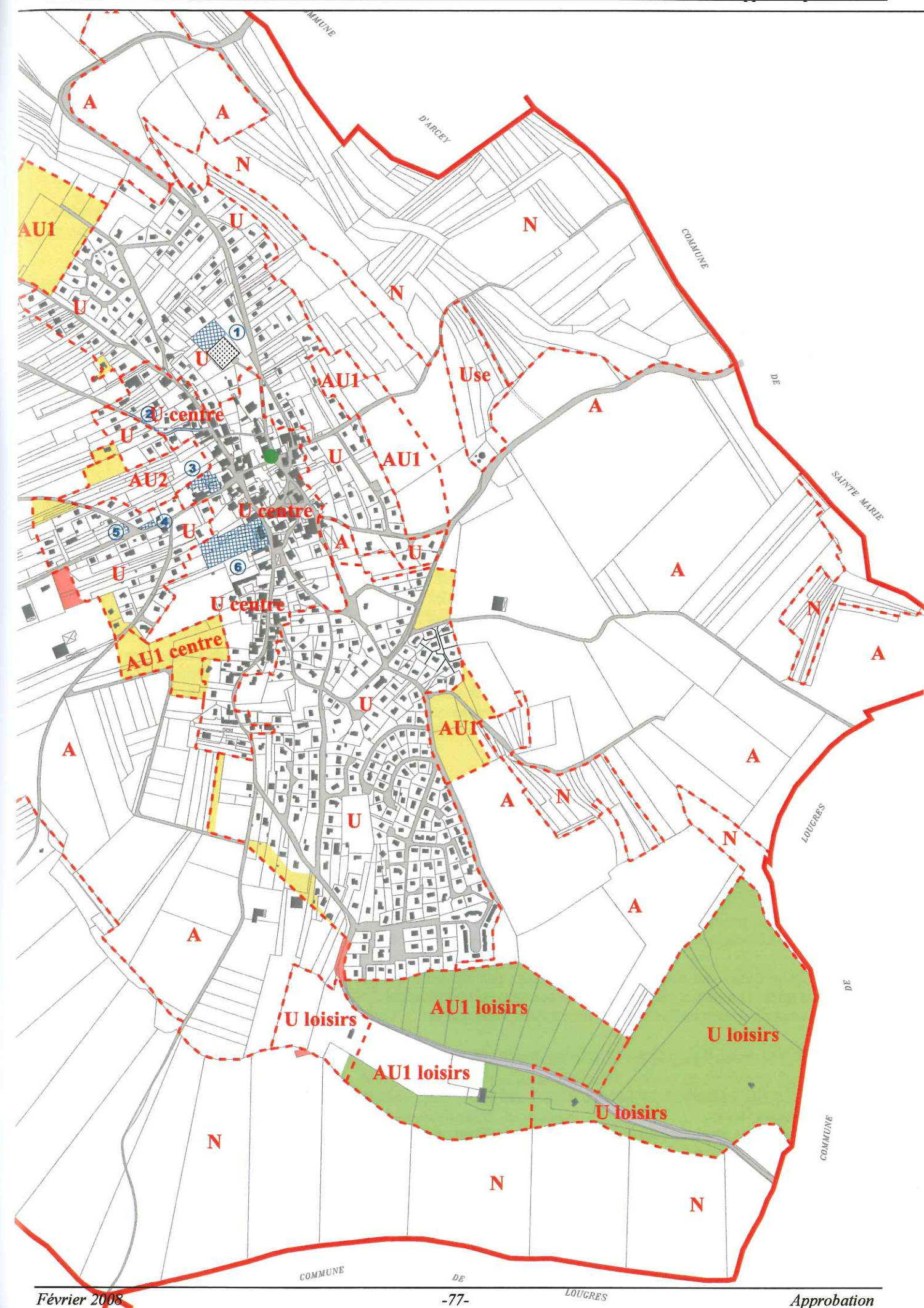
Voir plan pages suivantes

Nouveaux emplacements réservés :

L'ensemble des emplacements réservés s'inscrit dans le cadre de projets d'intérêt public.
Voir liste des emplacements réservés page 59.

Eléments paysagers :

Dernière construction du village dont la toiture est en lauses.



Annexes sur l'étude des milieux naturels¹

Résumé

LA VÉGÉTATION

- *Les différentes unités de végétation recensées dans les secteurs pressentis pour l'extension de l'urbanisation et leur intérêt écologique*

① Les forêts.

Le groupement caractéristique de cet étage collinéen correspond à une hêtraie-chênaie-charmaie. Cette formation, très répandue à l'échelle régionale, possède une **qualité écologique moyenne**, surtout du fait de sa structure complexe, de ses capacités biogènes et du temps nécessaire à son installation ou à son rétablissement.

Par endroits, cette hêtraie-chênaie-charmaie a été remplacée par une monoculture de résineux. L'intérêt écologique de ces plantations monospécifiques est variable, mais dans tous les cas de figure, la monoculture de résineux est préjudiciable à l'équilibre naturel de la forêt.

② Les formations ligneuses semi-ouvertes

Les haies et bandes boisées sont assez peu représentées sur le secteur qui fait l'objet de l'étude (hormis le secteur de « Sous Le Murot »), surtout sur la portion nord : de vastes surfaces agricoles en sont totalement dépourvues, ce qui est du reste assez général pour la portion ouest du territoire communal.

La diversité végétale des zones ouvertes et par voie de conséquence leur diversité animale se trouveraient considérablement augmentées s'il existait plus de haies naturelles au sein des milieux agricoles et des secteurs urbanisés (l'annexe n°2 propose une liste d'espèces spontanées à utiliser en cas d'installation de haies naturelles).

On distingue tout de même quelques haies et bosquets au niveau de la partie nord-ouest du village ; les vergers, par contre, sont encore très bien représentés. Le vieux village est entouré de beaux amas de vergers comportant de vieux arbres et l'on trouve également des haies d'arbres fruitiers au sein des secteurs agricoles et des vergers isolés parfois récents. Les variétés fruitières locales parfaitement adaptées à leur milieu, terrain et climat constituent un patrimoine génétique, culturel et historique qu'il convient de préserver. Ils constituent de plus des milieux attractifs pour l'avifaune et possèdent un attrait paysager évident.

Ces formations ligneuses semi-ouvertes, quel que soit leur caractère, présentent divers intérêts écologiques (voir aussi annexe n° 1) et possèdent une **qualité écologique moyenne à bonne**.

③ La pelouse mésophile

Au nord du village, une petite parcelle agricole, recevant très peu d'engrais et d'amendements abrite encore une flore diversifiée. Les espèces caractéristiques des pelouses sont très bien représentées, comme la sauge des prés. En égard à sa richesse en espèces prairiales intéressantes pour l'élevage, ce groupement est très dépendant des activités humaines. Lorsque l'intensification est continue sur une durée importante, le groupement évolue vers des groupements prairiaux plus banals.

Ces pelouses sont des groupements végétaux peu répandus et en voie de disparition, elles renferment des espèces communes à rares et possèdent une **bonne à très bonne qualité écologique**. Elles apportent de plus une quantité importante de nectar à de nombreux insectes floricoles (hyménoptères, lépidoptères...). Cet habitat est d'un niveau d'intérêt communautaire

④ Les prairies semi-naturelles - Il subsiste encore de vastes surfaces de prairies à Montenois. Ce sont des prairies mésophiles.

Les prairies **améliorées** méso-eutrophes à eutrophes renferment une majorité d'espèces banales et possèdent une **qualité écologique faible**.

Les prairies **semi-améliorées** renferment des espèces communes, mais aussi des espèces relictuelles des pelouses, feu fréquentes, apportant une source de nectar importante pour les insectes floricoles, notamment les papillons. Ces prairies mésotrophes possèdent une **qualité écologique moyenne à bonne** en fonction de leur diversité.

¹ Etude réalisée en février 2004 par Pascale et Michel GUINCHARD (pages 78 à 85)

⑤ **Les prairies artificielles et cultures annuelles diverses** - Ces milieux, très répandus sur le territoire communal, possèdent une diversité végétale extrêmement faible et présentent de ce fait **qualité écologique très faible**.

• *Les habitats communaux d'intérêt patrimonial situés en dehors de la zone étudiée*

Les habitats d'intérêt patrimonial recensés sur le reste du territoire communal sont les forêts spontanées non marquées par une influence trop importante de l'homme (ex. d'anthropisation marquée : taux d'enrésinement important, grandes coupes à blanc...), les haies, bosquets et bandes boisées et les vergers.

On trouve de belles étendues de forêt spontanée au niveau du bois de Chambollet, du lieu-dit « le Cédrier » et du bois du Truchot. Par endroits, cette hêtraie-chênaie-charmaie a été remplacée par une monoculture de résineux : au lieu-dit « Les Belles Filles », en bordure du bois du Truchot à proximité du stade... D'autre part □ □ constate par endroits de vastes coupes à blanc. Cette structure forestière ne permet pas la plus grande diversité faunistique, elle constitue un bouleversement très important pour la faune et la flore.

L'exploitation intensive de la forêt, couplée à d'importants changements climatiques est un processus de développement non durable pour les populations d'oiseaux, d'insectes et de plantes.

Les haies sont représentées de façon très inégale sur le territoire communal de Montenois :

- tout le secteur ouest (« Les Champs Couillards », « en Verday », « La Grenouillère », « En Planchet ») constitue un vaste ensemble agricole presque totalement dépourvu de haies ;
- le secteur est, par contre, comporte encore quelques beaux ensembles de haies, bosquets et bandes boisées (« Les hauts d'Armont », « La Ronde Planche », « La Perche », « Sur Le Char de Bœuf » bien qu'elles soient là en régression notable dans la réalité, par rapport au dernier lever de la carte au 1/25 000ème).

Les haies jouent un rôle écologique très important, il est donc impératif de conserver celles qui existent encore, voire laisser se développer les haies arbustives discontinues que l'on peut observer entre certaines parcelles agricoles. Comme pour la forêt, L'exploitation intensive agricole est un processus de développement non durable pour les populations d'oiseaux, d'insectes et de plantes.

D'autres vergers existent aussi en dehors des zones pressenties pour l'extension de l'urbanisation, essentiellement sur le pourtour de l'agglomération. Rappelons que les variétés fruitières d'amateurs sont un patrimoine génétique, culturel et historique qu'il convient absolument de préserver.

LA FAUNE TERRESTRE

• *Analyse de la zone d'étude par grands types de milieux*

① la zone boisée :

La zone boisée située au lieu-dit « En Pertusot » héberge le cortège classique des oiseaux de forêt de plaine, une vingtaine d'espèces d'oiseaux y sont nicheurs. C'est le milieu le plus riche des zones situées en périphérie de l'agglomération. La buse et l'épervier d'Europe chassent dans les zones les plus dégagées.

Le renard et le chevreuil sont les principaux mammifères qui fréquentent le secteur.

Ce milieu possède une qualité écologique moyenne

② les vergers :

Les vergers présentent un intérêt non négligeable pour la nidification des oiseaux. Bien que créés de toutes pièces par l'homme, ce sont des milieux intéressants pour la faune. Une quinzaine d'espèces peuvent se reproduire dans les vergers situés à la périphérie de l'agglomération. Ce sont des espèces liées aux arbres. Plus les arbres fruitiers sont grands, vieux et comportent des cavités, plus ils sont intéressants pour la nidification des oiseaux.

Dans les secteurs de vergers présentant de grands arbres nichent le rougequeue à front blanc et le torcol fourmilier. Ces deux espèces sont protégées en France et figurent sur la liste de l'annexe II de la convention de Berne.

Bien que les prospections de terrain n'aient pas décelé la présence de la chevêche d'Athéna, cette espèce est signalée dans le secteur ouest de la région de Montbéliard. Cet oiseau est protégé en France et figure dans le groupe II des espèces

prioritaires de Franche-Comté. Elle bénéficie également de plusieurs statuts de protections internationaux dont celui de la convention de Berne (Annexe II).

Ces milieux possèdent une qualité écologique moyenne à bonne.

③ les haies et bosquets :

La zone située au lieu-dit « Sous le Murot » présente un beau réseau de haies et de bosquets séparant des prairies pâturées. Dans les autres secteurs étudiés, il existe également des haies, mais leur réseau est beaucoup moins important.

Les haies séparant les prairies sont intéressantes car elles permettent aux oiseaux de cacher leurs nids, de profiter de l'abondance d'insectes associée aux buissons et aux fleurs de la prairie pendant la période de nidification, et fournissent les baies comestibles en automne et en hiver.

Une quinzaine d'espèces nichent dans les haies situées à l'ouest de la commune. Ces passereaux sont la proie de l'épervier d'Europe qui est un rapace spécialisé dans la chasse aux petits oiseaux.

Ces milieux possèdent une qualité écologique moyenne.

④ les prairies :

Les prairies dépourvues de haies sont peu attractives pour la nidification des oiseaux, seules quelques espèces comme l'alouette des champs et la bergeronnette grise s'y reproduisent. D'autres espèces fréquentent ces milieux ouverts mais uniquement pour rechercher leur nourriture. La buse variable chasse également les rongeurs dans les prairies.

Ces milieux peu diversifiés sont donc de **qualité écologique faible**.

⑤ les zones de culture sont des milieux bouleversés de façon cyclique par les pratiques culturales (labours, semis, épandages de produits phytosanitaires, récoltes...). De ce fait les oiseaux qui peuvent se reproduire dans les cultures sont peu nombreux. D'autres espèces fréquentent les cultures pour rechercher leur nourriture et ceci principalement en automne et en hiver. La buse variable chasse également dans ces zones découvertes.

Ces milieux sont toujours très peu diversifiés et sont donc de **qualité écologique très faible**.

• Milieux potentiellement intéressants pour la faune sur l'ensemble du territoire communal

Les milieux naturels de la commune les plus intéressants en dehors des zones étudiées en périphérie de l'agglomération sont les forêts naturelles, les bosquets et prairies bordées de haies et les vieux vergers.

Les forêts naturelles hébergent une vingtaine d'espèces d'oiseaux nicheurs. Les zones traitées en taillis sous futaie sont plus intéressantes que les futaies régulières car la structure verticale de la végétation est plus complexe et permet à un plus grand nombre d'oiseaux de se reproduire.

Les zones qui ont subi récemment une coupe à blanc sont moins intéressantes pour les oiseaux nicheurs pendant plusieurs années. Les espèces arboricoles ne peuvent plus nicher dans ces milieux, elles sont remplacées par les oiseaux liés aux fouillis végétaux jusqu'à ce que la végétation repousse.

L'intérêt que présente la forêt pour la nidification augmente avec le vieillissement du peuplement ligneux.

Les plantations pures de résineux sont peu intéressantes pour la nidification des oiseaux. Elles couvrent une proportion non négligeable du territoire boisé de la commune. Ces milieux sont dépourvus de végétation arbustive et herbacée, la lumière ne pouvant pas atteindre le sol. Peu d'espèces nichent dans ces milieux.

En cas de gyrobroyage des sous-bois dans les coupes de régénération, il est impératif de ne pas effectuer les travaux en période de nidification des oiseaux, soit entre début avril et mi-juillet, sous peine de détruire les couvées d'espèces pour la plupart protégées !

L'exploitation intensive de la forêt et des secteurs agricoles, couplés à d'importants changements climatiques est un processus de développement non durable pour les populations d'oiseaux et d'insectes.

Lexique

gradient croissant de richesse du sol en nutriments (eutrophisation)

oligotrophe

mésotrophe

mésoeutrophe

eutrophe

acidicline ou acidocline = se dit d'une plante ou d'un groupement de plantes croissant de préférence sur un substrat caractérisé par une acidité modérée.

annexe I de la directive habitats : liste des types d'habitats naturels d'intérêt communautaire dont la conservation nécessite la désignation de zones spéciales de conservation.

calicole : se dit d'une espèce végétale qui nécessite ou supporte un sol riche en carbonates (à pH>7).

climacique : caractérise une végétation ayant atteint un niveau d'équilibre, en accord avec le sol et le climat.

eutrophe : qui possède une très forte teneur en éléments nutritifs assimilables par la végétation (eau ou sol eutrophe). qui croissent sur des sols ou dans des eaux très riches en éléments minéraux (plantes ou peuplements eutrophes).

formation végétale : groupement de plantes défini d'après la physionomie, la structure et l'architecture des végétaux qui le compose, par exemple : forêt, fourré, lande, prairie et pelouse herbeuse...

hydromorphe : les sols hydromorphes sont caractérisés par des phénomènes de réduction ou ségrégation locale du fer, liés à une saturation temporaire ou permanente par l'eau, provoquant un déficit en oxygène.

méso eutrophe : de "méso", terme modérateur et "eutrophe" qui croissent sur des sols ou dans des eaux très riches en éléments minéraux (plantes ou peuplements eutrophes).

mésohyrophile : de "méso", terme modérateur et "hyrophile", qui nécessite ou supporte un sol engorgé d'eau.

mésoneutrophile : de "méso", terme modérateur et "neutrophile", se développant sur un sol à pH proche de la neutralité.

mésophile : se dit d'une plante ou d'un groupement de plantes croissant de préférence sur un substrat présentant des caractères peu accusés, en particulier ni trop sec ni trop humide.

mésotrophe : de "méso", terme modérateur et de "trophie", alimentation ; se dit donc d'un milieu moyennement riche en éléments nutritifs assimilables par la végétation.

mésoxérophile : de *méso*, terme modérateur et de *xérophile*, qui se dit d'une plante croissant de préférence dans des sites secs.

neutrophile : se développant sur un sol à pH proche de la neutralité.

oligotrophe : qui possède une faible teneur en éléments nutritifs assimilables par la végétation (eau ou sol oligotrophe) qui croissent sur des sols désaturés ou dans des eaux très pauvres en éléments minéraux (plantes ou peuplements oligotrophes).

Z.N.I.E.F.F. : Zone Naturelle d'Intérêt Écologique, Floristique et Faunistique.

POURQUOI PLANTER DES HAIES ?

Les haies ont 5 grandes fonctions :

1) La protection microclimatique

Une haie efficace peut apporter un microclimat plus favorable à un champ, un jardin ou une ferme.

La protection climatique se résume dans :

- la diminution de 30 à 50% de la vitesse du vent,
- la réduction de 20 à 30% de l'évaporation,
- l'élévation de 1 à 2°C de la température diurne et nocturne du sol, cumulant ses effets de jour en jour pour accroître la précocité. Cette élévation peut être bien plus forte, jusqu'à 4 à 5°C en cas de vent froid.

Cette amélioration a lieu si la haie forme un maillage fermé autour de parcelles suffisamment vastes et qu'elle soit semi-perméable au vent, homogène et assez haute.

Par contre, les haies très denses de thuyas sont trop imperméables à l'air, elles réagissent comme un mur. Elles protègent une zone longue seulement de deux fois leur hauteur, au delà, il y a création de tourbillons d'air et le vent est même accéléré.

En définitive, une haie apporte :

- un **meilleur rendement des cultures**, de +10 jusqu'à +15% ;
- une **meilleure production des élevages laitiers** et à viande (abris contre le vent froid par mauvais temps ou ombrage en été) ;
- une **meilleure protection des bâtiments** (économie de chauffage et limitation des dégâts matériels dus au vent) ;
- une **plus grande régularité des rendements** (protection contre les excès climatiques de vent, de chaleur, de froid...)

2) La régulation et l'épuration des eaux et la protection des sols

En freinant l'eau sur les pentes, les haies et surtout les talus et fossés qui leurs sont associés :

- **obligent l'eau à s'infiltrer** (meilleure alimentation des nappes et une limitation des crues et inondations (jusqu'à 2 fois plus faibles) ;
- empêchent l'eau d'atteindre un volume et une vitesse de ruissellement capables d'arracher les sols donc elles entraînent une **diminution de l'érosion** sur les pentes ;
- retiennent la terre entraînée par l'eau : **conservation des sols** ;
- **retiennent et filtrent** les produits transportés par l'eau (résidus d'engrais, de pesticides, de fumiers, de lisiers...). Les haies forment donc une ceinture filtrante antipollution.

3) L'entretien des équilibres biologiques

Le bocage est un milieu riche, diversifié et stable, et la conséquence de l'arasement des haies, talus et bosquets est d'appauvrir, de banaliser, de déséquilibrer.

La diversité de la flore des haies, bandes boisées et bosquets, entretient une grande diversité de la faune (insectes, oiseaux, reptiles, mammifères...) qui s'équilibrent et empêchent les grandes disséminations nuisibles aux cultures. Pour 5 à 10 espèces d'arbres, 10 à 20 espèces d'arbustes et 20 à 40 espèces herbacées, on peut compter 10 à 20 espèces d'oiseaux, 10 à 20 espèces de mammifères et de reptiles, plusieurs centaines d'espèces d'insectes, sans compter les espèces vivant dans le sol.

Cette diversité est d'autant plus nécessaire que l'on cherche à pratiquer la "lutte intégrée", qui consiste à faire appel aux insectes "auxiliaires" de l'agriculture. Ces auxiliaires ont besoin toute l'année de nourriture et d'abris que les haies leur fournissent. La diversité des cultures favorisent également la diversité de la faune.

4) Les productions traditionnelles et nouvelles du bois

Les haies peuvent aussi être productives. Elles peuvent être construites comme une "forêt linéaire" pouvant produire :

- du **bois de chauffage** en rondins, exploités tous les 12 à 18 ans ;
- du **bois d'émonde**, les branchages peuvent être pressés ou broyés en copeaux pour des installations collectives de chauffage ;
- du **bois de travail** pour la ferme (piquets de pâture...) ;
- du **bois d'industrie** (pâte à papier...) ;
- des **fruits** (châtaignes, noix, petits fruits, plantes médicinales, miel...).

5) La clôture et la construction du paysage

Dans la campagne

Le premier rôle de la haie est de clôturer l'espace. Mais si les paysans d'autrefois ont planté pour enclore bétail et cultures, se protéger, retenir leurs terres..., le résultat de leurs efforts est aujourd'hui des paysages harmonieux.

Continuer à construire ces paysages est indispensable :

- après un remembrement pour matérialiser les nouvelles parcelles ;
- après l'élargissement des chemins ruraux, pour en stabiliser les rives, les ombrager, les embellir ;
- après installation de nouvelles constructions, pour les protéger et les fondre dans le paysage.

En milieu urbanisé

Pour **insérer** toute les constructions et les installations (lotissements, équipements collectifs, terrains de sport, zones industrielles, route...) dans le paysage, il faut des plantations massives : des haies-clôtures, libres ou taillées, des brise-vent, des bandes boisées, des arbres isolés ou en alignement, des bosquets...

Pour limiter l'ombrage des parcelles voisines de haies, il importe de ne planter les grands brise-vent (10 à 20 m) que selon l'axe nord-sud.

Remarque : la législation impose de planter une haie < 2 m de hauteur à au moins 0,50 m de la limite de la propriété voisine (contre 2 m pour une haie ≥ 2 m de hauteur).



PROPOSITION D'ESPECES A UTILISER EN CAS D'INSTALLATION DE HAIES NATURELLES

➤ **Sur les sols mésophile**

(c'est à dire secs à frais, plus ou moins profonds, ni très acides, ni très secs, ni très humides):

Espèces arborescentes

<i>Acer campestre</i>	Erable champêtre
<i>Acer pseudoplatanus</i>	Erable sycomore
<i>Acer platanoides</i>	Erable plane
<i>Carpinus betulus</i>	Charme
<i>Fagus sylvatica</i>	Hêtre
<i>Fraxinus excelsior</i>	Frêne élevé
<i>Juglans regia</i>	Noyer royal
<i>Malus sylvestris</i>	Pommier sauvage*
<i>Populus tremula</i>	Peuplier tremble
<i>Prunus avium</i>	Merisier
<i>Pyrus pyraeaster</i>	Poirier commun*
<i>Quercus petraea</i>	Chêne sessile
<i>Quercus robur</i>	Chêne pédonculé
<i>Sorbus aucuparia</i>	Sorbier des oiseleurs
<i>Tilia platyphyllos</i>	Tilleul à larges feuilles
<i>Tilia cordata</i>	Tilleul à feuilles cordées
<i>Ulmus scabra</i> (= <i>U. glabra</i>)	Orme des montagnes

Espèces arbustives

<i>Cornus mas</i>	Cornouiller mâle
<i>Cornus sanguinea</i>	Cornouiller sanguin
<i>Corylus avellana</i>	Noisetier
<i>Crataegus monogyna coll.</i>	Aubépine monogyne□*
<i>Crataegus laevigata</i>	Aubépine épineuse□*
<i>Evonymus europaeus</i>	Fusain d'Europe
<i>Ilex aquifolium</i>	Houx□
<i>Laburnum anagyroides</i>	Cytise aubours
<i>Ligustrum vulgare</i>	Troène vulgaire
<i>Lonicera xylosteum</i>	Camerisier des haies
<i>Prunus spinosa</i>	Prunellier épineux□
<i>Ribes alpinum</i>	Groseiller des Alpes
<i>Rosa arvensis</i>	Rosier des champs□
<i>Rosa canina</i>	Rosier des chiens□
<i>Rosa rubiginosa</i>	Églantier rouge□
<i>Salix capraea</i>	Saule marsault (sauf sol sec)
<i>Sambucus nigra</i>	Sureau noir
<i>Taxus baccata</i>	If
<i>Viburnum lantana</i>	Viome lantane
<i>Viburnum opulus</i>	Viome obier

Lianes

<i>Clematis vitalba</i>	Clématite vigne-blanche
<i>Hedera helix</i>	Lierre grimpant

Pour permettre à une faune diversifiée de s'installer, il importe de conserver toujours un mélange d'essences, ainsi que de diversifier les strates.

* Espèces épineuses

Oiseaux observés à Montenois

	1	2	3	4	5
Buse variable	X	X	X	X	X
Epervier d'Europe	X	X			
Tourterelle turque			X	X	
Coucou gris	X	X			
Pigeon ramier	X				
Pic épeiche	X				
Pic vert		X		X	
Torcol fourmilier					
Alouette des champs				X	X
Bergeronnette grise			X	X	X
Troglodyte mignon	X				
Tarier pâtre		X			
Rougegorge familier	X				
Rougequeue noir			X		
Rougequeue à front blanc				X	
Grive musicienne	X				
Grive draine	X		X		
Merle noir	X	X	X	X	X
Fauvette à tête noire	X				
Pouillot véloce	X				
Mésange bleue	X				
Mésange charbonnière	X	X	X	X	
Sittelle torchepot	X				
Grimpereau des jardins	X	X			X
Geai des chênes	X				
Corneille noire	X	X	X	X	X
Pinson des arbres	X	X	X	X	X
Verdier d'Europe			X	X	
Linote mélodieuse		X		X	
Chardonneret élégant		X		X	
Serin cini				X	
Bruant jaune	X	X			
Moineau domestique		X		X	X

20 14 10 15 8

Nombre d'espèces

- 1 Forêt " En Pertusot "
- 2 Prairies et haies " Sous le Murot "
- Zone de prairies et de vergers à l'est du
- 3 village
- 4 Prairies et vergers " En Planchet "
- 5 Prairies et cultures " Le Saye "